

UNIVERSITE DE LAUSANNE
FACULTE DE SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES ET INTERNATIONALES

LA COLOMBIE

ENTRE ARMES ET LARMES

LE PARAMILITARISME EN COLOMBIE ET LA RELATION A
L'ETAT-NATION MODERNE DE 1948 A 2012



Présenté par Basile Bucher

Directeur de mémoire : Bernard Wicht

Expert : Jean Batou

Mémoire, Maîtrise universitaire en Science politique
Mondialisation : enjeux politiques, sociaux et environnementaux
Session d'automne 2012

C'est une guerre de tous contre tous, dans une société où une grande partie de la population est armée ou protégée par les armes.
Gonzalo Sánchez G.

REMERCIEMENTS

En préambule à ce mémoire, je veux remercier certaines personnes importantes qui m'ont permis de faire ce travail et m'ont soutenu.

Mon directeur de mémoire, Bernard Wicht, qui m'a suivi pendant cette recherche durant une année. Il m'a apporté une aide précieuse en me consacrant un temps très important, lors de nombreux rendez-vous, me permettant de faire évoluer mon travail en me suggérant un grand nombre de critiques pertinentes.

Jean Batou, qui possède de nombreuses connaissances concernant la Colombie et qui me fait le plaisir d'être mon expert.

Mes collègues Pierre-Gilles Sthioul, Thomas Cothureau, Ludovic Jaccard ainsi que mes autres ami(e)s pour les discussions et les idées importantes permettant d'améliorer mon travail. Ainsi que Margaux De Graaff pour ses nombreuses contributions à la relecture de celui-ci.

Ma famille et plus particulièrement mes parents qui m'ont toujours soutenu, autant moralement que financièrement, tout au long de mes études.

Et tout particulièrement Tchaya Bloesch, qui a passé des heures innombrables à me relire, me corriger et me supporter durant toute cette période mais aussi durant toutes mes études.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....9

1. <i>Problématique</i>	11
2. <i>Revue de littérature</i>	14
3. <i>Cadre théorique</i>	18
3.1 <i>La théorie de l'émergence des Etats-nations</i>	19
3.2 <i>Le monopole fiscal</i>	23
3.3 <i>Le monopole de la coercition</i>	24
4. <i>Définition du paramilitarisme</i>	25

ANALYSE 27

CHAPITRE I : L'HISTOIRE DU PARAMILITARISME EN COLOMBIE	29
1.1 <i>Les acteurs</i>	29
1.2 <i>Les origines et influences des groupes paramilitaires : de l'indépendance aux années 1980</i>	32
1.3 <i>Les groupes paramilitaires entrent dans le trafic de drogue : de 1980 à 1994</i>	37
1.4 <i>Les CONVIVIR et la fédéralisation des paramilitaires au sein de l'AUC : de 1994 à 2003</i>	44
1.5 <i>La démobilisation : de 2003 à 2012</i>	50
1.5.1 <i>Première étape, de 2003-2006 : une impunité quasi parfaite permettant aux paramilitaires de transformer les gains obtenus de manière illégale en ressources légales</i>	50
1.5.2 <i>Deuxième étape, de 2006 à 2012 : la remise en question du système par la cour constitutionnelle</i>	52
1.5.3 <i>Les échecs du processus de paix</i>	54
1.6 <i>La transformation des groupes paramilitaires</i>	56
1.6.1 <i>La transformation politique</i>	56
1.6.2 <i>Les BACRIM</i>	58
CHAPITRE II : LE FONCTIONNEMENT, LA STRUCTURE ET L'ORGANISATION DES PARAMILITAIRES	62
2.1 <i>Qui sont véritablement les paramilitaires et comment fonctionnent-ils ?</i>	64
2.1.1 <i>Facteurs de formation, de consolidation et de maintien</i>	64
2.1.2 <i>Homogénéité ou hétérogénéité du paramilitarisme ?</i>	70

2.1.3 Les principaux groupes paramilitaires.....	73
2.2 <i>Les paramilitaires comparés aux deux autres acteurs importants du contexte et leurs relations au niveau interne colombien.....</i>	78
2.2.1 Une comparaison entre les agents de l’Etat et les armées irrégulières.....	78
2.2.2 Une comparaison entre les guérillas et les paramilitaires	85
2.2.3 Les relations des paramilitaires au niveau interne colombien.....	89
 CHAPITRE III : LA GUERRE CIVILE ET LES PARAMILITAIRES.....	93
3.1 <i>Comment définir le contexte colombien ?.....</i>	93
3.2 <i>L’économie des guerres civiles comme outil de compréhension au processus paramilitaire</i>	102
3.3 <i>Les acteurs du conflit colombien</i>	109
3.3.1 Quels acteurs sont parties prenantes du conflit et quelle place les paramilitaires occupent-ils dans celui-ci ?	109
3.3.2 L’internationalisation du conflit par l’aide américaine	113
3.3.3 La place de la terre et de la population civile dans ce conflit.....	120
 CHAPITRE IV : L’ETAT COLOMBIEN ET LES PARAMILITAIRES	124
4.1 <i>L’Etat colombien.....</i>	124
4.1.1 L’émergence de l’Etat colombien	125
4.1.2 L’Etat colombien dans le contexte plus récent.....	130
4.1.3 La privatisation de la violence.....	132
4.2 <i>Le rôle et la place des paramilitaires dans l’Etat colombien et leur typologie.....</i>	133
4.2.1 Le rôle et la place des paramilitaires dans l’Etat colombien	134
4.2.1.1 Les facteurs structurels d’autonomie des paramilitaires	137
4.2.1.2 Les facteurs évolutifs de l’autonomie.....	139
4.2.2 Typologie des paramilitaires en Colombie.....	141
4.3 <i>Vision prospective.....</i>	148
4.3.1 Les paramilitaires sont-ils une nouvelle Révolution Militaire ?	148
4.3.2 Une armée irrégulière peut-elle remplacer les fonctions régaliennes de l’Etat ?	152
 <u>CONCLUSION</u>	153
 <u>BIBLIOGRAPHIE</u>	160

LISTE D'ACRONYMES

ACDEGAM:Asociación Campesina DE Ganaderos y Agricultores del Magdalena Medio.

ARI: Andean Regional Initiative.

AUC: Autodefensas Unidas de Colombia.

ACCU: Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá.

BACRIM: BAndas CRIMinales.

CONVIVIR: Copperativas para la Vigilancia y la Seguridad Privada.

CNRR: La Commission Nationale de Réparation et de Réconciliation.

DEA: Drug Enforcement Administration.

ELN: Ejército de Liberación Nacional.

EPL: Ejército Popular de Liberación.

FARC: Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia.

HRW: Human Watch Right.

INDEPAZ: Instituto de Estudios ara el desarrollo y la PAZ.

Los PEPES: PErseguidos por Pablo EScobar.

M-19: Movement of April 19.

MAS: Muerta A Secuistradores.

MRN: Muerta a los Revolucionarios del Noreste.

NSA: National Security Agency.

OEA: Organisation des États Américains.

ONG: Organisation Non Gouvernementale.

ONU: Organisation des Nations Unis.

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement.

RSF: Reporter Sans Frontière.

UP: Union Patriótic.

LA COLOMBIE PAR DEPARTEMENT



Source: <http://athaia.org/colombia-plan.html>, site de plans et cartes, consulté le 11 août 2012.

INTRODUCTION

1. Problématique

En parlant de la Colombie, le prêtre Augustin Villarsaenz a déclaré : « Ici, il y a toujours eu de très gros propriétaires, et des milliers de miséreux qui vivaient à côté des haciendas. La terre a toujours appartenu à ceux qui avaient les armes. »¹ Cette citation exemplifie très bien la situation compliquée de son propre pays, où les acteurs armés sont nombreux et très importants, ce qui provoque un grand nombre de problèmes. En outre, les élites qui emploient des groupes armés sont très puissantes.

Ce mémoire est consacré aux organisations armées non étatiques agissant soit en suppléance, soit en remplacement ou encore en concurrence à l'Etat. Ceci est traité dans une situation où ce dernier fait face à de fortes carences, surtout dans ses fonctions régaliennes. L'Etat est une structure complexe qui évolue et qui s'est transformée au cours de l'histoire. Il est aujourd'hui dans un contexte de modification de ses structures, de ses fonctions et de ses institutions. Sa définition, dans le sens wébérien, comme étant l'institution détenant le monopole de la violence physique légitime, mais aussi selon Bourdieu, comme violence symbolique sur un territoire et sur une population, est quelque peu remise en question. En effet, depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale l'Etat-nation est en proie à une certaine perte de légitimité. Cette « délégitimation » des fonctions étatiques engendre un certain nombre de carences transformant l'Etat. Pour ce travail, les carences qui importent se situent dans les fonctions régaliennes, ce qui peut mener à la création de réponses par des organisations non étatiques armées. Ce sujet est analysé à la lumière du paramilitarisme colombien.

La Colombie est un pays extraordinaire, bâti sur une grande diversité, tant au niveau de la culture, de sa population, que de sa géographie. Elle est composée d'un nombre important de spécificités propres à elle, provenant d'une histoire compliquée où malheureusement la violence et les oppositions extrêmes ont une importance

¹ « En Colombie, la lutte pour la terre est parfois mortelle ; Malgré les promesses de redistribution du gouvernement, de nombreux paysans colombiens continuent d'être spoliés de leurs terres par des grands propriétaires. Les milices d'anciens paramilitaires intimident ou assassinent les paysans qui résistent. Reportage dans le nord de la Colombie, auprès des familles des victimes. », *La Croix*, 3 mai 2011.

significative. C'est un pays d'Amérique latine se trouvant dans une situation très complexe au niveau politique et social. Depuis des années, elle demeure dans un contexte de conflits endémiques entre différents groupes (FARC, ELN, partis politiques, ...). Au cours de la période de son indépendance au milieu du 19^{ème} siècle à aujourd'hui, elle reste dans une situation de guerre civile quasi perpétuelle. Des conflits composés d'un grand nombre d'acteurs qui se transforment suivant les contextes mais qui ne disparaissent jamais véritablement. Dès lors, l'Etat central est plongé dans une situation compliquée et peine à englober la définition wébérienne du monopole étatique. Dans de nombreux territoires à l'intérieur du pays, l'Etat n'est que très peu légitime et doit obtenir de l'aide de groupes comme les paramilitaires pour suppléer à ses propres problèmes.

La période mise en avant dans ce travail, permettant de resserrer la focale, se borne entre la guerre civile *La Violencia* et la période actuelle. C'est dans ce contexte que les différents acteurs non étatiques armés, tels que les guérillas et les paramilitaires, prennent de l'importance. Ces acteurs provoquent une limitation de la souveraineté et de la légitimité de l'Etat sur son territoire et sa population. Néanmoins, la mise en place d'une structure paramilitaire légalisée est une des solutions pour conjurer à ces problèmes. Ce processus échappe à l'Etat et offre aux groupes paramilitaires différents rôles ainsi qu'une certaine autonomie. L'intérêt principal de ce mémoire réside en l'analyse de cette organisation non étatique et son processus, pour comprendre son histoire, son fonctionnement, ses rôles, sa place et les réponses qu'elle peut donner à cet Etat en transformation. Ce travail se concentre sur la ou les réponses faites par les paramilitaires face aux carences de l'Etat, et non pas sur toutes les réponses de l'Etat lui-même face à ses problèmes.

Il est important, pour analyser les paramilitaires, leurs rôles et leurs mécanismes, d'approfondir la réflexion sur l'émergence de l'Etat Colombien en tant qu'Etat-nation, ainsi que sur le climat de conflit interne. Ceci dans le but de comprendre en quoi et pourquoi le pouvoir central n'est pas légitime dans une grande partie de son territoire et d'observer les carences significatives dans ce contexte. Ceci permet d'ouvrir une réflexion sur l'idée d'une révolution militaire provoquée par les paramilitaires transformant la société et l'Etat. Il faut tenir compte des carences de

l'Etat qui ne sont pas présentent uniquement à un niveau militaire mais aussi à un niveau social et économique.

Ce travail se concentre sur la démarche hypothético-déductive en sciences humaines. Ceci en partant d'une question de recherche, qui est de savoir : Quel est le rôle, le fonctionnement et la place d'une armée irrégulière au sein d'un Etat ? Un certain nombre d'hypothèses sont ressorties de lectures concernant ces paramilitaires. Il y a par la suite l'utilisation d'une théorie déjà établie, qui est celle de l'émergence des Etats-nations modernes. C'est en approfondissant le sujet par un travail plus empirique, avec plus de sources, qu'il a été possible de répondre à cette question et voir quelles hypothèses ou pistes de recherches peuvent être confirmées. Pour finir, par un retour sur ces hypothèses, qui sont quelque peu transformées pour aboutir à la meilleure réponse possible, c'est-à-dire une typologie des rôles du paramilitarisme. En outre, il faut percevoir qu'un certain nombre de questions s'est agrégé à la question de recherche : Comment et pourquoi le processus paramilitaire s'est mis en place ? Comment et pourquoi des forces armées irrégulières peuvent-elles suppléer, remplacer ou concurrencer les fonctions régaliennes de l'Etat ? Quelle est la situation de la Colombie ? Ceci mène à un questionnement plus précis sur la réponse donnée par les paramilitaires au problème actuel de transformation des Etats ? Mais aussi sur la réelle possibilité de transformer les armées irrégulières en une armée régulière de l'Etat?

Pour répondre à ces différentes questions, le plan de ce travail se divise en quatre parties principales. La première partie se concentre sur l'histoire du processus paramilitaire en Colombie depuis ses origines et influences jusqu'à aujourd'hui. La deuxième partie vise l'organisation en elle-même, son fonctionnement, sa structure, ses relations et ses différences face aux autres acteurs de cette période. La troisième partie se focalise sur le contexte colombien et sur sa situation de conflit, pour savoir s'il est possible de parler d'une guerre civile mais aussi pour percevoir quels acteurs sont primordiaux. La quatrième et dernière partie engendre des réponses quant à la relation entre l'Etat et les paramilitaires, et plus précisément sur la place du paramilitarisme dans ce pays en perpétuelle transformation.

Néanmoins, pour commencer, il est important de mettre en avant de manière succincte le cadre théorique, une revue de littérature et définir l'objet principal de ce travail : le paramilitarisme.

2. Revue de littérature

Ce mémoire se focalise sur le processus paramilitaire avec l'objectif de comprendre comment et pourquoi il s'est mis en place et a évolué à travers principalement sa relation et sa place au sein de l'Etat colombien. L'analyse, qui se veut scientifique, n'aborde pas les différents groupuscules paramilitaires par un jugement moral ou de valeur, dans une vision basée sur les droits de l'homme. Ce travail se borne à analyser ces groupes à travers leur histoire, leur évolution, avec comme base le cadre théorique de l'émergence des États-nations modernes. Néanmoins, cela ne veut pas dire que la vision des paramilitaires est perçue positivement. Bien au contraire, il faut être conscient que le paramilitarisme colombien est un processus ayant commis d'innombrables exactions extrêmement violentes, pratiquement inconcevables, contre les droits de l'homme et plus spécifiquement contre la population civile colombienne. Cependant, un jugement de valeur ou émotionnel ne doit pas apparaître dans un tel travail, ce qui se trouve être une difficulté importante avec un tel objet étude lors de la prise de conscience des actes terribles commis par ces groupes.

Pour effectuer cette analyse, les sources ont été en majorité de natures secondaires car les sources primaires sont peu nombreuses et un travail de terrain n'a pas pu être effectué au vu de la dangerosité de l'objet d'étude. Il est difficile d'obtenir de véritables sources primaires concernant de telles organisations majoritairement illégales et très violentes, comme pour les mafias. En conséquence, il existe très peu de chiffres et de données exactes sur les paramilitaires et leurs organisations, la plupart des chiffres sont des estimations difficilement vérifiables. Néanmoins, l'objectif du travail étant de comprendre comment et pourquoi s'est mis en place le paramilitarisme de manière plus qualitative que quantitative, les sources secondaires semblent être suffisantes. En outre, ces sources ne sont pas prises en tant que telles mais comparées et analysées les unes aux autres pour en ressortir les plus pertinentes. Le travail se trouve de ce fait être plus théorique. Néanmoins, un certain nombre de sources primaires sont utilisées, comme des rapports scientifiques d'ONG, de l'ONU

et des droits de l'homme, mais aussi à travers des sources du gouvernement américain, colombien et suisse, ainsi qu'un certain nombre d'articles de journaux.

En ce qui concerne les sources secondaires principales, elles se concentrent majoritairement pour le cadre théorique sur Charles Tilly, Norbert Elias et Max Weber et pour l'analyse sur Forrest Hylton, Pietro Lazzeri, François Jean et Jean-Christophe Rufin. Il est important de mettre en avant de manière succincte ces auteurs et leurs analyses utilisées dans ce travail. Bien entendu, de nombreux autres auteurs et sources sont utilisés dans cette analyse.

Charles Tilly est un sociologue américain, né en 1929 et mort en 2008, qui a beaucoup développé la sociologie historique. Il a travaillé sur l'émergence des États-nations modernes à travers l'histoire, la sociologie et la politique. Ses œuvres majeures dans ce domaine, et sources de ce travail, sont : *La formation des états nationaux en Europe de l'ouest* paru en 1975, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe : 990-1990* publié en 1992 ainsi que l'article paru en 2000 « La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé ». La plupart de ces ouvrages se concentrent sur l'importance de la guerre dans la construction des États-nations en Europe mais aussi sur la transformation de ce dernier. En outre, ce qui est intéressant et débattu dans le cadre théorique est la remise en cause de l'universalité de cette théorie. Une question que Tilly a mise en avant dans son article paru en 2000, ainsi que Pierre Bon dans « L'Etat en Amérique Latine ». Ceci permet quelque peu de contrebalancer la théorie de l'émergence des Etats-nations et son application au cas colombien. Cette théorie reste toutefois très intéressante pour la Colombie et les paramilitaires.

Norbert Elias est un philosophe allemand né en 1897 et mort en 1990. Il est lui aussi sociologue, une discipline qu'il a fortement influencée et modernisée. Il a publié des écrits sur la socialisation dans le processus de civilisation et d'émergence des États-nations en Europe. En outre, il a étudié la formation de ces États-nations à travers l'importance du processus de monopolisation pour l'émergence et la consolidation de ces Etats. Pour cette analyse, les lectures principales se concentrent sur son ouvrage, en deux parties, concernant le processus de socialisation des sociétés, qu'il écrit

avant la deuxième guerre mondiale : *La civilisation de mœurs* paru en français en 1974 et *La dynamique de l'Occident* paru en 1975.

Max Weber est le troisième auteur principal du cadre théorique. Il est lui aussi un sociologue allemand mais est également économiste. Il est né en 1864 et meurt en 1920. Il étudie les Etats et ceci principalement à travers la notion de légitimité. Son travail est utilisé principalement pour sa définition de l'Etat qui est débattue dans le cadre théorique et qui ressort des deux tomes d'*Economie et société* parus en 1956.

En ce qui concerne l'analyse, ce travail se focalise sur la définition du paramilitarisme de Adam Jones, qui bien qu'étant très générale est intéressante et pertinente pour parler de ce processus dans son entièreté. En effet, elle permet d'englober un grand nombre de rôles différents et qui plus est ne met pas en avant de jugement subjectif et moral. Jones est un politologue canadien de l'université de la Colombie-Britannique, il est aussi écrivain et photojournaliste. Sa définition est ressortie de son article « Parainstitutional Violence in Latin America », qui est un débat critique et une revue de littérature sur le paramilitarisme publié en 2004.

Il a été difficile de trouver des ouvrages pertinents et scientifiques sur le sujet car un grand nombre de livres mettent en avant uniquement l'horreur et les exactions commises par les paramilitaires sans analyser véritablement leurs fonctionnements, leurs rôles et leurs origines. Ceci, tout en gardant en considération que la terreur est bien une technique clef de leur système. Néanmoins, en ce qui concerne le développement et l'analyse de ce processus, de nombreux textes scientifiques, rapports et livres ont été utilisés. Les principaux ouvrages employés ne sont pas véritablement développés dans ce passage car ils sont fortement cités et analysés durant tout le travail. Néanmoins, ils sont présentés avec leurs auteurs de manière concis.

Le premier ouvrage est celui de Forrest Hylton, *Colombie les heures sombres*, paru en 2008. Cet auteur est professeur associé à l'université de Los Andes à Bogotá et chercheur au département d'Histoire à l'université de New York. Cet ouvrage est central dans cette recherche car il permet de se faire une vision du contexte colombien de manière globale, sur une longue durée, d'environ 150 ans. Ceci est

primordial car la plupart des articles et ouvrages utilisés dans ce mémoire se concentrent uniquement sur une période propre aux paramilitaires en Colombie, majoritairement dans les années 1980. Ce mémoire n'a pas la prétention d'être exhaustif mais tente d'englober la totalité du processus paramilitaire colombien, de ses origines et influences à aujourd'hui, ce qui fait l'originalité de cette recherche. Dès lors, cet ouvrage sur le contexte colombien depuis son indépendance est très intéressant. Il permet de plus de comprendre la culture du pays qui est peu étudiée en comparaison des autres pays d'Amérique latine, il n'y est donc pas seulement question des paramilitaires. Il est aussi très critique face aux armées irrégulières et à l'Etat colombien. Néanmoins, il ne concerne que très peu le processus de démobilisation.

Le deuxième livre important, *Le conflit armé en Colombie et la communauté internationale*, a été rédigé par Pietro Lazzeri, historien suisse et spécialiste des relations internationales, né en 1973. Il a travaillé entre autre avec le département des affaires étrangères suisses au Vietnam, ce qui lui permet de bien connaître les rouages des relations internationales. Cet ouvrage se concentre principalement sur le conflit colombien en lui-même. Ceci principalement durant la période qui a vu la création des guérillas dans les années 1960 puis en se focalisant sur l'internationalisation du conflit, à travers les relations bilatérales et multilatérales et les différents plans américains. Il met en avant un grand nombre de données et de statistiques très intéressantes mais ne parle que très peu et surtout très simplement du paramilitarisme, néanmoins sa vision sur l'internationalisation de la guerre colombienne est très intéressante.

Le troisième ouvrage principal, *Economie des guerres civiles*, est un recueil de textes scientifiques effectué sous la direction de François Jean et Jean-Christophe Rufin. Jean-Christophe Rufin est un ancien diplomate français qui a été conseiller du ministre de la défense et ambassadeur, il est en outre écrivain, médecin et historien. François Jean était lui directeur des recherches à la fondation Médecins Sans Frontières avant de décéder en 1999. Cet ouvrage se consacre, comme son nom l'indique, aux différentes économies durant les guerres civiles. Ce genre de conflit est de plus en plus présent à la suite de la Seconde Guerre Mondiale, ce qui démontre l'importance de leur étude. Ces auteurs offrent une nouvelle analyse de ce genre de

guerre en mettant en avant l'importance des facteurs internes au pays. Ceci en contrebalançant les analyses effectuées durant la Guerre Froide, qui perçoivent majoritairement les facteurs externes comme causes de ces conflits, dans l'idée d'une répercussion à plus petite échelle de l'opposition entre le bloc de l'Est et de l'Ouest. Cet ouvrage n'aborde pas le cas des paramilitaires colombiens mais développe une partie concernant les guérillas de ce pays. Cependant, comme le développe la suite de ce travail, il est intéressant de faire une comparaison avec le cas des milices libanaises analysées dans cet ouvrage ainsi qu'avec les bases économiques de ce genre de conflit.

Les différents rapports utilisés sont ceux principalement de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et plus particulièrement de Human Watch Right (HWR). Différents rapports des droits de l'homme sur la Colombie sont donc utilisés, mais aussi deux rapports focalisés sur les paramilitaires en Colombie : *The Sixth Division* paru en 2001 et *Paramilitaries Heirs, The New Face of Violence in Colombia* paru en 2010. En outre, une part importante des rapports du groupe CRISIS States Research Center est utilisée. Le groupe CRISIS est un institut de recherche basé à la London School of Economics, financé par the UK Department for International Development. Ce groupe de recherche travaille sur les autorités publiques au niveau local, régional et international se trouvant en situation de crise. Il a effectué deux recherches très intéressantes. La première sur les paramilitaires *Re-stating the State : Paramilitary Territorial Control and Political Order in Colombie (1978-2004)* paru en 2005 et la deuxième sur les groupes émergents *Colombia's new armed groups* paru en 2007. Bien entendu, de nombreux autres rapports sont utilisés mais de manière moins conséquente.

3. Cadre théorique

Ce mémoire se base sur le cadre théorique de la construction des Etats-nations modernes, élaboré par Charles Tilly et Norbert Elias, ainsi que sur la définition de l'Etat de Max Weber. La différence entre ces auteurs se manifeste surtout dans l'objectif et l'objet de leurs explications. Elias se focalise sur les mécanismes de construction des Etats modernes en Europe à travers la formation des différents monopoles étatiques les plus importants. Tilly s'intéresse pour sa part à la mise en relation entre guerre et Etat. Weber se concentre sur le processus permettant la

légitimation des pouvoirs à travers une typologie des relations de domination. Il importe donc d'analyser ces éléments de manière combinée.

3.1 La théorie de l'émergence des Etats-nations

L'Etat devient à la fin des années 1960 le centre de nombreuses recherches en histoire et sciences politiques, après avoir été quelque peu négligé. Ces études abandonnent « l'illusion juridique selon laquelle l'Etat serait le cadre naturel de l'activité politique » et mettent en avant que « l'Etat est un construit social et historique » devant être étudié (Deloye, 2003, p.30). Un des constats de ces études est la longue durée du processus de domination, de concentration, de monopolisation et de centralisation du pouvoir, qui trouve ses origines à l'époque féodale (Deloye, 2003, p.30). Cette approche s'inscrit dans le cadre conceptuel de la sociologie historique comparative qui s'oppose à la conception de la construction d'Etat liée à l'idée de la création d'un pacte, voir d'un contrat, au sein d'un groupe de personnes pour former une société.

La réflexion part du système de vassalité. Au moyen-âge, les vassaux qui se sont mis sous la domination d'un homme (service militaire et conseil) lui ont progressivement demandé des terres. Ceci diminue quelque peu la domination politique qui n'est cependant déjà pas très développée. Il y a donc une décentralisation du pouvoir vers les différents vassaux pouvant taxer, punir et commander une partie de la population, c'est ce que Weber nomme la « domination patrimoniale ». Weber la définit comme « toute domination orientée principalement dans le sens de la tradition, mais exercée en vertu d'un droit personnel absolu » (Weber, 1995, p.308). Il y a dans ce contexte une faible institutionnalisation (le pouvoir est lié à la personne qui le détient, il n'est pas différencié comme une fonction à notre époque), une forte fragmentation et une faible continuité dans le temps et l'espace de ces différents pouvoirs (Deloye, 2003, p.34). Néanmoins, il ne faut surtout pas voir entre cette époque et l'arrivée des États-nations modernes une rupture, mais plutôt une continuité.

C'est à ce moment que la théorie d'Elias devient importante et présente cette évolution. Elias commence sa théorie sur l'Europe du 12^{ème} siècle, lors duquel un grand nombre de pouvoirs concurrents sont en place. Il met en avant deux monopoles clefs, selon lui, permettant de centraliser le pouvoir politique. Pour lui, la

concurrence amène le processus de monopolisation. D'une part le monopole fiscal, qui permet au roi de redistribuer une partie de ses bénéfices et de son accumulation à ses vassaux et d'autre part le monopole militaire, qui centralise la tâche de pacification interne et externe. Différentes maisons luttent ainsi pour obtenir ces différents monopoles et éliminer la concurrence. Une concurrence éradiquée de différentes façons : par des actions militaires, des achats de terres ou des mariages. C'est la phase de concurrence libre entre le 11^{ème} et le 13^{ème} siècle, où tout le monde peut faire la guerre à n'importe qui selon son initiative privée (Elias, 1975, p.43-61). La recherche de territoire devient primordiale afin de pallier les problèmes liés à l'augmentation de la population. La lutte aboutit à la domination d'une maison. Selon Elias, la monopolisation fiscale et de la violence sont la clef du pouvoir, car si l'un des deux se délabre, l'Etat lui-même se « délabre » (Elias, 1975, p.26). Une domination qui voit par la suite d'autres monopoles s'y greffer. Il y a donc accumulation de pouvoir et de moyens de production au sein d'une population toujours plus restreinte, et les chances de les percevoir sont de plus en plus centralisées aux mains d'un petit groupe de personnes, où d'une « unité sociale » comme la nomme Elias (Elias, 1975, p.27). Tout ceci aboutit aux sociétés que nous appelons modernes.

La société que nous appelons la société moderne est caractérisée, surtout en Europe occidentale, par un niveau bien déterminé de la monopolisation. La libre disposition des moyens militaires est retirée au particulier et réservée au pouvoir central, quelle que soit la forme qu'il revête ; la levée des impôts sur les revenus et les avoirs est également du domaine exclusif du pouvoir social central. Les moyens financiers qui se déversent ainsi dans les caisses de ce pouvoir central permettent de maintenir le monopole militaire et policier qui, de son côté, est le garant du monopole fiscal. Les deux monopoles se tiennent la balance, l'un étant inconcevable sans l'autre. A la vérité, il s'agit tout simplement de deux aspects différents de la même position monopoliste. (Elias, 1975, p.25)

Ces sociétés sont gérées par l'administration, une bureaucratie doit donc être créée afin de contrôler ces différents monopoles pour amener une institution durable. Elias démontre encore l'importance de l'économie dans ce contexte, permettant la création du surplus économique et offrant à cette époque de forts investissements dans le domaine militaire et le renfort du pouvoir.

C'est à la suite de la formation progressive de ce monopole permanent du pouvoir central et d'un appareil de domination spécialisé que les unités de domination prennent le caractère d'Etats (Elias, 1975, p.26).

Il faut prendre en compte qu'Elias parle de société dans laquelle la division du travail est déjà effectuée (Elias, 1975, p.34).

... dans la mesure même où la détention d'un monopole exige la mise en place d'une vaste administration et une division du travail très poussée, elle s'achemine vers un seuil à partir duquel les détenteurs du monopole se transforment en simples exécutants d'un appareil administratif aux fonctions multiples, exécutants peut-être plus puissants que d'autres, mais tout aussi dépendants et liés par une sorte de contingences. [...] Ce qui est certain c'est que le pouvoir de disposer des chances accumulées dans le cadre d'initiatives privées, à la suite de nombreux combats éliminatoires, a tendance à glisser d'une manière ou d'une autre, dès que le seuil de dimensions optimales d'un domaine privé est dépassé, des mains des détenteurs du monopole, ou à passer à la totalité ou à quelques uns des groupes dépendants - par exemple à ceux qui jusque-là étaient chargés de l'administration du monopole. Le monopole privé de quelques individus isolés se socialise ; il devient le monopole des couches sociales toutes entières, il se transforme en monopole public, organe central d'un Etat. (Elias, 1975, p.30-31)

Par la suite, toujours selon cet auteur, une concurrence se met en place, non plus libre comme avant mais soumise à des règles de l'Etat, pour obtenir des bénéfices ou profits de ces différents monopoles. Mais cette lutte n'est plus physique, car le monopole de la violence est détenu par l'Etat, mais est rationalisée par une retenue émotionnelle, c'est ce que Elias décrit comme un « mouvement général vers la civilisation » (Elias, 1975, p.37). Dans la théorie d'Elias, ces différents monopoles sont pris en charge par la Bourgeoisie. La lutte persiste mais dans le but d'obtenir le profit et la répartition des monopoles.

Le droit de disposer du monopole, d'occuper les positions clefs ne s'acquiert plus par une compétition unique non monopoliste « libre », mais par des combats éliminatoires périodiques « pacifiques », par une compétition soumise au contrôle du monopole et réglée par l'administration monopoliste. (Elias, 1975, p.39)

C'est, selon Elias, le début des régimes démocratiques. Voici donc selon lui la construction des Etats modernes en Europe par le processus de monopolisation.

Cette analyse doit quelque peu différencier et mettre en avant les caractères de cet Etat-nation entre ce qui est singulier et ce qui est universel. En effet, ce type de réflexion ne fonctionne pas complètement avec le cas colombien, comme cela est traité dans le dernier chapitre. L'Etat moderne a « une capacité à concentrer le pouvoir politique » et ceci serait du à « une mutation sans précédent des structures financières et militaires de la société médiévale » (Deloye, 2003, p.40-41). Un certain nombre d'auteurs ont réfléchi à la différence entre les Etats, comme Rokkan,

Badie, Birnbaum, Anderson. Les auteurs P. Birnbaum et B. Badie font valoir une typologie entre les Etats et le centre politique :

Aujourd'hui encore, on peut distinguer les systèmes politiques qui connaissent à la fois un centre et un Etat (la France) de ceux qui possèdent un Etat sans centre (Italie), ou un centre sans véritable Etat (Grande-Bretagne, Etats-Unis), ou encore ni centre ni Etat complet (Suisse). (Badie et Birnbaum, 1982, p.171).

Les deux premiers cas importent peu pour ce travail car ils ne semblent pas convenir à la Colombie, où l'Etat n'a que très peu d'emprise sur sa société dans son ensemble, ce qui est une caractéristique de ces deux genres. Les deux autres cas sont plus intéressants car : « la société civile réussit largement à s'autogouverner, ce qui les dispense de se doter d'un Etat fort » (Deloye, 2003, p.47) Néanmoins, la suite du travail montre qu'il n'est pas aussi facile de reprendre et appliquer parfaitement cette idée à la Colombie. Cependant, elle est pertinente car la société colombienne a appris depuis très longtemps à s'autodéfendre, ce qui pose finalement des problèmes à l'Etat central. Deloye montre que, dans cette théorie, l'Etat central se doit d'être fort s'il fait face à des « structures traditionnelles résistant au processus de modernisation politique » pour « surmonter les résistances sociales, religieuses ou territoriales » (Deloye, 2003, p.47). Ceci est intéressant pour le cas colombien car une résistance à la structure traditionnelle sociale ainsi que politique est justement présente. Le terme « traditionnel » provient pour la Colombie des séparations politiques et sociales très anciennes et du fait que l'Etat n'a justement jamais réussi à être « assez fort » pour contrer cela.

Il est intéressant, à la suite de ces différentes analyses, de voir les propos de Weber, qui lui met en avant une typologie de la domination entre traditionnelle, charismatique et légale-rationnelle (Weber, 1995, p.289). Il montre par-là le besoin de tout gouvernement à se reposer sur une certaine légitimité. La domination sacrée concerne les religions et les anciens rois. Au niveau de l'Etat moderne, la domination se centre sur le légal-rationnel même si pour certains grands chefs d'Etat le charismatique joue un rôle. Le citoyen croit en la légalité des lois, des règlements et du droit, émis par les personnes gouvernantes sur les gouvernés, c'est une domination qui se base sur l'administration (Weber, 1995, p.294). Par la suite, ce mémoire montre que ceci n'est pas toujours le cas en Colombie, et justement que la légitimité du gouvernement émis sur le légal-rationnel est problématique. Pour en finir

avec la partie théorique de base, il est important de revenir sur la définition de l'Etat émise par Weber (Weber, 1995, p.97), en la complétant quelque peu :

L'Etat est une entreprise politique de domination à caractère institutionnel quand sa direction administrative revendique le monopole de la contrainte physique, de la violence symbolique et du monopole des impôts, ceci de manière légitime par l'application d'un règlement sur un territoire et une population qui lui sont propres.

Cette définition pose de nombreux problèmes pour le cas colombien, qui sont débattus dans le chapitre 4, mais reste fort intéressante pour analyser le cas des organisations qui agissent soit en suppléance soit en concurrence à l'Etat et les problèmes qu'elles lui procurent.

L'Etat se trouve de plus dans un processus évolutif, à ne pas considérer que de manière « positive », dans l'idée d'une perpétuelle transformation. Hintze exprime cette idée sur l'Etat «non pas comme quelque chose qui est, mais mais comme quelque chose qui devient, qui évolue, et qui dans une certaine mesure, sinon disparaît, du moins se métamorphose en d'autres formes. » (Hintze, 1991, p.309). Il faut penser que celui-ci est composé d'acteurs en concurrence en son sein et donc que « l'Etat est aussi un espace d'action et de concurrence péréable aux conflits de valeurs et de normes qui traversent la société » (Deloye, 2003, p.49). Elias avance que les individus se sont rationalisés, permettant à l'Etat d'être légitime à leurs yeux et lui permettant le maintien de ses différents monopoles. Les hommes ne sont plus à même d'effectuer leur vengeance et leur vendetta. L'individu a été socialisé et rationalisé et ne fait donc plus justice lui-même, il laisse l'Etat central le faire.

3.2 Le monopole fiscal

L'imposition moderne comporte, selon Y. Deloye, trois spécificités (Deloye, 2003, p.41-43). Premièrement, sa régularité et son institutionnalisation, selon l'idée que les fiscalités non permanentes dans le passé et liées à la guerre deviennent régulières et ne disparaissent plus en temps de paix. Deuxièmement, sa nationalisation, où l'Etat prélève directement les sujets sans passer par des intermédiaires. Troisièmement, sa légitimité, car une part de celui-ci est redistribué.

L'impôt est ainsi doublement justifié. D'une part, il est fait pour défendre et sécuriser le territoire et d'autre part, il n'est plus bénéfique que pour une seule personne mais pour « l'entité abstraite » qui n'est autre que l'Etat (Deloye, 2003, p.43).

Accepter de payer l'impôt royal, dans une société à l'économie monétaire étendue, c'est alors symboliquement reconnaître à l'Etat une mission particulière qui fonde son autonomisation par rapport au reste de la société. (Deloye, 2003, p.43)

3.3 Le monopole de la coercition

La théorie de Charles Tilly est très intéressante et permet de compléter la théorie d'Elias. Elle se base sur la réflexion centrale selon laquelle « la guerre fait les Etats » (Tilly, 2000, p.98) et plus précisément « la guerre moderne qui fait l'Etat moderne » (Wicht, 2009, p.73). Entre 1560 et 1660 se déroule la « révolution militaire » qui transforme l'Etat. « La structure de l'Etat apparaît essentiellement comme un produit secondaire des efforts des gouvernants pour acquérir les moyens de la guerre. » (Tilly, 1990, p.38) La guerre permet donc de construire ou du moins de consolider les Etats à travers la monopolisation et la bureaucratie.

Il est donc primordial de se demander ce qu'est la révolution militaire et quels changements elle apporte. L'augmentation du coût de la guerre et du nombre d'hommes à mobiliser mène l'Etat à devoir augmenter ses ressources, ce qui se fait principalement par les impôts. Comme le dit Tilly, la guerre a un coût, qui doit être taxé à la population, ce qui revient à comprendre l'importance du monopole fiscal. Il met de plus en avant dans son argumentation l'importance des capitalistes qui prêtaient de l'argent aux Etats. Par cela, il y a donc une augmentation de l'importance du capitalisme qui se fait en même temps que la construction des Etats-nations modernes.

Pour revenir aux moyens de coercition, Tilly montre que les Etats-nations sont :

des organisations différenciées, relativement centralisées, dont les fonctionnaires revendiquent avec plus ou moins de succès le contrôle des principaux moyens concentrés de contraintes sur une population dans un territoire vaste et continu. (Tilly, 2000, p.98)

Il montre que le commencement du processus se base, comme pour Elias, sur une « tentative de monopoliser les moyens de contrainte à l'intérieur d'un territoire délimité » (Tilly, 2000, p.101). Pour cela, il est donc important de créer une distinction entre les personnes pouvant effectuer la coercition de manière légitime et

les autres, considérées comme non légitimes. Mais pour créer cette distinction, il faut du temps. De nombreuses personnes peuvent donc exercer la violence dans ce contexte : « aucun monarque ne pouvait gouverner une population au moyen de sa seule force armée » (Tilly, 2000, p.103). D'autres acteurs sont utilisés, comme des notables, des corsaires et toutes personnes pouvant soutenir le monarque. Néanmoins, il a fallu par la suite les désarmer pour ne pas se retrouver face à de nouveaux concurrents. Ceci, selon Tilly, a été possible pour les « chefs » par deux stratégies :

[E]n étendant la présence de leurs propres fonctions jusqu'aux communautés locales [... et]en encourageant la création de forces de police subordonnés au gouvernement plutôt qu'à des « patrons individuels» tout en enlevant le pouvoir des notables et des seigneurs (Tilly, 2000, p.103).

Le but étant la pacification interne par la monopolisation des moyens de coercition. De plus, la monopolisation amène toujours, selon lui, l'idée d'une plus grande légitimité mais aussi une résistance plus difficile. Il faut percevoir que l'élimination des rivaux ne vise pas la pacification interne, même si c'en est un résultat, mais « le produit de la logique d'expansion du pouvoir » (Tilly, 2000, p.104).

Ce qui est intéressant dans le cas Colombien est qu'une certaine similitude à cette situation peut être perçue durant le processus paramilitaire. En effet, il existe des concurrents à l'Etat, les guérillas. L'Etat décide de créer ou plutôt de légaliser des suppléants, les paramilitaires, qui sont censés aider dans cette lutte pour étendre le pouvoir de l'Etat et s'opposer aux concurrents. Car bien qu'à la différence des cas expliqués chez Tilly, l'Etat colombien détient déjà tout « son » territoire, néanmoins il ne peut pas considérer le dominer complètement, il n'en détient pas le monopole de la violence « légitime » sur son entièreté. En outre, s'il ne parvient pas à désarmer ses suppléants, c'est-à-dire les paramilitaires, ceux-ci peuvent devenir des concurrents. Ce qui se produit par une autonomisation du paramilitarisme. Ceci permet de montrer brièvement l'importance du choix de ce cadre théorique qui est analysé de manière plus importante dans le chapitre 4.

4. Définition du paramilitarisme

Toute réflexion sur un sujet se doit de définir ses concepts, dans une optique de clarté. Le concept d'Etat a déjà été défini dans le cadre théorique. Dans cette analyse, le concept central est « le paramilitarisme ». Cependant, la définition de

celui-ci fait apparaître rapidement deux problèmes. Un premier lié à la subjectivité des définitions et un deuxième lié à la généralité, car il est difficile de trouver une définition englobant tout le processus paramilitaire.

Les différentes définitions sont souvent chargées de sens et perdent de leur objectivité. Le problème des préjugés et de la subjectivité est, dans ce cas précis, fortement lié au rapport de l'objet à l'Etat et ses institutions mais aussi face à la violence de cette acteur. Voici quelques types de définitions des paramilitaires et de leurs rôles.

Pour certains auteurs, il est primordial de concevoir les paramilitaires dans une vision d'opposition au gouvernement, comme un troisième acteur du conflit. Pour d'autres, les paramilitaires sont définis comme liés à l'Etat, dans une optique de suppléance. Cette suppléance peut être perçue de manière négative, les paramilitaires étant « le bras clandestin et illégal de l'Etat »² faisant les basses besognes de celui-ci. A. Jones met en avant les propos de Torres-Rivas et son idée selon laquelle les paramilitaires sont une stratégie antissubversive de l'Etat et des militaires leur permettant d'accomplir des actions que les institutions de l'Etat ne peuvent se permettre car illégales (Jones, 2004, p.131). Cette suppléance peut aussi être perçue positivement, car l'Etat lui-même ne parvient pas à contrôler tout son territoire et nécessite de l'aide. Pour certains auteurs, il est primordial de considérer le paramilitarisme comme un « troisième acteur » du conflit, entre l'Etat et les guérillas, où son autonomie est importante. Les paramilitaires peuvent être perçus comme de véritables concurrents à l'Etat.

Il ressort finalement de ces différentes théories et définitions cinq hypothèses quant aux rôles des paramilitaires qui sont vérifiées dans ce travail :

- 1. Les paramilitaires sont un suppléant légal de l'Etat central, ils ont un rôle de contractant légal dans ses fonctions régaliennes, par diverses tâches que l'Etat ne peut plus assumer.**

² Hernando Cavalo Ospina, « Les paramilitaires au cœur du terrorisme d'Etat colombien », *Le Monde diplomatique*, avril 2003.

2. **Les paramilitaires sont un suppléant illégal de l'Etat central, son « bras armé illégal », ils font les basses besognes que celui-ci n'est pas en droit de faire lui-même.**
3. **Les paramilitaires sont autonomes, c'est un Etat dans l'Etat, ils remplacent toutes les fonctions étatiques.**
4. **Les paramilitaires sont un groupe criminel organisé, une « mafia ».**
5. **Les paramilitaires ont un rôle de concurrent dans la lutte pour le monopole des fonctions régaliennes de l'Etat, en vue d'un remplacement, d'une substitution de l'armée régulière.**

Le deuxième problème de la mise en place d'une définition vient du fait qu'il est difficile d'en appliquer qu'une seule qui engloberait toutes les époques et les contextes forts différents du processus paramilitaire. Cependant, ce travail ne se concentre pas sur les groupes paramilitaires en particulier mais sur le processus paramilitaire dans son entièreté.

Malgré ces problèmes, il paraît pour autant opportun de partir d'une définition de base, très générale, pour englober le processus paramilitaire dans son histoire, qui sera affinée par la suite à la fin du travail par la création d'une typologie. Il est important de comprendre que le préfixe « para » est là pour montrer le lien qui existe avec les militaires (Jones, 2004, p.131) et ceci subsiste tout au long du processus, malgré les périodes d'illégalité. La définition servant de base pour les groupes paramilitaires provient de A. Jones :

Paramilitaries are those private and/or state-affiliated organizations that use violence or intimidation to target and/or eliminate groups and individuals seen as subversive of the social, political, and economic order.
(Jones, 2004, p.13)

ANALYSE

CHAPITRE I : L'histoire du paramilitarisme en Colombie

Ce chapitre présente l'histoire du paramilitarisme en Colombie, en partant de ses origines et influences jusqu'aux groupes existants à la suite de la démobilisation. L'objectif est de comprendre la mise en place du processus paramilitaire ainsi que son évolution. L'histoire est un élément important quant à l'analyse du fonctionnement et des mécanismes du paramilitarisme et permet de concevoir les fondements de cette recherche. L'évolution du processus paramilitaire ressemble fortement au cas des milices libanaises durant la guerre civile au Liban dans les années 70, qui est décrite par Jean et Rufin³ : Les premiers groupuscules sont créés majoritairement par les élites qui ne font dans un premier temps que les armer. Par la suite, ces groupes se professionnalisent et sont rémunérés pour leur travail, c'est l'instauration d'un système clientéliste. Ils sont à certains moments également créés à l'intérieur des communautés pour assurer leur défense. Pour finir, ils s'autonomisent surtout au niveau du financement par la criminalisation, les économies locales et la prédation (Jean et Rufin, 1996, p.63-70). La différence fondamentale dans le cas du processus colombien est le lien important qu'il entretient avec l'Etat et l'armée durant l'entièreté de celui-ci, c'est pourquoi il faut parler de groupe « para » militaire.

Cet historique du processus paramilitaire se subdivise en cinq phases principales. La première se concentre sur les origines et influences des groupes paramilitaires, la deuxième se base sur leur relation avec les narcotrafiquants, la troisième concerne leur fédéralisation, la quatrième se focalise sur leur démobilisation et la cinquième étudie leur transformation à la suite de la démobilisation. En outre, pour faciliter la lecture de cet historique, il est opportun de présenter les acteurs principaux, importants dans le paramilitarisme colombien.

1.1 Les acteurs

Il est possible de déceler quatre groupes d'acteurs principaux ayant une place et une relation avec le paramilitarisme : les élites économiques, les narcotrafiquants, les guérillas et les institutions étatiques. Il faut se rendre compte que la distinction entre

³ Voir pour de plus amples informations le point 3.2.

ces différents groupes d'acteurs n'est pas aussi stricte et concise que cela peut paraître au premier abord. En effet, de nombreuses ambiguïtés existent entre ceux-ci, qui peuvent se trouver suivant les périodes en concurrence, en relation ou en transformation. Un aspect de base important réside dans l'existence de liens depuis le 19^{ème} siècle entre l'armée, la police, les politiciens et les élites économiques en Colombie. Ce sous-chapitre doit répondre à la question : quel « jeu » et quelle relation entretiennent-ils entre eux ? En outre, il faut bien sûr percevoir qu'au centre de ce « jeu » des acteurs se trouvent être l'objet central de cette recherche : le paramilitarisme.

Les élites économiques forment le premier groupe d'acteurs importants, composé majoritairement des grands propriétaires terriens et des grands éleveurs de bovins. Ces élites possèdent une très forte puissance car la société colombienne est centrée sur le système de l'*hacienda*. Ce système se base sur de grands propriétaires terriens disposant de terres sur lesquelles viennent vivre et travailler des paysans. Des paysans qui ne sont pas propriétaires et ne travaillent pas pour eux-mêmes mais pour les élites foncières et les grands éleveurs. Ils sont d'ailleurs souvent exploités. Les paramilitaires sont créés dans un premier temps par ces élites économiques qui redoutent les attaques des bandits sur leurs terres, puis par la suite pour se défendre contre les guérillas. De plus, les élites utilisent la « machine » paramilitaire pour spolier les terres des petits propriétaires afin d'accroître leur puissance et leurs ressources. Certains propriétaires se convertissent en narcotrafiquants ou du moins entrent en relation avec les différents cartels, par la mise à disposition de leurs terres, leurs connaissances, leurs relations politiques et leurs ressources. L'importance et la puissance de ces élites permettent de faire pression sur l'Etat pour légaliser les différents groupes paramilitaires.

Le deuxième groupe d'acteurs est étatique : la police, l'armée, les politiciens et les fonctionnaires. L'armée et la police n'ont jamais réussi à pacifier la situation interne et monopoliser la violence, c'est pourquoi l'Etat fait appel et légalise les groupes paramilitaires à deux reprises. En outre, jusqu'à la fin des années 1990, l'armée et la police sont très mal organisées et préparées pour cette lutte. Leur contact avec les groupes paramilitaires persiste même lors des périodes d'illégalité. Les paramilitaires sont liés avec l'Etat central et les politiciens nationaux, mais c'est surtout avec les

politiciens locaux, l'armée et la police que ces relations sont importantes. La relation avec les acteurs étatiques locaux s'intensifie à partir des années 1980, quand s'effectue la décentralisation. Les acteurs étatiques locaux sont sous l'influence des paramilitaires par la corruption mais aussi par la terreur et les pressions. L'Etat et différents acteurs importent donc beaucoup pour les paramilitaires. Ces derniers se font légaliser et armer par l'Etat à certains moments et voient ainsi leur puissance augmenter et se renforcer. Les paramilitaires sont d'ailleurs considérés par Human Right Watch comme la « sixième division » de l'armée.

Le troisième groupe d'acteurs importants est composé par les guérillas colombiennes qui sont : les FARC, l'EPL, l'ELN et le M-19. Ce travail se consacre majoritairement aux FARC, formant la guérilla encore importante et partie prenante du conflit armé actuel. Les guérillas sont une des raisons du renforcement des paramilitaires, ceci provient de la perception de ces premières en tant qu' « ennemi public numéro un » de l'Etat colombien. En conséquence, cela permet aux paramilitaires de prendre de l'importance car ils sont perçus comme les opposants directs et les seuls à même de les éliminer. Ceci malgré le rôle minime du processus paramilitaire dans la contre-insurrection. En effet, la lutte des paramilitaires contre les guérillas se fait majoritairement de manière intéressée et non pour la défense de l'Etat, ni pour des raisons idéologiques comme cela est plus amplement explicité par la suite. Néanmoins, durant la période plus actuelle, la relation entre les guérillas et les paramilitaires est plus ambiguë. Une complicité s'instaure même lorsqu'il est question pour les différents groupes d'en tirer profit.

Le quatrième groupe d'acteurs concerne le narcotrafic et ses différents cartels. Ils sont dans un premier temps, comme pour le cas des élites économiques, créateurs de différentes armées irrégulières dans les années 1980. Les narcotrafiquants ont réussi, du fait de leurs énormes richesses engrangées, à se transformer en propriétaires terriens. Ceci leur a été possible par l'achat mais aussi par l'utilisation des paramilitaires pour effectuer la spoliation de terres. Ces groupes paramilitaires, créés par les narcotrafiquants, prennent par la suite à leur compte le trafic et la richesse des principaux cartels durant les années 1990. L'importance des narcotrafiquants est prépondérante aux paramilitaires car elle leur permet d'obtenir des ressources financières considérables mais également matérielles facilitant leur autonomie.

Il y a donc une imbrication d'acteurs accroissant la force des paramilitaires. Premièrement, les élites économiques, qui par leurs relations avec les politiciens locaux réussissent à légaliser ces groupes après les avoir formés. Deuxièmement, la volonté de l'Etat de les conserver pour la lutte contre-insurrectionnelle car les guérillas prennent de l'importance. Cette solution est finalement inefficace et provoque un nouveau facteur de trouble ainsi qu'une augmentation de la « démonopolisation » de la violence pour l'Etat. Troisièmement, l'entrée dans le narcotrafic, qui permet d'augmenter la puissance des paramilitaires par des ressources considérables et leur procure les bases de leur autonomie. A travers tout ce processus, ces différents acteurs s'entremêlent : les acteurs étatiques, les élites économiques et les narcotrafiquants qui perçoivent l'importance de protéger leurs ressources et leurs intérêts et trouvent une solution commune par la création du paramilitarisme. Ceci est mené ainsi car l'Etat ne détient pas la violence légitime sur son territoire, et la population est habituée depuis toujours à se défendre par ses propres moyens.

1.2 Les origines et influences des groupes paramilitaires : de l'indépendance aux années 1980

Cette recherche concernant les origines des groupes paramilitaires est quelque peu différente de la plupart effectuées sur le sujet. En effet, ces dernières situent les origines des paramilitaires en Colombie aux années 1980, avec l'avènement des grands trafiquants de drogue, ou parfois aux années 1960 lors de la création des premiers groupes d'autodéfense légaux. Cependant, il existe des origines plus anciennes, ou du moins des influences, avec la création de milices civiles dans le pays et ceci depuis son indépendance. Il est évident, de plus, qu'il existe des milices civiles au-delà de l'indépendance, durant la colonisation. Néanmoins, comme ce travail se concentre sur le processus paramilitaire au sein de l'Etat dit « moderne », la période de colonisation semble moins pertinente. Cette historique développe trois aspects importants ayant permis l'émergence des paramilitaires : le contexte d'insécurité, la volonté de l'Etat et des élites à former des groupes civils armés, et l'habitude de la population à être armée et organisée de manière quasi autonome.

Il a toujours existé dans l'histoire colombienne des civils s'organisant en groupuscules dits d'autodéfense afin de protéger une cause, une terre ou une

population. Ces différentes milices n'ont pas forcément de relation avec l'Etat central, c'est pourquoi elles sont appelées milices d'autodéfense et non pas groupes paramilitaires.

L'Etat colombien est, depuis son indépendance au début du 19^{ème} siècle, traversé par de nombreux conflits internes⁴ et oppositions extrêmes entre différentes fractions (partis politiques, groupes armés, ...) qui font subir à sa population un taux de violence inouï. Le pays est pour ainsi dire en permanence en état de guerre civile, entrecoupé de quelques courtes phases de paix qui ne sont pas pour autant exemptes de violence. La conséquence est un manque important de « légitimité » et de pouvoir de l'Etat central, qui est en contrepartie pris en charge par la population elle-même. Pour sécuriser des zones, des terres ou des populations, des groupes civils se sont armés. Pour comprendre ceci, il est important de remarquer que la Colombie est quelque peu différente, depuis son indépendance, des Etats-nations dit « modernes » défini par Weber⁵. Dans le cas des Etats-nations modernes, l'Etat central fait lui-même le travail de pacification interne par la monopolisation de la violence. En Colombie, le contexte n'a pas permis cette sécurité sur l'ensemble de son territoire par l'Etat lui-même.

Il a toujours existé des groupes civils armés et organisés comme les *Pajeros*, les *Chularitas*, les *Contrachasma*, les *Cuadrillas bandelors*⁶, etc., qui ont mené des actions légales en lien avec l'armée pour par exemple défendre des propriétaires terriens, mais aussi de manière illégale, en assassinant ou rackettant des personnes opposées à eux ou à leur employeur. La limite entre légalité et illégalité est toujours très floue en Colombie, ceci du fait que ces différents groupes peuvent avoir des rapports avec des acteurs étatiques selon les périodes.

La Colombie est depuis très longtemps influencée par les grands propriétaires terriens qui disposent de la majeure partie du territoire. Depuis toujours, le pouvoir

⁴ La révolution libérale de 1849-1859, la Guerre Civile 1860-1863, le coup d'état du Cauca 1878-1879, la guerre de milles jours 1899-1903, La Violencia 1946-1957, la guerre de Villarica en 1955, l'opposition entre les FARC, l'ELN et d'autre guérillas face à l'Etat depuis les années 1960. Source : Forrest Hylton, *Colombie les heures sombres*, Paris : Imho, 2008.

⁵ Voir cadre théorique.

⁶ Ces groupes sont armés et organisés pour défendre une cause ou des intérêts propre à eux ou à leur clients. Ils sont souvent affiliés à un des deux grands partis du pays, c'est-à-dire les conservateurs ou les libéraux.

colombien est relié au système de « l'hacienda », basé sur les propriétaires fonciers et l'exploitation de la main d'œuvre, qui représente la majeure partie de la population (Hylton, 2008, p.39). En 2011, 45% des terres cultivables sont la propriété de 1% des colombiens⁷, et en 2004, 0.6% des propriétaires fonciers possèdent 61% de toutes les terres titrées (Hylton, 2008, p.166). Il y a une grande différence au sein des propriétaires terriens, où une majorité détient une minorité du territoire, selon le PNUD 57,3% des propriétaires détiennent seulement 1,7% des terres (Labrousse, Figuira et Cruse, 2008, p.7).

La force des grands propriétaires et la faiblesse de l'Etat central sur le contrôle de son territoire sont des éléments primordiaux dans cette première phase. Ces groupes d'autodéfenses civils sont des prémices au paramilitarisme. Le terme autodéfense est privilégié dans ce cas car il justifie la légitimité du droit à la défense, ceci par « l'absence de sécurité pour les propriétaires fonciers » (Davis et Pereira, 2003, p.178). Cette idée est reprise plus tard lors de la création des CONVIVIR.

Un tournant majeur apparaît en 1960 lorsque les propriétaires terriens font pression sur le gouvernement pour légaliser les groupuscules qu'ils ont créés. Ceci se produit durant la période d'émergence des guérillas d'idéologie d'extrême gauche (maoïste, marxiste et castriste). La fin du conflit nommé *La Violencia*, en 1958, dans lequel s'opposent les deux grands partis politiques, conservateurs et libéraux, fait apparaître un pacte entre les deux « anciens » ennemis. Le pacte mis en place régit le contrôle du gouvernant de manière alternée tous les quatre ans. Dès lors, ceci provoque chez une grande partie de la population un sentiment de non représentativité, du point de vue politique, dans ce système bipartisan. Ces laissés pour compte qui désirent participer politiquement créent les guérillas, ou du moins les soutiennent, car agir de manière légale semble impossible (Denissen, 2010). La création des guérillas est donc fortement influencée par *La Violencia*, qui d'une part participe à leur émergence, et d'autre part leur fait découvrir des moyens d'actions comme les enlèvements ainsi que l'emploi de la violence dans ce genre de conflit.

⁷ « En Colombie, la lutte pour la terre est parfois mortelle ; Malgré les promesses de redistribution du gouvernement, de nombreux paysans colombiens continuent d'être spoliés de leurs terres par des grands propriétaires. Les milices d'anciens paramilitaires intimident ou assassinent les paysans qui résistent. Reportage dans le nord de la Colombie, auprès des familles des victimes. », *La Croix*, 3 mai 2011.

La création des guérillas a un fort impact sur les groupes d'autodéfenses car la pression des élites et la doctrine de la contre-insurrection amènent l'Etat à les légaliser. Le premier décret à entrer en vigueur, le No 3398 en 1965, permet au ministère de la guerre « d'armer des groupes civils avec un matériel habituellement réservé aux forces armées » (Dufort, 2007, p.2). Cette idée de contre-insurrection n'est pas propre à la Colombie. Les Etats-Unis mettent en avant la doctrine de la « sécurité nationale », dans le contexte de la révolution cubaine, où les forces armées doivent se focaliser contre l'ennemi intérieur. Durant la conférence des forces armées en 1963 à Panama, le Colonel Novoa Alberto Ruiz voit chez les civils et les communautés rurales mobilisées et armées le seul moyen de combattre les insurrections (Hylton, 2008, p.82). Ceci devient en Colombie la stratégie du plan Lazo, élaboré par Ruiz et mis en place en 1964.

Le Plan Lazo, stratégie contre-insurrectionnelle « Cœurs et Ames » qui se fondait sur une force militaire et civile et des unités spécialisées formées à chasser et tuer les personnes soupçonnées de sympathiser avec les communistes, décide que les civiles auraient le choix entre devenir des collaborateurs ou être pris pour cible. (De Kirk, More Terrible than Death, p. 47-50, cité dans Hylton 2008, p.82)

Ruiz voulait, en prenant la métaphore de Mao, « assécher la mer » pour battre les guérillas. L'Etat, dans cette optique et selon Ruiz, doit investir dans les régions d'influence communiste, « dans le domaine des infrastructures, de la santé et de l'éducation », et s'assurer de la collaboration des civils avec les forces armées (Hylton, 2008, p.82). Ruiz veut former des groupes paysans d'autodéfense à la manière des troupes d'élites entraînées à coordonner avec l'armée, qui sont reponsables devant l'autorité colombienne (Hylton, 2008, p.82-83). Ce plan applique en Colombie les techniques de contre-insurrection américaines, créées pendant la guerre de Corée consistant à former et armer des civils, (Hylton, 2008, p.63) mais fini par être un échec.

Néanmoins, en 1968, le décret No 3398 devient une législation permanente, la loi No 48, et amène un cadre politique et juridique à ces groupes qui deviennent des « milices d'autodéfenses paysannes » (ONU, 1998, p.11). Quelques groupes se forment, d'autres le sont déjà, et sont entraînés et soutenus logistiquement dans une optique d'aide à l'armée régulière et à la police colombienne dans les zones de conflits avec les guérillas (ONU, 1998, p.11). L'armée doit contrôler ces milices, c'est une ordonnance dans le règlement de l'armée de 1969, ce qu'elle ne fait

pourtant pas. En outre, la revue de l'armée No 83 de 1976 exprime une citation des années 1967 :

Si une guerre circonscrite et non conventionnelle entraîne trop de risques, les techniques paramilitaires sont une force sûre, utile et nécessaire aux objectifs politiques. (Ospina, 2003, p.2)

Cependant, vingt ans plus tard, en 1989, le décret est considéré comme inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle, les « milices paysannes d'autodéfense ont été déclarées illégales en raison de leurs excès et de leur relations évidentes avec les trafiquants de drogues » (ONU, 1998, p.11). Il faut concevoir que cette époque, la décennie 80, voit l'assassinat de présumés sympathisants de la guérilla, d'une grande partie de l'Union Patriotique (parti politique créé lors de négociations entre l'Etat et les FARC), ainsi que d'un grand nombre d'autres dirigeants politiques, syndicaux et sociaux. Ceci est plus amplement explicité dans la phase suivante.

Dans les années 60, lorsque ces groupes se forment légalement, ceci se fait à un niveau régional, avec de fortes différences suivant les provinces. En outre, ces milices sont majoritairement implantées dans les zones où les différentes guérillas sont présentes ainsi que dans celles où les élites économiques sont importantes. Ces élites influencent fortement l'organisation et les moyens militaires des milices d'autodéfense, ce sont elles qui forment ces « escadrons de la mort sur le modèle des Pajeros⁸ » (Hylton, 2008, p.87) et surtout qui les arment et les financent. La légalisation des milices d'autodéfense est très importante pour les propriétaires fonciers qui ont par la violence de ces groupes des moyens leur permettant d'augmenter leurs avoirs fonciers (Denissen, 2010, p.347). L'utilisation des paramilitaires pour augmenter la puissance et la richesse des élites se retrouve dans les autres phases du processus paramilitaire colombien. Les prémices de la seconde étape font surface : des groupuscules civils armés et légaux qui agissent en suppléance de l'Etat (pour défendre principalement les élites), séparés les uns des autres, organisés et fonctionnant de manières différentes mais qui augmentent de manière importante leurs pouvoirs et de leurs forces.

⁸ Les *Pajeros* sont un groupe de tueurs à gages qui a été majoritairement lié au parti Conservateur contre les partisans du parti Libéral. Ils ont été actifs majoritairement dans le sud de la Colombie dans les années 1950. (Berquist ; Penaranda and Sanchez G., 2001, p.282)

En résumé, les milices d'autodéfenses sont légalisées dans les années 60, d'une part car les propriétaires terriens influents poussent l'Etat dans ce sens afin de protéger leur propre territoire et d'autre part car cela arrange l'Etat dans le but d'éradiquer les ennemis subversifs, c'est-à-dire les guérillas et les bandits en grand nombre dans ce contexte. En outre, comme décrit de multiples fois, la population colombienne est habituée à être armée et organisée en groupes pour sa propre défense et ceci depuis l'indépendance, par conséquence de la situation de conflit interne endémique.

1.3 Les groupes paramilitaires entrent dans le trafic de drogue : de 1980 à 1994

Cette phase est très importante dans le processus paramilitaire ; elle lui permet d'augmenter ses ressources, ses effectifs et son pouvoir de manière exponentielle. Ceci est intéressant car la décennie 1980 est connue en Amérique Latine pour être nommée « la décennie perdue » quant au développement économique des Etats. Néanmoins, l'Etat Colombie ne doit pas effectuer les ajustements structurels demandés dans la plupart des autres pays du cône sud américain, qui débouchent sur la crise de la dette. Pour les paramilitaires, c'est le contraire, car c'est durant cette période que des ressources énormes apparaissent par le trafic de drogue. Le marché de la drogue est en pleine expansion et le prix des exportations agricoles, comme le café, en net diminution. A la différence de la phase précédente, ce sont les narcotrafiquants qui créent la plupart des nouveaux groupes à la place des élites traditionnelles, sans que ces dernières ne perdent pour autant complètement leur influence. Cependant, cette phase procure aux paramilitaires une plus grande autonomie face aux élites économiques et à l'Etat.

Dans cette période, les guérillas accroissent également leur force par leur entrée dans le commerce du trafic de drogue, ceci après un certain nombre de réticences internes quant à l'utilisation de cette ressource. L'explosion de la consommation de la drogue dans le monde, surtout de la cocaïne, est tellement importante que laisser de côté ce trafic ne semble plus être concevable pour tous groupes désirant se développer de manière quelque peu autonome, ceci au regard des bénéfices importants en découlant. Cette augmentation de la puissance des guérillas pose un important défi à résoudre pour l'Etat. Celui-ci continue en 1989 d'entretenir des relations avec des groupes paramilitaires, malgré leur illégalité, pour résoudre ce problème. Ceci

majoritairement à travers des relations entre les politiciens locaux, l'armée avec les différents groupes paramilitaires.

L'Etat tente à certains moments de négocier avec les guérillas, ce qui mécontente une partie de la population. En effet, lors des négociations entre l'Etat et les guérillas, des alliances se créent entre les groupes qui redoutent la recrudescence des guérillas. C'est-à-dire entre les élites économiques, l'armée, les politiciens locaux et les narcotrafiquants qui ne veulent pas donner du pouvoir aux guérillas ni de la réforme agraire proposée dans les négociations. C'est pourquoi cette alliance renforce le pouvoir et les ressources des paramilitaires pour faire échouer ces négociations par un plus grand nombre d'altercations avec les guérillas.

Au début des années 80, les milices d'autodéfenses sont toujours légales, leur nombre a d'ailleurs fortement augmenté et elles s'étendent dans de nombreuses provinces. Un problème interne à l'armée permet de plus un plus grand pouvoir à ces paramilitaires. L'armée obtient, par un décret en 1978, un plus grand pouvoir pour interroger et détenir les guérilleros. Néanmoins, elle se met à dos une grande part de l'opinion publique par le nombre élevé d'exactions commises contre les guérilleros qui éclatent aux grands jours dans les médias colombiens et internationaux. Ceci permet aux milices d'autodéfenses d'augmenter leur influence car, à la suite de ce scandale, l'armée se désengage quelque peu de la lutte contre-insurrectionnelle. Dans ce contexte :

... dans les années 80, une répression intensifiée diminua l'autorité de l'Etat et créa un climat dans lequel les insurrections de gauche fleurirent. Leur essor, à son tour, poussa au renforcement des escadrons de la mort sous forme de forces paramilitaires régionales. Les violences politiques et criminelles s'entretenaient mutuellement, et l'homicide devient la cause principale de décès au sein de la population masculine, notamment dans les zones urbaines. (Hylton, 2008, p.95)

Les paramilitaires prennent donc une part plus importante dans cette lutte contre les troubles à l'ordre public. Cependant, elles finissent par devenir elles-mêmes un problème en commettant un nombre important d'exactions à l'encontre des droits de l'homme (ONU, 1998, p.3). Car même si ces groupuscules sont en relations, ou plutôt « complices » (Lazzeri, 2008, p.48), avec l'Etat et son armée, dans l'optique de la lutte contre-insurrectionnelle, ceci n'est que formel⁹. Le terme formel est utilisé

⁹ « La paramilitarisation de la Colombie », Rafael Ballén, 26 novembre 2004, www.risalcollectifs.net.

car ces groupes sont en partie légaux jusqu'en 1989, dans une optique de lutte contre-insurrectionnelle, mais ils ne s'attaquent en pratique que très peu aux guérillas. S'ils le font, c'est pour défendre leurs intérêts, ou ceux de leurs clients, et non pour défendre l'Etat. En effet, ils sont entraînés de manière professionnelle (les frères Castaño sont même entraînés par Yaïr Klein, ancien agent du Mossad) et armés de manière moderne par l'Etat (Lazzeri, 2004, p.48). Mais jusqu'à l'année de la fédération des paramilitaires en 1997, ils ne se confrontent que très rarement aux guérillas, surtout face aux FARC très bien organisés. Ils sont toujours majoritairement financés par les grandes élites économiques ainsi que par des grandes entreprises, comme des multinationales, et ne sont donc pas principalement là pour défendre l'Etat et sa population, mais les clients qui les payent. Ils aident ces élites à éliminer ceux que celles-ci considèrent comme subversifs. Les guérillas autant que quiconque bloquant les intérêts de ces élites (les propriétaires fonciers, les grands éleveurs et les narcotrafiquants qui ont acquis des ressources immenses). Les paramilitaires deviennent des entrepreneurs de sécurité pour toute personne souhaitant les payer, c'est un système clientéliste.

A cette période, la relation entre narcotrafiquants et paramilitaires se renforce fortement. En outre, les narcotrafiquants créent eux-mêmes différents groupes pour protéger leurs intérêts et ceci avec la complicité de groupes déjà constitués. Un des premiers groupes est la *Muerta a Secuistradores*¹⁰, un escadron de la mort créé en 1981 par les narcotrafiquants pour éliminer les criminels et les kidnappeurs, appartenant à la guérilla M-19, mais aussi par la suite à toutes opposants aux intérêts des trafiquants de drogue (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.196). En 1983, des propriétaires terriens, commerçants d'émeraudes dans le Magdalena Medio, créent l'ACDEGAM ; les élites démontrent encore de leur importance. C'est un « projet politique, social, économique et militaire visant à combattre la subversion, face aux enlèvements et aux extorsions réalisées par les FARC »¹¹. De plus, ils mettent en avant les informateurs civils, rémunérés en bénéfice public pour tout renseignement contre les forces dites « subversives ». Ce système d'informateurs se retrouve sous l'aire du président Alvaro Uribe, dans son programme de « sécurité démocratique »

¹⁰ Ce qui veut dire Mort aux Kidnappeurs. Un groupe qui est présenté dans le sous-chapitre 2.2.4.

¹¹ Rapport de l'équipe de recherche sur le terrorisme et l'antiterrorisme, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, <http://www.erta-tcrg.org>, consulté le 5.1.12.

où tout citoyen est un informateur potentiel ou un être subversif, il n'y a pas de neutralité dans cette conception, se que pense aussi Castaño (Hylton, 2008, p.148).

En 1985, le président Belisario Bentancur permet aux FARC de se constituer un parti politique, l'Union patriotique (l'UP), après des négociations pour amener une solution pacifique à cette « guerre civile ». L'UP connaît très vite un succès croissant dans les élections, surtout aux élections régionales de 1988 lors desquelles ils deviennent la quatrième force politique du pays, avec 16 mandats de maire et 1256 sièges dans les conseils municipaux (Hylton, 2008, p.110). Cette élection locale est la première depuis 1886, car les maires sont nommés et non élus jusque-là, c'est une volonté de décentralisation du pouvoir. Les classes dirigeantes des partis traditionnels, les narcotrafiquants et une part de l'armée prennent peur face au succès de l'UP et décident d'éliminer violemment ce parti par l'appel aux paramilitaires. A partir de 1987, les paramilitaires, surtout le groupe de Fidel Castaño (Hylton, 2008, p.110), massacrent entre 2000 et 3000 militants du parti¹². Ceci dans le but d'un « nettoyage politique » des soi-disant sympathisants des guérillas et pour bloquer les négociations de paix (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.185). Ceci provoque le scandale qui abouti à la déclaration d'inconstitutionnalité de la loi No 48 par la Cour constitutionnelle. Dès lors, le président Vargas interdit la constitution, l'organisation et la promotion de forces paramilitaires. En outre, il interdit la torture, qui est permise depuis le décret de 1978 par l'armée, dans le cadre de la lutte contre la guérilla à des fins de sécurité nationale. Les groupes d'autodéfense sont déclarés illégaux mais : « Néanmoins, leur démantèlement effectif n'as pas été prévu et aucune démarcation claire d'avec l'Etat n'a été fixée. » (ONU, 1998, p.12) La décentralisation a mené les politiciens locaux à être plus facilement touchés par la corruption et la menace des différents groupes, que ce soit les guérillas, les paramilitaires mais aussi les forces de sécurité (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.185). En outre, la décentralisation permet aux paramilitaires, en lien avec le parti libéral, de prendre du pouvoir politique aux forces insurrectionnelles ainsi qu'à la majorité des partis de gauche bientôt décimés (Hylton, 2008, p116).

¹² Difficile de trouver les véritables chiffres, ils diffèrent entre 2000 et 5000 morts selon les sources.

Les paramilitaires travaillent dans ce contexte dans l'illégalité, sans lien direct avec l'Etat central, mais entretiennent cependant encore des relations avec l'armée et les politiciens locaux. Ils effectuent des actions clandestines, des assassinats, des massacres de la population pour leurs clients ; la police et l'armée ferment quelque peu les yeux. Les différents propriétaires fonciers et autres élites économiques de ces régions utilisent par la suite ces groupes devenus « narco-paramilitaires » afin de lutter contre les extorsions des guérillas mais aussi contre toutes oppositions. Ceci permet aux narcotrafiquants et aux paramilitaires de contrôler de plus en plus de territoires, leur facilitant le trafic au niveau des transports. En effet, l'objectif est de contrôler un couloir reliant les zones de fabrication de la pâte de coca jusqu'aux frontières du pays pour son exportation.

Les liens entre paramilitaires et narcotrafiquants, mais aussi avec les différentes élites économiques, se retrouvent dans toujours plus de départements (Magdalena Medio, Valle, Meta, Nariño, Cordoba, Urabá, Sucre, Bolivar, Santander). Dans certains d'entre eux, des alliances sont créées avec de grandes multinationales comme *Chiquita Brands International* (qui est condamnée par la suite aux Etats-Unis pour ces liens avec l'AUC) ou des entreprises de pétrole, de transport... Dans certaines régions, les paramilitaires prennent le contrôle des différentes alliances et du trafic de drogue en éliminant leurs anciens alliés, les barons de la drogue mais aussi certains propriétaires fonciers. Cette appropriation du trafic qui permet l'autofinancement, et par là une augmentation de leurs ressources, leur permet de s'étendre géographiquement mais aussi de recruter de plus en plus de personnel, et offre la possibilité aux chefs de groupe de s'acheter de grandes propriétés¹³.

C'est une période de relative autonomie lors de laquelle ces groupes paramilitaires, qui sont très bien organisés et dont la puissance a accru, peuvent être considérés comme remplaçant quelque peu l'Etat et ses différentes fonctions¹⁴. En effet, ils détiennent les principaux monopoles, surtout au niveau de la coercition, censés

¹³ Des propriétés qui ont mené à des scandales, car certains chefs ont, par exemple, élevé des alligators pour faire disparaître des corps. La possibilité de four crématoire a par ailleurs surgie lors de témoignages pendant la démobilisation. La propriété de Fidel Castaño après des fouilles a fait apparaître un nombre élevé de massacres et de tortures commis sur ces terres (Hylton, 2008, p.112-113).

¹⁴ Rapport de l'équipe de recherche sur le terrorisme et l'antiterrorisme, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, <http://www.erta-tcrg.org>, consulté le 5.1.12.

appartenir à l'Etat dans certaines régions. De plus, ils instaurent un système de justice propre à eux. Au niveau du monopole de l'impôt, le trafic de drogue et le racket remplacent l'impôt étatique et leur amènent une part importante du financement. Le trafic de drogue est entièrement en leur possession dans certaines zones où la concurrence est supprimée. Il est pertinent de parler de « reféodalisation » de ces régions, surtout des campagnes, par les paramilitaires ainsi que par les FARC (Hylton, 2008, p.9). De plus, ils effectuent d'autres fonctions étatiques plus sociales, par exemple en construisant des hôpitaux, des écoles...

Les paramilitaires devinrent un para-état, infiltrant les partis politiques et les organismes du gouvernement, depuis la Cour constitutionnelle jusqu'au service de renseignement nominale sous contrôle présidentiel. Dans de nombreuses régions, les paramilitaires géraient le territoire et contrôlaient les administrations. Les insurrections fonctionnaient comme de petits Etats tributaires, taxant l'industrie de la cocaïne, les entreprises extractives multinationales et les propriétaires fonciers, mais aussi les habitants de leurs « zones », et leur faisaient payer le prix de leur protection. Ce régime de « souveraineté parcellaire » et cette « paix fragmentaire » menèrent à une crise humanitaire internationale qui dépassa les frontières colombiennes et menaça la souveraineté des Etats voisins. (Hylton, 2008, p.29-30)

En outre, les restructurations néolibérales mises en place en Colombie, en lien avec le consensus de Washington, ont engendré une forte privatisation, permettant aux paramilitaires d'influencer toujours plus dans beaucoup de domaines (social, santé, banques, ...); c'est le début de la « narco-bourgeoisie » ou plutôt « para-bourgeoisie » (Hylton, 2008, p.118).

Les liens avec l'Etat sont malgré tout réels, même s'ils sont quelque peu cachés et se situent à un niveau plus régional, l'Etat national est d'ailleurs très peu légitime pour la population. Néanmoins, le gouvernement redoute l'image publique renvoyée où leur relation avec les paramilitaires est mise à jour, surtout depuis que ceux-ci se sont alliés avec les narcotraficants.

Dans ce contexte, que nous pouvons appeler « narco-paramilitaire », un conflit éclate entre les frères Castaño (futurs créateurs de l'AUC) et Pablo Escobar (chef narcotrafiquant du cartel de Medellín) à la suite de l'envenimement du conflit entre ce dernier et l'Etat. Le groupe Los PEPES est créé pour lutter contre Escobar, composé de ses anciens alliés du cartel de Medellín (comme Diego Murillo, qui fait un accord avec l'Etat pour capturer Pablo Escobar) et les frères Castaño. Los PEPES, à la mort d'Escobar, s'allie avec le cartel de Cali (ancien ennemi de Medellín) pour

contrôler le marché de la drogue. Dans ce contexte, un grand nombre de conflits éclatent entre groupes « narco-paramilitaires » qui s'éliminent les uns les autres et mènent à un nombre de groupes plus restreints mais plus puissants. Cette période ressemble au cadre théorique lors de la phase d'élimination de la concurrence.

Après la chute du cartel de Medellín, il y a selon une dépendance de plus en plus importante des narcotrafiquants face aux paramilitaires qui contrôlent les cultures de la coca (Villegas, 2010, p.89). En augmentant leur pouvoir sur le contrôle du trafic, les paramilitaires remplacent et éliminent toujours plus les barons de la drogue¹⁵. Ceci leur apporte des ressources énormes, car depuis la mort d'Escobar le prix de la cocaïne passe de 200'000 pesos le kilo à 800'000 (Hylton, 2008, p.100). Cependant, les conflits sont considérables entre ces différents groupes paramilitaires pour le contrôle du territoire et du trafic de drogue. Au milieu des années nonante, le taux de chômage est élevé et l'entrée chez les « narco-paramilitaires » est une des seules solutions pour les jeunes qui veulent survivre, ce qui augmente leur effectif. De plus, à la suite de la démobilisation en 1991 de l'EPL, un grand nombre de ses cadres entre dans le groupe de Castaño, ce qui permet une intensification de la lutte contre les FARC. Mais le nombre élevé d'assassinats, le lien avec les narcotrafiquants et la violence inouïe mènent les FARC et les paramilitaires à perdre quelque peu leur légitimité populaire. Néanmoins, ils sont en augmentation numérique, logistique et organisationnelle, ce qui leur permet d'augmenter leur influence sur de nouveaux territoires (Hylton, 2008, p.114-115).

Une séparation se crée au sein du groupe Los PEPES entre les chefs Murillo et Castaño au niveau de leurs objectifs. Les frères Castaño, bien qu'ils utilisent le trafic de drogue, désirent une fédération des groupes et continuer les actions antissubversives. Murillo, lui, désire contrôler et monopoliser le trafic de drogue quitte à combattre d'autres groupes paramilitaires voire à combattre l'Etat, ce qui est impensable pour les frères Castaño.

Les paramilitaires sont devenus dans cette phase de plus en plus puissants par les ressources importantes du trafic de drogue. En outre, ils ont réussi à prendre de

¹⁵ Rapport de l'équipe de recherche sur le terrorisme et l'antiterrorisme, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, <http://www.erta-tcrg.org>, consulté le 5.1.12.

l'autonomie face à l'Etat et aux élites qui ne sont devenus que de simples clients. De plus, ils remplacent les différents cartels de la drogue, ce qui leur permet de devenir des propriétaires fonciers. En effet, car les anciens barons de la drogue ont commencé à acheter et spolier des propriétés juste avant d'être remplacés par les différents chefs paramilitaires. Cependant, des débuts de tensions apparaissent entre les différents groupes paramilitaires, surtout ceux sous le commandement des Castaño face à ceux sous le commandement de Murillo.

1.4 Les CONVIVIR et la fédéralisation des paramilitaires au sein de l'AUC : de 1994 à 2003

Cette phase peut être considérée comme l'apogée des paramilitaires au niveau de leur puissance. Elle voit d'ailleurs un retour dans la légalité et une fédéralisation des différents groupes. En 1994, une loi est votée et acceptée au congrès permettant un retour dans la légalité des groupuscules paramilitaires, c'est le décret 356, qui met en place le programme CONVIVIR¹⁶. L'idée est :

Nés de l'imagination de Rafael Pardo, ministre de la défense de Gavira, les Convivirs étaient structurellement très proches des rondas campesinas péruviennes, ou des patrouilles de défense civile du Guatemala des années 1980. Ils étaient fondés sur le modèle d'un programme mis en place dans le Córdoba qui avait regroupé 950 ranchs à bétail connecté par un réseau de communication technologiquement sophistiqué. Lié à la fois à l'AAA du général Camacho et au MAS, le général Harold Bedoya était à la tête des forces armées colombiennes entre 94 et 97, soutenant les CONVIVIR avec ardeur. Pour Bedoya, la collaboration des populations civiles avec les forces armées était une obligation. (Hylton, 2008, p.133)

L'idée n'est pas nouvelle de faire « converger la société et les forces armées », c'est la deuxième phase de légalisation (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.178). Cet objectif est recherché par le Haut Commandement militaire depuis très longtemps et ceci malgré la méfiance de différents groupes d'oppositions au sein de la société civile (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.178).

Ce programme CONVIVIR autorise à nouveau les « services spéciaux de surveillance et de sécurité privée » (ONU, 1998, p.12), qui sont soutenus logistiquement par l'Etat. Le but, selon le gouvernement, est l'autodéfense face aux guérillas, comme lors de l'ancienne période de légalisation des paramilitaires. Ceci

¹⁶ <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB217/doc08.pdf>, site de l'Université Georges Washington. Mise en ligne du document de la NSA sur le décret 356 qui met en place les CONVIVIR, « document déclassé de la NSA », consulté le 31.1.2010.

est à nouveau légiféré dans un contexte où une partie des élites économiques a besoin de moyens de défense contre les guérillas, car le gouvernement n'y parvient pas. Les guérillas, et surtout les FARC, sont dans une période d'expansion dans les années nonante.

Le programme CONVIVIR est fortement soutenu par le gouverneur de l'Antioquia, Alvaro Uribe, futur président du pays. Un problème important vient du fait que les groupes ne sont pas du tout contrôlés ni supervisés par l'Etat, ce qui doit pourtant être le cas selon le décret. Les paramilitaires profitent de cette situation pour légaliser juridiquement leurs organisations (ONU, 1998, p.12). Ce système permet aux différentes élites économiques (propriétaires terriens, éleveurs, grandes entreprises multinationales, ...) de travailler avec ceux-ci dans un cadre légal. Les élites versent les montants de manière réglementaire au compte d'une CONVIVIR, qui par la suite verse l'argent aux paramilitaires. De plus, lors de cette période, un grand nombre de nouveaux groupes apparaît. Un des principaux, qui a son importance pour la fédération, est celui de Salvator Mancuso. Celui-ci conçoit en 1996 la CONVIVIR *Horizonte Ltda*, légalisant son groupe paramilitaire créé en 1994. Il acquiert par ce moyen un certain nombre d'armes provenant de l'Etat et de l'armée.

Cependant, les CONVIVIR sont rapidement critiqués pour leurs actions et leurs exactions commises contre les droits de l'homme (ONU, 1998, p.13). Ce ne sont pas des milices « d'autodéfense » mais des groupes paramilitaires, qui agissent avec les ressources et les armes de l'Etat de manière violente contre tout opposant afin d'augmenter leur puissance. En 1997, année de la fédération de l'AUC, la cour constitutionnelle interdit aux civils les armes de gros calibre et retire également celles données aux CONVIVIR, 237 des 310 armes retournent à l'Etat en 1997 (ONU, 1998, p.22). Le gouvernement interdit ensuite la création de nouvelles CONVIVIR, exige le démantèlement de quinze d'entre elles et soixante-neuf licences ne sont pas renouvelées (ONU, 1998, p.22). L'illégalité juridique est de retour dans les groupes paramilitaires, mais ceci ne fait pas pour autant baisser leurs effectifs, car tous les anciens membres des groupes CONVIVIR démantelés grossissent les rangs des différents groupes paramilitaires illégaux. C'est un nouvel échec pour le gouvernement voulant légaliser les groupes paramilitaires, et par là « démonopoliser » leur pouvoir de coercition.

Durant cette période, la « maison Castaño »¹⁷ prend de l'ampleur. La fédéralisation se place dans ce contexte en 1997. Carlos Castaño est à la base de ce processus et fonde avec d'autres chefs paramilitaires *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC)¹⁸. L'idée est présentée à une réunion en janvier entre différents chefs, puis le groupe est formé le 18 avril 1997. Le but est de coordonner les différentes forces paramilitaires du pays en un groupe national disposant du même agenda. Cependant, le commandement unique n'est pas vraiment appliqué et les différents blocs gardent chacun une grande part d'autonomie, chacun des blocs a un siège à l'état-major et l'ACCU en a deux, ce qui représente six sièges en tout (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.196). Même si la direction du groupe est centrale, la prise de décision se fait au niveau régional, ainsi que la recherche de financement, d'expansion et d'alliance, mais ils doivent garder un « discours contre-insurrectionnel » (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.196). Un des objectifs visé est l'accès à un statut d'acteur politique afin d'obtenir la reconnaissance de l'Etat. Cette période est marquée par une haute connivence entre politiciens et paramilitaires qui partagent quelque peu leurs agendas politiques dans le but de légaliser les fortunes acquises par les différents chefs paramilitaires (Dufort, 2007). Afin d'augmenter sa force et son territoire, l'AUC fédère progressivement des groupes originaires d'autres régions. Comme par exemple le groupe de Salvator Mancuso, qui prend le contrôle du *Bloque Norte* et acquiert toujours plus de territoires dans le nord du pays.

A cette époque, l'AUC conquiert le nord du pays et décide de descendre au sud dans les territoires où se sont retranchées les guérillas. La croissance de la force, du financement et du recrutement des paramilitaires est très importante dans ce contexte malgré le retour dans l'illégalité. La fédération est une bonne solution leur permettant de gagner du territoire et des hommes pour lutter, non pas seulement contre les FARC mais aussi contre d'autres groupes paramilitaires non fédérés. Le nombre de paramilitaires double entre 1997 et 2000 (Hylton, 2008, p.135). Le trafic de drogue de l'AUC est très bien organisé. Il domine le transport, la distribution et

¹⁷ Voir pour de plus amples informations le point 2.2.4.

¹⁸ Jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, où l'AUC est déclarée comme un groupe terroriste, l'AUC est composée : des quatre blocs de l'ACCU (Norte, Occidental, Bananero et Pacifico), des Autodefensas Campesinas de los Orientales, des Autodefensas Campesinas de Santander y Sur del Cesar, des Autodefensas Campesinas del Magdalena Medio et le Bloque Metro (Lazzeri, 2004, p.50).

les relations sur le marché international par rapport aux FARC. Castaño prétend que 70% des revenus de l'AUC proviennent du trafic de drogue (Crisis, 2007, p.4).

Une partie de la population souhaite une augmentation de la sécurité face aux guérillas, perçues de plus en plus comme non légitimes, et s'adresse pour cela aux paramilitaires nouvellement unifiés. Cependant, une grande partie de la population n'a pas le choix d'être contrôlé par les paramilitaires qui font régner la terreur. En outre, l'Etat perd de sa légitimité en voulant négocier avec les guérillas et subit des échecs successifs lors de ces pourparlers¹⁹. Les échecs sont majoritairement dus à des sabotages effectués directement par les AUC, ceci en lien avec différents secteurs ayant des intérêts contraires aux processus de paix (éleveurs de bétail, agro-exportateurs, industries, armées, polices, certains secteurs de l'église, ...) (Hylton, 2008, p.148). Les AUC veulent reprendre les zones démilitarisées offertes aux FARC, lors des négociations de paix, et ceci en lien avec l'armée fermement opposée à ce système.

Depuis la fin des années 1990, le développement de la guerre contre-insurrectionnelle dans les jungles et les plaines du sud et du sud-est a formé l'épine dorsale de la politique publique tandis que l'expansion militaire et paramilitaire accompagnait les négociations de paix avec les FARC. (Hylton, 2008, p. 138)

La participation des Etats-Unis devient importante. Ceux-ci redoutent la montée du centre-gauche en Amérique Latine, ce qui les pousse à créer le *Plan Colombia*²⁰. Ce plan écarte d'ailleurs toute disposition concernant les droits de l'homme, ce qui permet la relation entre paramilitaires et armées, et devient une loi américaine (HRW, 2001). Cependant, le *Plan Colombia* est un échec concernant le trafic de drogue, mais modernise l'armée, la police et les paramilitaires. Il ne s'attaque qu'aux zones dominées par les FARC : « le Plan Colombia aida les paramilitaires à intégrer verticalement leur entreprise criminelle et à la transformer en instrument politique. » (Hylton, 2008, p.54)

En 2002, dans leur période d'âge d'or, c'est-à-dire au moment où leur expansion et leur force sont au maximum, les paramilitaires disposent de 13'000 à 15'000

¹⁹ Relation qui change radicalement avec l'arrivée au pouvoir de M. Uribe qui veut éliminer militairement les insurrections et bloque toute négociation avec elles. Cependant, il entame des négociations avec les paramilitaires.

²⁰ Voir sous-chapitre 3.4. 80% de l'argent du plan est dirigé pour l'armée et la police dans une optique de lutte contre le trafic de drogue, mais est cependant utilisée contre les guérillas, nommées dans ce contexte « narco-guérillas » pour mieux coller aux processus.

hommes, mais un certain nombre de conflits internes existent au niveau du leadership (Lazzeri, 2004, p.50). C. Castaño détient la direction politique et S. Mancuso, chef militaire, dirige neuf commandants. A la suite de la disparition de C. Castaño, S. Mancuso et Ernesto Báez reprennent le commandement mais sont quelque peu discrédités (Lazzeri, 2004, p.52).

Cette époque est considérée comme le premier pas pour les paramilitaires dans une visée politique. Le but est l'acquisition d'un statut politique par ce groupuscule, qui leur permette de se transformer en un troisième acteur du conflit. De plus, malgré l'inconstitutionnalité des CONVIVIR en 1997, les groupes paramilitaires réunis sous la bannière AUC prospèrent fortement en gardant de nombreux liens avec la politique régionale et nationale.

Uribe est élu en 2002 dans un contexte où une grande partie de la population se sent en insécurité, autant dans les villes que dans les campagnes. La population désire un président fort face aux guérillas, élément qu'il met en avant dans ces discours. En outre, Uribe s'éloigne des deux partis traditionnels, ce qui est intéressant car ces partis représentent un certain échec dans la résolution du conflit interne. Les paramilitaires perçoivent M. Uribe comme le candidat le plus proche de leur idéal pour la Colombie²¹, ce qui permet une connivence importante entre le paramilitarisme et le monde politique dans ce contexte. Carlos Castaño dit de lui que c'est « l'homme le plus proche de [leur] philosophie » (Hylton, 2008, p.148). Salvator Mancuso déclare que 35% du congrès, après les élections législatives de 2002, sont dans leur camp. Ils sont élus par la propagande et la menace, ceci en accord avec les élites économiques et les narcotrafiquants²². La technique consiste à se retrouver à tous les niveaux politiques. Au niveau supérieur national en passant par les départements, avec la création de nouveaux partis, ce qui fait perdre la majorité aux congrès des deux grands partis. Mais aussi au niveau inférieur, avec 251 maires les soutenant (Dufort, 2005, p.5). D'ailleurs, au début du processus de démobilisation, cette connivence permet aux trois des plus grands leaders paramilitaires, Mancuso,

²¹ En effet, Uribe, comme les frères Castaño, voue une haine aux guérillas qui ont aussi tué son père. De plus, il désire fortement la légalisation des groupes civils d'autodéfense et s'oppose à toute réforme agraire et solution pacifique avec les guérillas.

²² « La paramilitarisation de la Colombie », Rafael Ballén, 26 novembre 2004, www.risal.collectifs.net.

Duque, et Isaza, d'être reçus au congrès colombien le 28 juillet 2004²³ et de se déclarer « héros de la démocratie »²⁴. Ils essaient de se faire passer pour des personnes indispensables à la nation colombienne, et font croire que leurs actions et leurs crimes sont obligatoires dans la lutte contre-insurrectionnelle. Par cette action, ils demandent à ne pas être punis pour leurs crimes. Ceci éclate dans les plus grands journaux nationaux et internationaux et met en route le scandale de la parapolitique, qui n'en est encore qu'à ses balbutiements.

Dans cette phase, les paramilitaires remplacent dans certaines régions presque toutes les fonctions étatiques, ce qui leur permet par exemple de contrôler les dons du « Programme Alimentaire Mondial ». Castaño prétend que les paramilitaires doivent investir dans certaines régions, ce qui après coup attire l'Etat à y investir lui aussi (Hylton, 2008, p.174). Ce processus leur permet de contrôler les investissements publics et montre leur forte emprise sur les institutions publiques. L'ordinateur du chef paramilitaire Rodrigo Tovar Pupo, alias « Jorge 40 », en fuite pendant la première phase de la démobilisation, a permis de découvrir nombre d'informations : la violence de leurs exactions, la comptabilité de leurs meurtres, les liens avec l'Etat, son personnel et ses institutions, mais aussi leur :

[...] contrôle financier et bureaucratique sur les institutions publiques. Les mairies, les hôpitaux, la gestions des ports, les entreprises de services publics - système d'alimentation en eau, transports collectifs, sécurité sociale [...] - ainsi que les ressources énergétiques...²⁵.

De plus, ils exercent aussi un monopole sur le marché foncier. Ils contrôlent tous les niveaux de la société et peuvent donc être considérés, dans certaines régions, comme un « Etat dans l'Etat » (RSF, 2007, p.2). Toutes les grandes entreprises situées dans des territoires qu'ils dominent doivent payer un impôt, même les grandes multinationales. Elles s'allient et payent l'impôt paramilitaire, en pensant qu'ils sont les seuls pouvant les protéger, l'Etat n'ayant pas assez de pouvoir, c'est la « police d'assurance capitaliste » (Hylton, 2008, p.130). Elles cherchent à se protéger des guérillas mais aussi de toute opposition syndicale ou autres revendications populaires. Cela ressemble à la « grande » époque des cartels de Medellín et de Cali, lors de laquelle ils faisaient office de justice « comme des organismes légitimes de

²³ Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, *Impunity*, Suisse, France, Colombie, 2010.

²⁴ « La paramilitarisation de la Colombie », Rafael Ballén, 26 novembre 2004, www.risal.collectifs.net.

²⁵ *Ibid*, note 24.

sanctions et de régulation» (Villegas, 2010, p.81). Comme les paramilitaires, ils étaient légitimes aux yeux d'une partie de la population, dans ces régions où l'Etat n'a aucun pouvoir ni aucune légitimité.

Cette phase peut être considérée comme l'apogée du paramilitarisme et de sa puissance, où la connivence avec le monde politique est importante malgré son illégalité. Les paramilitaires réussissent de plus à passer des campagnes aux grandes villes, et sont en phase de transformer leur expansion et leurs gains militaires en pouvoir politique, et ceci à un niveau national.

1.5 La démobilisation : de 2003 à 2012

Cette phase met en avant les raisons, le déroulement, les échecs et les conséquences du processus de démobilisation des paramilitaires, celui-ci se déroulant en deux étapes entre 2003 et 2006 puis entre 2006 et 2012. Si, dans un premier temps, le processus semble être une transformation parfaitement positive pour les paramilitaires où l'impunité semble être le maître mot, la deuxième période remet quelque peu en cause ce système, ce qui engendre la réapparition de groupes paramilitaires appelés BACRIM par le gouvernement.

1.5.1 Première étape, de 2003-2006 : une impunité quasi parfaite permettant aux paramilitaires de transformer les gains obtenus de manière illégale en ressources légales

Le 29 novembre 2002, l'AUC décide d'une suspension unilatérale des combats, mais ceci ne se fait pas de manière parfaitement unanime et certains chefs persistent dans leur lutte (Lazzeri, 2004, p.53-54). A partir de 2003, la pression politique et médiatique nationale et internationale concernant les exactions commises par les paramilitaires poussent le gouvernement colombien à négocier avec les paramilitaires. L'accord de *Santafé de Ralito* du 15 juillet 2003 promulgue un cessez-le-feu unilatéral (Dufort, 2007, p.5). La négociation se fait dans un contexte où les paramilitaires semblent être de moins en moins utiles à l'Etat par un nouvel apport de l'aide américaine, 3 milliards de dollars, pour son armée²⁶.

²⁶ Leech, Gary. « La tournure inattendue du processus de démobilisation des paramilitaires », 6 juillet 2007, www.risal-collectif.net.

Dès 2005 se met en place « la Commission Nationale de Réparation et de Réconciliation » (CNRR)²⁷ devant juger les paramilitaires. Elle n'est pour de nombreux observateurs qu'une grande « mise en scène »²⁸ servant à redorer le blason du gouvernement à l'interne, mais aussi face aux pressions internationales qui se sont faites de plus en plus critiques. Ce qui est intéressant est que de telles commissions ont déjà été mises en place dans un certain nombre de pays après une guerre civile. Néanmoins, dans le cas colombien, la guerre civile n'est pas terminée, ce qui engendre de nombreux problèmes. Le terme « impunité » ressort souvent de ce procès, particulièrement du fait que les structures et l'organisation des paramilitaires n'ont que très peu été touchées (Munera, 2007, p.302). En effet, certains groupes ne se sont pas démobilisés, d'autres ont pu maintenir leur structure, et le plus inquiétant est qu'un nombre élevé de petits groupes sont apparus et se confrontent²⁹. Ils sont appelés les « bandes criminelles émergentes », les BACRIM, et sont une sorte de « reformation » des anciennes structures³⁰.

Pour revenir à la démobilisation, elle concerne 37 blocs et plus de 30'000 paramilitaires dans un premier temps. Elle est inscrite en tant que loi 975 dite « Justice et Paix » en juillet 2005, qui met en place la CNRR ainsi qu'un cadre juridique à la démobilisation (Duclos, 2010, p.144). Durant l'accord de Ralito une réflexion est faite pour transformer l'AUC en un acteur « délinquant politique » et non comme un acteur « criminel de droit commun ». Le but étant d'ouvrir la possibilité des négociations avec l'Etat qui ne peut l'effectuer qu'avec des acteurs politiques. Néanmoins, comme exprimé précédemment, ces négociations n'aboutissent pas et obligent alors Uribe à transformer la loi. Pour l'instaurer la loi « Justice et Paix », le président Uribe abroge la loi 418 qui interdit au gouvernement de négocier avec un groupe n'ayant aucun statut politique (l'AUC n'a pas réussi à l'obtenir malgré son discours à l'Assemblée) en la remplaçant par la loi 782 qui instaure un impôt de guerre (Hylton, 2008, p.148). Ceci est intéressant du fait que

²⁷ <http://www.cnrr.org.co/>, site de la Commission Nationale pour la Réparation et la Réconciliation, consulté le 24 janvier 2012.

²⁸ « En Colombie, la comédie de la démobilisation des paramilitaires ; Négocié entre 2000 et 2006, le désarmement a permis aux milices de s'enrichir et au gouvernement Uribe de Briller », *Libération*, 26 avril 2011.

²⁹ « La Colombie, pays martyr de la guerre contre les drogues ; Bogotá est favorable à la « nouvelle approche » de la Global Commission. », *Libération*, 3 juin 2011.

³⁰ « Décodage ; La Colombie est-elle vraiment débarrassée des paramilitaires ? », *Le Monde*, 20 août 2010.

Uribe décrit régulièrement le pays comme n'étant pas en situation de guerre mais se trouvant attaquée par des groupes terroristes. Néanmoins, lorsqu'il parvient à en retirer de l'argent, cette nomination ne semble pas le perturber.

Le but de la loi « Justice et Paix » est de « légitimer et de régler le dépôt des armes et la réincorporation des groupes irréguliers paramilitaires » (Uribe, 2010, p.186). Cette loi offre aux paramilitaires la certitude d'obtenir des peines d'emprisonnement réduites (8 ans maximum) en échange du démantèlement complet de leurs forces, des aveux de tous leurs crimes et d'un démantèlement total de leurs organisations criminelles. Ceci se fait en relation avec la CNRR. Les peines de prison ne sont donc pas très importantes, surtout en comparaison des exactions commises. Le terme « impunité » ne semble donc pas être exagéré.

1.5.2 Deuxième étape, de 2006 à 2012 : la remise en question du système par la cour constitutionnelle

Un rapport des Nations Unies publie que les paramilitaires ont violé à de multiples reprises le cessez-le-feu instauré en 2003. Cependant Uribe n'en tient pas compte et désire continuer ce processus³¹. En 2006, les problèmes surgissent lorsque la Cour constitutionnelle déclare illégales certaines dispositions de la loi « Justice et Paix », comme par exemple de « déduire de la peine le temps consacré aux négociations »³², c'est la sentence C-370 (Dufort, 2007, p.40).

En outre, certains chefs AUC menacent de se retirer du processus de démobilisation si les peines de prison maximum sont augmentées et s'ils sont menacés d'extradition vers les États-Unis³³. C'est dans ce contexte de tension que le scandale de la parapolitique éclate. Uribe décide d'être plus ferme avec les chefs paramilitaires et les envoie en prison et non plus dans des résidences de campagnes. Ce scandale éclate lors des élections législatives et municipales de 2006, lorsque certains chefs, mécontents des changements des règles de la démobilisation, affirment avoir aidé des candidats du parti de Uribe à gagner. Néanmoins, le véritable déclencheur de ce

³¹« La tournure inattendue du processus de démobilisation des paramilitaires », 6 juillet 2007, www.risal.collectif.net.

³² *Ibid*, note 31.

³³ Ceci est intéressant et rappelle la période de conflit entre le cartel de Medellín et l'Etat. En effet, après que le conflit est débuté, les narcotrafiquants exigent pour entamer des pourparlers que la possibilité d'extradition vers les USA soit exclue.

scandale est la découverte des informations dans l'ordinateur de « Jorge 40 », un chef paramilitaire important, qui démontre des liens entretenus avec un grand nombre de politiciens locaux et nationaux ainsi que la mise en place de fausses démobilisations (Crisis, 2007). En effet, de fausses démobilisations ont eu lieu. Certaines personnes ont été enrôlées juste avant le début de celles-ci pour percevoir l'argent utilisé normalement pour la réinsertion dans la société. Il y a aussi des criminels et des narcotrafiquants n'ayant aucun lien avec le paramilitarisme qui utilisent ce système pour blanchir leur crimes.

Avant la démobilisation, l'accord de Ralito, non formel, a lieu afin que les chefs paramilitaires ne dénoncent que des politiciens morts ou déjà incarcérés. C'est ce que fait Mancuso dans la première phase de la démobilisation, malgré la tension qui augmente entre les chefs et Uribe.

Et on ne se mêlerait en rien des structures, de la logistique, des circuits de transports, des finances, des investissements et des alliances politiques du commandement ou d'autres aspects du paramilitarisme qui révélerait un lien de parenté avec le pouvoir officiel. (Hylton, 2008, p.162)

Néanmoins, la deuxième phase provoque des changements importants avec les témoignages des chefs paramilitaires mettant à la lumière du jour les nombreux liens entre les paramilitaires, les politiciens, les institutions de l'Etat et surtout l'armée. C'est dans ce contexte que Mancuso décide de dévoiler les liens avec le monde politique. Il parle même de relations entre le futur nouveau président M. Santos, alors ministre de la défense, et l'AUC. De plus, les médias reçoivent des enregistrements des chefs AUC depuis leur prison, produits par la police nationale, prouvant qu'ils continuent de diriger les groupuscules. Ceci montre que la démobilisation est plus une « restructuration » du groupuscule qu'un démantèlement de celui-ci³⁴. En 2006, des négociations sont effectuées entre les chefs paramilitaires pour savoir s'ils doivent continuer d'appuyer Uribe pour sa réélection. Ces pourparlers débouchent sur une volonté de continuer cette politique d'appui du parti d'Uribe mais sont cependant, par la suite, rendus publics par ces chefs (Dufort, 2007, p.7).

Néanmoins, pour éviter l'amplification du scandale, le gouvernement extradé vers les USA les plus grands chefs, jugés pour trafic de drogue. Ce choix est ambigu, il

³⁴« La tournure inattendue du processus de démobilisation des paramilitaires », 6 juillet 2007, www.risal.collectif.net.

permet d'éviter à ces chefs le jugement pour leur crime contre les droits de l'homme, aspect qui prend de l'importance durant la deuxième phase de la démobilisation, mais aussi d'éviter à l'Etat la fuite d'informations sur les liens entre les paramilitaires avec le pouvoir en place. En effet, c'est dans la période du grand dévoilement de la parapolitique par les chefs paramilitaires que Uribe décide du jour au lendemain de les extraditer aux USA. Uribe donne comme raison : « Parce que certains continuaient à conspirer pendant les procédures du tribunal Justice et Paix. Parce que d'autres ne collaboraient pas et aucun d'entre eux ne consentaient à l'indemnisation des victimes en dissimulant leur fortune. »³⁵ Cependant, le jugement n'est pas encore en cours. Ils en sont seulement à la recherche de la vérité au niveau de la procédure. Ces extraditions sont vraiment surprenantes. Ceci provoque un grand scandale car toute possibilité de comprendre ce qui s'est réellement passé est anéantie. En outre, l'extradition ne semble pas convenir aux chefs paramilitaires, car la corruption très importante en Colombie leur permet de vivre en prison de manière quelque peu décontractée, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis³⁶.

Cependant, certaines déclarations font surface. Herbert Veloza, alias HH, parle du contexte de l'AUC et démontre que l'armée les a utilisés pour effectuer des actions illégales, ce qui selon lui prouve que l'armée est tout autant responsable³⁷. Ils sont dans cette optique le « bras armé illégal » de l'Etat. Un commandant paramilitaire l'exprime pendant le jugement :

We are the unrecognized children of the State. (Crisis, 2005, p3)

1.5.3 Les échecs du processus de paix

A la suite de la démobilisation des paramilitaires, il est très intéressant de voir que la plupart des organisations, mais aussi une partie du personnel, est encore en parfait état de marche. Néanmoins cela provoque une certaine transformation du processus paramilitaire. De fortes critiques ressortent de ce processus de démobilisation, surtout avec le « rapport de la commission des droits de l'homme de

³⁵ Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, *Impunity*, Suisse, France, Colombie, 2010, 68min.

³⁶ *Ibid*, note 35.

³⁷ «Nosotros éramos ilegales y son más culpables ellos que nosotros, porque ellos representaban al Estado y estaban obligados a proteger a esas comunidades y nos utilizaban a nosotros para combatir a la guerrilla. Nosotros cometimos muchos homicidios y tenemos que responder, pero ellos también deben responder...», source : « El ejército colombiano daba apoyo a las AUC », *La Jornada*, 4 août 2008.

l'Organisation des Etat Américains » (OEA, 2006). Trois critiques principales peuvent être mises en avant.

Premièrement, les paramilitaires démobilisés ne sont pas contrôlés sur leur passé de combattant. Entre 30'000 et 50'000 soi-disant paramilitaires sont démobilisés entre 2003 et 20012, mais seulement 1'000 sont condamnés à une peine de prison³⁸. Pourtant, les estimations sur leur effectif au début de la démobilisation sont de 15'000 paramilitaires³⁹ ; qui sont donc tous ces gens ? Des preuves de l'ONU montrent que certaines personnes sont déguisées et envoyées par les chefs pour toucher les indemnités (358'000 pesos). D'autres gardent leurs meilleures armes et se rendent avec de vieilles armes de l'Est⁴⁰, et continuent par la suite de se battre. De plus, certains mafieux de base, ou de simples narcotrafiquants (Hylton, 2008, p.156), se font passer pour des paramilitaires AUC pour ainsi blanchir leurs crimes en quasi « impunité » et recevoir une peine maximum de 8 ans et surtout éviter d'être extradés aux USA (dans la première phase de démobilisation). Le rapport « Paramilitaries' Heirs » met en avant ces preuves de fausses démobilisations provenant de l'ordinateur perdu de Rodrigo Tovar, alias « Jorge 40 ». Celui-ci se rend finalement en 2006 et obtient de très bonnes conditions, d'ailleurs meilleures que tout autre chef. Human Right Watch explique que cette démobilisation n'est rien d'autre qu'un blanchiment des ressources, du pouvoir des paramilitaires et des barons de la drogues (Hylton, 2008, p.161).

Deuxièmement, très peu de données sont récoltées lors des témoignages des paramilitaires. Le questionnaire de base est connu de tous et peut être préparé à l'avance, ce qui permet de fausses démobilisations crédibles. De plus, un grand nombre de données sont perdues ou sont récoltées de manière partielle, ce qui permet aux paramilitaires qui auraient pu être condamnés pour crimes contre l'humanité d'éviter cette sentence. Les mécanismes des paramilitaires et leurs organisations ne sont pas du tout mis à la lumière du jour, ce qui leur permet de perdurer. Ainsi, les personnes se trouvant au milieu de la hiérarchie ne sont pas dénoncées. D'ailleurs, ce sont les commandants intermédiaires les plus déçus des récompenses de la

³⁸ « Décodage ; La Colombie est-elle vraiment débarrassée des paramilitaires ? », *Le Monde*, 20 aout 2010.

³⁹ « Colombie : Les paramilitaires démobilisés ? », Santiago O'Donnell, 8 novembre 2007, www.risal.collectif.net

⁴⁰ *Ibid*, note 39.

démobilisation qui ont repris les armes et reformé des groupes le plus rapidement, les fameuses BACRIM (Deniessen, 2010, p.340).

Troisièmement, les victimes sont très peu insérées dans le processus, les témoins ne sont d'ailleurs presque pas protégés, sans parler du problème des réparations qui est désastreux. Néanmoins, ce dernier problème est entrain d'être amélioré, cependant il est difficile de le juger maintenant car il en est à ses balbutiements.

1.6 La transformation des groupes paramilitaires

Pour finir cet historique du processus paramilitaire, qui a permit de mettre à jour les étapes importantes de celui-ci, l'époque plus actuelle doit être interrogée dans l'optique de savoir si le processus est complètement terminé ? La réponse à ceci est négative. En effet, deux profils semblent être l'évolution de ce processus et provient, entre autres, des erreurs de la démobilisation. Ce qui démontre que le processus paramilitaire colombien n'est pas terminé.

D'une part, les groupes paramilitaires peuvent quelque peu se légaliser en entretenant des relations plus importantes avec le monde politique, pour essayer de transformer les acquis militaires en acquis politiques et légaux. D'autre part, les groupes paramilitaires, qui ont gardé leur structure de base, peuvent reformer des groupes : les BACRIM.

1.6.1 La transformation politique

La volonté de création d'un parti politique propre aux paramilitaires est une réflexion datant du temps de leur fédération. Les trois chefs invités au Congrès avant la démobilisation affirment leur volonté de se transformer en un mouvement démocratique afin d'offrir « une alternative de vote aux électeurs» (Hylton, 2008, p.165). Ils expriment librement le fait qu'ils ont déjà pénétré le processus politique en passant en premier lieu par le niveau régional dans le but de créer un mouvement national qui « légitimerait les AUC »⁴¹. L'influence sur le monde politique leur a apporté une « emprise sur les fonds publics » (budgets et contrats municipaux) et par

⁴¹« Feared Colombian militias want political party », Reuters, 7.22.2005, <http://www.educweb.com/webnews>.

là une nouvelle source de revenus importante (Crisis, 2007, p.5). Exactement, comme le fait le système mafieux en Italie (De Saint Victor, 2008).

Les régions de base de Castaño et Mancuso (Mancuso prétend d'ailleurs vouloir faire de la politique), la Córdoba et le Magdalena Medio, voient la naissance d'un parti politique fortement lié aux paramilitaires, *Colombia Viva*, où tout opposant se présentant aux élections est supprimé (Hylton, 2008, p.156). Les visions politiques ne sont ainsi pas complètement récentes. En effet, Carlos Castaño est d'ailleurs connu pour sa performance dans les relations publiques où il met en avant l'importance des paramilitaires et leur soi-disant « légitimité » dans la contre-insurrection. Il détourne l'image d'assassins et du nombre élevé de massacres qu'ils commettent pour prouver de l'importance de l'AUC dans ce conflit (Crisis, 2007, p.4). Il a toujours voulu amené son groupe paramilitaire, l'AUC, à se transformer en groupe politico-militaire (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.198). Ceci est très important car avant que Uribe ne change la loi, les négociations avec l'Etat ne peuvent se faire qu'avec des groupuscules considérés comme politiques.

Depuis 2002, la plupart des paramilitaires entrent dans les grandes villes et taxent tous les travailleurs d'un impôt. Ils font des « nettoyages sociaux », comme ils l'appellent, qui consistent à tuer les éléments qu'ils jugent dégradants, comme les prostitués, les homosexuels, les drogués... Ceci est assez ironique du fait qu'ils contrôlent en général le trafic de drogue et la prostitution. L'accès aux villes importe beaucoup pour cette transformation car les zones urbaines sont des bastions comportant un nombre important d'électeurs. En dominant les villes, ils obtiennent de nombreuses voix pour les candidats qu'ils soutiennent. De plus, personne n'ose s'opposer à eux politiquement. Malgré la démobilisation, la plupart des grands chefs dominant encore les villes, comme Diego Murillo alias « Don Berna », « à un degré dont Escobar n'avait pu que rêver en son temps » (Hylton, 2008, p.158), certaines fois même depuis leur prison. En 2005, 35% du congrès colombien est contrôlé ou influencé par les paramilitaires (Hylton, 2008, p.160). Baez, chef paramilitaire, explique la construction des para-Etats :

Nous avons infiltré de façon permanente le processus politique, construisant des structures de pouvoir locales et régionales (...). Notre but est de survivre à la guerre, de nous transformer en un mouvement démocratique qui offrira une

alternative aux électeurs. (Hylton, 2008, p.165, provient de Luis Jaime Acosta « Feared Colombian militias want political party », Reuters 21 juillet.)

Bien que la volonté de création d'un parti politique propre aux paramilitaires ait été réfléchi, le lien avec les partis existants semble plus efficace et permet surtout de rester quelque peu en retrait d'une image publique. Cette technique a déjà été utilisée par les narcotrafiquants comme Pablo Escobar, qui remarque que la corruption et la menace des politiciens sont plus efficaces que leur présence directe dans le monde politique⁴².

Les problèmes de corruption sont donc anciens et très présents en Colombie. Ils permettent aux paramilitaires de faire pression pour obtenir ce dont ils désirent sans trop de problèmes, c'est-à-dire majoritairement la transformation des ressources illégales en ressources légales. Qui plus est, la décentralisation effectuée à la fin des années 1980 accroît le pouvoir des élus locaux. Ce qui est un grand atout pour les paramilitaires, la pression étant plus facilement appliquée sur ceux-ci que sur des politiciens de plus haut niveau. De plus, cela influence le niveau national, car la force des élus locaux est représentée au gouvernement législatif. Ceci est très important pour le parti de Uribe, largement aidé par les paramilitaires, qui réussit à battre les anciens partis traditionnels et obtenir un pouvoir important au congrès.

Un certain nombre de paramilitaires ont réussi, avec la démobilisation et leurs liens avec le monde politique, à transformer leurs immenses fortunes en ressources légales, tout en maintenant une grande influence sur leurs régions.

1.6.2 Les BACRIM

Ces nouveaux groupes trouvent leur origine durant la démobilisation. Les principales bandes sont formées majoritairement d'anciens paramilitaires et sont hiérarchisées de la même façon que les anciens groupes, ces derniers étant cependant moins bien organisés (Crisis, 2007). La plupart de ces groupes se revendiquent comme étant d'anciens AUC ne voulant pas se démobiliser ou étant déçus par cette

⁴² En effet, Pablo Escobar entre au congrès en 1982, ce qui le met en mauvaise posture car certains politiciens ont allégué son trafic. Il fini par quitter le monde politique public, après avoir cependant assassiné ses détracteurs. Néanmoins, il continu de faire pression sur le monde politique mais de manière indirecte, par le financement, la corruption et la menace (Pablo Escobar, King of Cocaine, Steven Dupler, Colombia, 1998, Parco Film).

démobilisation. Tous ces groupes ont en commun d'être liés à des activités illégales comme le narcotrafic et la contrebande (Crisis, 2007, p.7). Néanmoins, ils ne fonctionnent pas de manière similaire suivant les régions (Crisis, 2007, p.17). Certains s'opposent encore quelque peu aux guérillas, d'autres ne touchent qu'au trafic de drogue et d'autres encore désirent dominer des territoires autant socialement que politiquement, même s'ils peinent à avoir la même influence que les AUC ont exercé sur les communautés (Crisis, 2007, p.17).

L'entrée dans les villes transforme le processus paramilitaire qui voit apparaître une nouvelle génération de paramilitaires influençant fortement les BACRIM. Ils ne sont plus munis d'habits militaires et lourdement armés mais se fondent dans la masse civile. Lors de la dernière élection municipale, le 30 octobre 2011, un grand nombre de maires liés aux BACRIM ou aux paramilitaires a été élu. Les élections ont d'ailleurs été très violentes.

Selon l'ONG Mision de observacion electoral, 41 candidats ont été assassinés pendant la campagne, 87 menacés, 22 visés par des attentats et 7 enlevés. L'Instituto de Estudios para el desarrollo y la Paz (INDEPAZ) estime que les bandes criminelles sont présentes dans 347 municipalités et 31 départements [sur 32].⁴³

Le gouvernement a dressé une liste des « bandes criminelles émergentes »: *Urabeños, Rastrojos, ERPAC, Paisas, Machos, New Generation*, le groupe de *Magdalena Medio et Renacer* (ONU, HRW, 2010, p.5)⁴⁴. Ce qui est intéressant est que l'Etat différencie fortement ces groupes de l'ancienne organisation AUC. Pour l'Etat, les paramilitaires n'existent plus car ils sont démobilisés. Dès lors, l'Etat a créé la dénomination « bandes criminelles émergentes au service du trafic de drogue » (ONU, HRW, 2010, p.5), ceci malgré la similitude des groupes avec les paramilitaires. En effet, comme le montre le rapport Crisis de 2007:

While taking some 32,000 AUC members out of the conflict has certainly altered the landscape of violence, there is growing evidence that new armed groups are emerging that are more than the simple "criminal gangs" that the government describes. Some of them are increasingly acting as the next generation of paramilitaries (Crisis, 2007, p.i).

⁴³ Colombie : les paramilitaires montrent leur force aux municipales, Patrick Bèle, 1.11.2011, blog : *Le figaro*.

⁴⁴ En comparaison, selon le rapport INDEPAZ, les principales bandes émergentes sont : l'ERPAC, Loco Berrera, Los Aiguilas Negras, las Rondas Campesinas Populares. Mais aussi des plus petits groupes : Los Urabeños, Caique Pipinita, Autodefensas del Llano, Autodefensas del Caserme, Nueva Generacion, Los Paisas, Oficina de Envirado, Renacer, etc

Un autre élément intéressant est que le groupe « Aiguilas Negras » n'est pas identifié comme bande importante par le gouvernement, il est pourtant fortement présent dans les médias ou les interviews.

Selon de nombreuses sources, cette émergence des BACRIM est le résultat de l'échec et des erreurs du gouvernement colombien lors de la démobilisation de l'AUC⁴⁵. Ce qui était prévisible selon Human Right Watch (ONU, HRW, 2010, p.5). La raison de l'émergence de ces groupes est « in large part due to the Colombian government's failure to dismantle the AUC's criminal networks and Financial and political support structures during the demobilizations.» (ONU, HRW, 2010, p.6) Un des membres de cette enquête conclue :

*L'administration Uribe n'a pas traité l'essor des groupes issus des paramilitaires avec le sérieux que le problème exige. [...] Le gouvernement a pris quelques mesures pour affronter ces groupes, mais sans fournir un effort soutenu et significatif visant à protéger les civils, mener des enquêtes sur les réseaux criminels de ces groupes, saisir leurs avoirs et traquer les complices.*⁴⁶

Ce rapport d'Human Rights Watch de 2010 met en avant de forts liens entre les BACRIM, l'armée et les politiciens ; ces deux derniers tolèrent ces groupuscules voire travaillent avec eux. Le rapport montre que ces groupes sont bien les héritiers des paramilitaires AUC. Le rapport Crisis de 2007 en arrive à la même conclusion, les BACRIM sont soit des groupes non-démobilisés, soit des groupes créés après la démobilisation mais composés de personnel déçu de la démobilisation. L'Etat a cependant voulu évité cette « rechute » et a quelque peu transformé son programme de réinsertion des anciens combattants pour éviter ces problèmes en 2006 (Crisis, 2007, p.22). Cependant, cela ne semble pas avoir fonctionné aujourd'hui, car les BACRIM sont toujours là et de plus en plus dangereux en 2012.

Ces groupes sont de plus en plus en contact avec des « puissantes organisations criminelles » mais aussi suivant les intérêts avec les guérillas (Crisis, 2007, p.ii). Ils infligent tout autant de violence à ceux qu'ils jugent comme subversifs et pratiquent aussi les « nettoyages sociaux », comme l'AUC. Un des principaux problèmes est le déplacement forcé de la population, qui leur permet de dominer les terres. La terre

⁴⁵ Les problèmes sont décrits dans le chapitre 1.5.3.

⁴⁶ « Héritiers des paramilitaires : Le nouveau visage de la violence en Colombie », Rapport de presses de Human Rights Watch sur leur document « Paramilitaries' Heirs : The New Face of Violence in Columbia », 3 février 2011.

est toujours centrale dans les conflits colombiens depuis son indépendance. Selon la police nationale, 4'000 membres sont répartis dans 24 des 32 départements, ce qui est largement en dessous des statistiques des ONG qui estiment les chiffres à plus de 10'000 membres (ONU, HRW, 2010, p.5). Le rapport l'INDEPAZ estime le total à environ 6'000 hommes, appuyés par 7'400 à 12'000 sympathisants, et le gouvernement entre 2'000 et 3'800 hommes⁴⁷. Ce qui explicite bien le problème à trouver de véritables chiffres concernant un tel objet d'étude. A la différence des anciens paramilitaires, il est cependant plus probable de les voir s'opposer à l'Etat central.

L'Etat, en réponse à ce problème, décide de construire un certain nombre de nouveaux postes de police, renforce l'armée et crée une unité de police spéciale, très mobile, pour étendre la présence de l'Etat dans les régions à risque face à ces « nouveaux » groupes depuis 2006 (Crisis, 2007, p.20). Le but est de combler le vide de pouvoir de l'Etat dans les régions locales mais aussi des anciennes structures paramilitaires démobilisées. C'est majoritairement la police qui est privilégiée pour lutter contre les BACRIM et non les militaires (ONU, HRW, 2010) Il y a donc un développement de la présence de « l'Etat de droit » au niveau régional dans des zones qu'ils ne contrôlaient pas jusque-là (ONU, HRW, 2009, p.6) En outre, ces nouveaux groupes sont poursuivis comme des criminels ordinaires, ils sont considérés comme une « mafia » (Crisis, 2007, p.25) et ne peuvent pas bénéficier de la loi « Justice et Paix » légalement. Néanmoins, un grand nombre de forces de sécurité de l'Etat entretiennent des relations avec ces groupes ou du moins les tolèrent (Crisis, , 2007, p.20). La réponse de l'Etat face à ces nouveaux groupes est inefficace. Le rapport Crisis met en avant le fait que l'Etat doit multiplier les moyens pour lutter contre ces groupes car ils ne sont pas homogènes (typologie explicitée par la suite entre émergents, réarmés, dissidents) (Crisis, 2007, p.27). L'année 2010 a vu 17'000 homicides en Colombie qui sont pour 47%⁴⁸ commis par ces groupes. Bien sûr, ces chiffres sont difficiles à vérifier.

⁴⁷ Centre Français de recherche sur le renseignement, Note d'actualité n°231, Colombie : Les groupes paramilitaires criminels, Alain Rodier, octobre 2010, www.cf2r.org.

⁴⁸ Colombie : les paramilitaires montrent leur force aux municipales, Patrick Bèle, 1.11.2011, blog le figaro.

Le processus paramilitaire n'est donc pas terminé. Cependant, la démobilisation fait émerger une chose intéressante. C'est une remise en cause de la quasi « impunité » des élites en Colombie, qu'elles soient politiques, militaires ou économiques. La crise de la « parapolitique » mène en prison un certain nombre de politiciens, la plupart étant du parti au pouvoir. Cependant, les dernières élections montrent bien que la société n'est que très peu choquée par ces liens et renouvelle son soutien envers le parti au pouvoir, ceci par l'élection de Santos ancien bras droit de Uribe.

Les groupes paramilitaires n'ont pas baissé leurs armes et contrôlent encore des régions militairement et économiquement. Dans d'autres régions, la démobilisation mène à un vide de pouvoir, non remplacé par l'Etat, faisant apparaître de nouveaux groupes. Groupes qui utilisent toujours le trafic de drogue afin de s'autofinancer (Deniessen, 2010, p.341). Il y a donc trois types de nouveaux groupes liés aux paramilitaires selon la CNRR : les dissidents, les réarmés et les émergents. En voici leur définition :

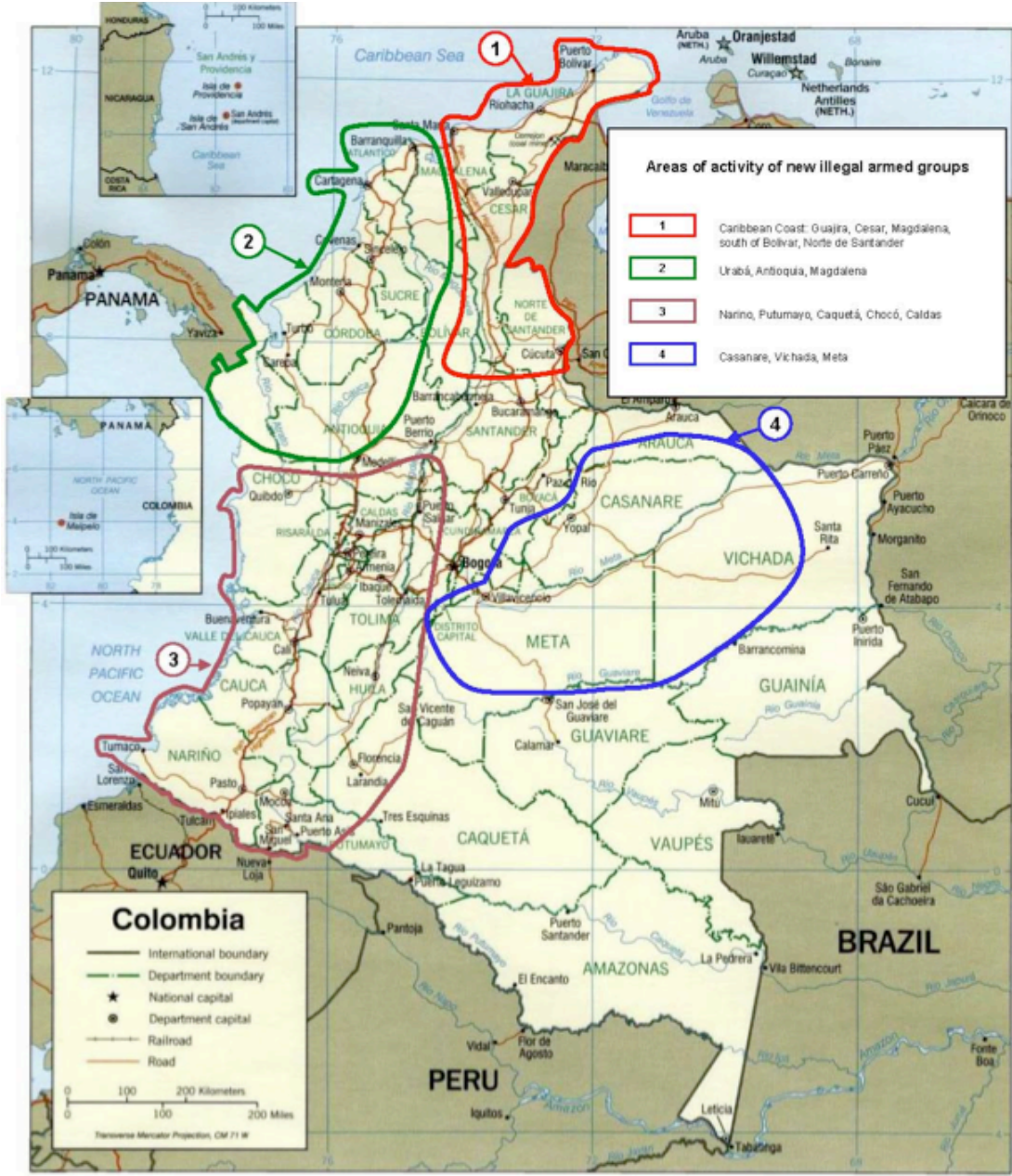
The dissidents are groups or parts of blocques that formed part of the AUC but did not demobilize. The rearmed are persons or groups of demoblized that relapsed into activities related to organized crime, narcotics trafficking, or common crime through existing or new groups. The emerged are groups that already existed but their visibility was low due to the presence of the AUC, were constituted after the demobilization of the AUC, or took advantage of the power vacuum that was left after the demobilization of the AUC. (Deniessen, 2010, p.342)

Pour conclure :

More political will and investment are needed to make the reintegration process a success. So far the process has not brought about the dismantling of all paramilitary structures and therefore non-repetition is not guaranteed. This would require "decisive action to put an end to the huge economic power bases in the hands of the main paramilitary leaders." In the current context, where there is not enough political support for bringing to justice all those responsible for human rights violations, there is a danger that impunity instead of justice will characterize the process. In addition, the government has not been successful in reestablishing state presence across the country. This power vacuum has provided comfortable spaces for new armed groups to emerge. (Deniessen, 2010, p.344)

Cette conclusion est inquiétante pour l'avenir du pays. Même si le processus paramilitaire émane de l'Etat, il lui échappe complètement par la suite. De plus, il semble qu'il soit devenu prégnant à cette société, et ceci par une facilité d'adaptation importante aux différents contextes.

La carte qui suit montre que les nouveaux groupes sont actifs sur une grande partie du territoire colombien, sauf dans le sud majoritairement dominé par les guérillas.



Source : Crisis, 2007, p.29. Carte : University of Texas at Austin, The General Libraries.

CHAPITRE II : Le fonctionnement, la structure et l'organisation des paramilitaires

Ce deuxième chapitre s'intéresse aux bases du processus et de l'organisation paramilitaire. Après avoir mis en avant l'histoire des paramilitaires à travers les étapes importantes de leur processus dans le chapitre précédent, il est important de mettre en lumière l'organisation elle-même à travers son fonctionnement, sa structure mais aussi en comparaison aux autres acteurs principaux de ce contexte.

Ce chapitre se divise en deux parties principales. La première étudie le fonctionnement des paramilitaires à travers les facteurs de formation, de consolidation et de maintien ; elle questionne ensuite la structure de ceux-ci avec en plus une mise en lumière des principaux groupes. La deuxième compare les paramilitaires aux deux autres acteurs importants dans ce contexte, l'armée et les guérillas, et dévoile les différentes relations qu'entretiennent les paramilitaires au sein de l'Etat colombien. Ce qui permet d'apercevoir la spécificité de cet acteur.

2.1 Qui sont véritablement les paramilitaires et comment fonctionnent-ils ?

Ce sous-chapitre s'intéresse à l'organisation en elle-même, pour comprendre les facteurs importants qui ont permis à ce processus de se mettre en place et se développer, pour pouvoir ensuite s'interroger sur la structure du paramilitarisme : est-elle homogène ? De plus, il aborde les principaux groupes paramilitaires qui importent dans ce processus et influencent sa transformation.

2.1.1 Facteurs de formation, de consolidation et de maintien

Les différents facteurs importants du processus paramilitaire trouvent un rapport avec le cadre théorique. En effet, ce sont bien les différents monopoles primordiaux dans l'histoire d'une organisation visant le pouvoir sur un territoire qui sont importants pour les paramilitaires. La formation, la consolidation et le maintien des groupes paramilitaires trouvent une base commune : les monopoles de l'impôt et de la force. Dans le contexte colombien, comme vu à de nombreuses reprises, ces monopoles ne sont pas entièrement constitués par l'Etat, ils sont encore concurrencés par un grand nombre d'acteurs. Cependant, ce ne sont pas les seuls facteurs qui entrent en ligne de compte pour la formation du paramilitarisme. Les principaux

facteurs de formation tiennent en l'habitude de la population à se défendre par ses propres moyens à l'aide d'armes, la volonté de l'Etat à trouver une solution contre-insurrectionnelle et la volonté des élites à s'autodéfendre. Les facteurs de consolidation et de maintien sont plus économiques et se basent sur les ressources importantes liées au narcotrafic mais aussi par l'influence des paramilitaires sur le monde politique.

Les facteurs de formation se basent donc principalement sur la violence, qui est à rechercher dans le climat d'insécurité important en Colombie. En effet, depuis son indépendance au début du 19^{ème} siècle, le pays est bercé par des conflits internes presque constants. Les conflits ayant eu lieu dans ce pays sont connus pour leur extrême violence, mais il est intéressant de remarquer qu'ils n'ont pratiquement jamais mené à un coup d'Etat, le fonctionnement démocratique est resté en place. Pour sécuriser des zones, des terres ou des populations, des groupes civils se sont armés. Ils ont certaines fois été payé pour faire ce travail. Le gouvernement central n'a jamais pu posséder le monopole de la violence dans l'entièreté du territoire et a donc dû laisser sa population se débrouiller. L'habitude de se défendre par ses propres moyens est donc un des facteurs de formation des paramilitaires. En effet, une structure d'autodéfense civile existe depuis très longtemps en Colombie.

En outre, c'est dans ce contexte que les Etats-Unis élaborent la doctrine de la « sécurité nationale » dans le but de lutter contre les ennemis internes, avec comme stratégie principale les groupes paramilitaires. Il faut se rappeler que les Etats-Unis ont une grande influence sur le gouvernement colombien. En effet, c'est bien dans les années 60 que les premiers groupes paramilitaires se créent dans un but contre-insurrectionnel sous la direction de l'armée.

En Colombie, le développement initial du paramilitarisme contemporain se situe entre les années 1960 et 1980, période au cours de laquelle la légitimité, la constitutionnalité et la légalité de la stratégie paramilitaire sont défendues publiquement. (Dufort, 2007, p.2)

La formation de ces groupes est fortement liée à l'importance des élites économiques dans ce pays. La Colombie est depuis très longtemps influencée par les grands propriétaires terriens qui disposent de la majeure partie du territoire. Depuis toujours, le pouvoir colombien est relié au système de l'*hacienda*, basé sur les propriétaires fonciers et l'exploitation de la main d'œuvre qui représente la majeure partie de la

population (Hylton, 2008, p.39). Les propriétaires fonciers, les grands éleveurs mais aussi par la suite les narcotrafiquants forment l'élite économique et détiennent des ressources très importantes. Dans le climat d'insécurité important, présenté plus haut, mais aussi avec l'arrivée des guérillas, ces différentes élites désirent défendre leurs intérêts de manière autonome, car le gouvernement central ne leur permet pas cette sécurité.

Pour résumer, la création des paramilitaires est due à la volonté des élites économiques de protéger leurs intérêts de manière autonome, ceci car l'Etat ne parvient pas à détenir le monopole de la violence sur son territoire, provoquant un climat d'insécurité important.

Les facteurs de consolidation et de maintien de la puissance des paramilitaires se basent eux sur des aspects économiques et politiques. Le monopole de l'impôt, à la différence de l'émergence des Etats, se trouve détourné dans le cas des paramilitaires. Il n'est pas centré sur l'impôt comme le font les Etats, même si les paramilitaires effectuent aussi un prélèvement sur la population dans les territoires qu'ils dominent, mais prélevé majoritairement sur le trafic de drogue. Il faut considérer que, dans l'optique de consolider ou d'augmenter leur pouvoir, les paramilitaires ont eu besoin de financements toujours plus grands. Avec le temps, les paramilitaires ont quelque peu remplacé les différentes élites économiques, ce qui leur a procuré d'importantes ressources. Dans les années 1980, les narcotrafiquants ont fortement investi dans l'immobilier, ce qui les a enrichi et transformé en propriétaires terriens (Crisis, 2005, p.13). Ils ont de plus utilisé les groupes paramilitaires pour spolier des terres. Finalement, ces propriétés sont retombées aux mains des paramilitaires lors de la reprise des avoirs des cartels et leur a procuré d'énormes fortunes. A la différence des guérillas, les paramilitaires ont beaucoup mieux organisé le trafic de drogue au moment de leur apogée à la fin des années 90, ce qui les a énormément enrichi.

En septembre 1997, l'Observatoire géopolitique des drogues de Paris informait que la majorité de la cocaïne arrivant dans les ports espagnols, belges et hollandais provenait des zones côtières colombiennes contrôlées par les AUC. Comme en témoigne un sénateur, on insiste peu sur le fait pourtant avéré que les AUC sont «un

nouveau cartel mafieux et militarisé (...) principal exportateur de cocaïne du monde.⁴⁹

Les paramilitaires disposent de liens transnationaux pour ce trafic, ceci en héritage des anciens cartels mais aussi du fait que certains chefs paramilitaires sont d'anciens narcotrafiquants reconvertis dans le paramilitarisme. Ils ont réussi à obtenir un couloir, partant de la base de production des drogues jusqu'à des territoires et moyens d'exportations dans le nord, soit par l'océan en bateau ou soit par l'air en avion (Labrousse, Figueria, Cruise, 2008, p.7). Cette traversée a été gagnée par une lutte contre des groupes narcotrafiquants mais aussi face aux guérillas.



Source : Labrousse, Figueria, Cruise, 2008, p.7.

⁴⁹ Hernando Cavallo Ospina, « Les paramilitaires au cœur du terrorisme d'Etat colombien », *Le Monde diplomatique*, avril 2003, p.5.

En outre, il y a dans ce contexte une augmentation des surfaces cultivées pour la cocaïne (Labrousse, Figueria, Cruise, 2008, p.4). Les bénéfices sont énormes et suffisent aux paramilitaires à se maintenir mais surtout à se développer et s'autonomiser. Ces ressources ont permis aux paramilitaires d'évoluer en contrôlant plus de territoires et en enrôlant un plus grand nombre de combattants (Labrousse, Figueria, Cruise, 2008, p.4). D'ailleurs, la conquête des territoires des paramilitaires est liée aux zones ayant des intérêts économiques, soit au niveau du trafic de drogue soit au niveau pétrolier (Labrousse, Figueria, Cruise, 2008, p.9). De plus, le pétrole, surtout dans la partie nord de la Colombie vers le Venezuela, est une source de financement très importante pour les paramilitaires, ceci à partir des années 2000 avec la perforation des pipelines et la récolte de cet « or noir » de manière illégale (ONU, HRW, 2001, p.5). Il est possible, selon F. Hylton, de mettre en relation la courbe de l'influence des paramilitaires et celle de la production de la cocaïne, celles-ci se superposant (Hylton, 2008, p.132). Ce qui démontre et souligne l'importance et l'implication des paramilitaires dans le trafic de drogue. Le financement des paramilitaires, qui leur a permis de se développer fortement, est donc principalement lié au trafic de drogue en pleine expansion pendant ce contexte. Carlos Castaño, chef des AUC, affirme que 70% des revenus des paramilitaires proviennent de la drogue, que ce soit par la protection de domaine ou le trafic direct (Dufort, 2007, p.3). C'est par cet argent que les paramilitaires ont pu se doter d'une bonne logistique et d'armements, mais aussi mieux entraîner leurs soldats avec des entrepreneurs de guerre privés, surtout israéliens et britanniques (Crisis, 2005, p.15). Il y a également l'apport de contribution des élites économiques locales (éleveurs, industriels, transports, ...) mais aussi des grandes entreprises multinationales. Les paramilitaires se font payer un « impôt » par ces différents acteurs et les protègent en contrepartie contre tout ennemi en voulant à leurs intérêts. Cependant, ils agissent aussi à la manière d'un système mafieux par la menace en cas de non-paiement. Chiquita a été condamnée aux Etats-Unis pour avoir entretenu des liens avec l'AUC, considéré après 2001 comme groupe terroriste (Crisis, 2007, p.4)⁵⁰. Nestlé est en court de procès en Suisse pour les mêmes raisons.

⁵⁰ <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB217/index.htm>, site de la *Georges Washington University*, Documents déclassifiés de la NSA concernant la relation entre Chiquita Brands International et l'AUC

Il y a donc une transformation importante du paramilitarisme au milieu des années 90, provenant d'une ressource financière considérable leur permettant une certaine autonomie.

C'est entre 1993 et 1997 que le financement illicite, de simple moyen d'appui à la lutte contre insurrectionnelle, devient un objectif prioritaire pour bon nombre des milices paramilitaires. L'instrumentalisation du narcotrafic offre des ressources importantes à ces groupes et leur permet de se développer. Des organisations paramilitaires acquièrent une dynamique à l'échelle régionale et un certain pouvoir économique et politique. Il en découlera un degré d'autonomie considérable, un programme politique propre et une certaine distanciation face aux élites traditionnelles. (Dufort, 2007, p.3)

Un autre facteur intéressant de consolidation mène à une transformation des paramilitaires et permet son maintien, c'est la relation avec le monde politique. Il y a une volonté d'entrer ou du moins d'influencer la politique à la fin des années 90 :

La période d'expansion du paramilitarisme, entre 1999 et 2003, représente l'apogée du pouvoir des paramilitaires. Ces derniers témoignent alors d'une préoccupation manifeste pour le processus politique et électoral. Ils y transposent systématiquement les gains militaires en influence sur le pouvoir politique local, régional et national. De cette manière, la stratégie paramilitaire, son articulation au narcotrafic et la cooptation des élites locales entraînent la formation d'un vecteur politique important. De façon inédite, les assises des deux partis traditionnels (libéral et conservateur) furent déstabilisées par la consolidation de nouveaux intérêts entre les différents acteurs. (Dufort, 2007, p.4)

Tout cela vise à légaliser d'une part les acquis des paramilitaires et d'autre part à influencer les négociations pour la future démobilisation. C'est une stratégie efficace compte tenu du faible taux de condamnation lors de la démobilisation malgré la violence des crimes commis et le faible taux de remboursement et de perte de ressources des paramilitaires.

De plus, il faut concevoir dans ce processus paramilitaire l'importance de l'Etat pour le maintien. L'Etat, conscient de ses carences au niveau de la sécurité interne, décide durant certaines périodes de légaliser les groupes paramilitaires, comme vu précédemment dans l'historique. La première fois entre en 1965 et 1989, période lors de laquelle l'armée obtient le droit d'armer des groupes civils, puis entre 1994 et 1997 avec les CONVIVIR. L'Etat semble donc très intéressé par l'appui des groupes paramilitaires dans son territoire, ceci permettant de maintenir et développer ses groupes. Les périodes de retour dans l'illégalité ne sont jamais émises par le gouvernement mais proviennent d'oppositions de la Cour constitutionnelle. Il faut donc percevoir que ces périodes de légalité permettent aux paramilitaires de se

développer fortement, ceci par un apport d'armements fournis par l'Etat mais aussi par des entraînements directs fournis par l'armée ou d'autres mercenaires privés.

Il y a selon P. Lazzeri trois raisons ou facteurs qui « ont déterminé la formation et la consolidation des paramilitaires » (Lazzeri, 2004, p.49). Premièrement, les élites régionales se sentent menacées par les guérillas au niveau politique et économique. Deuxièmement, il y a concurrence pour le contrôle des ressources entre les guérillas et les narcotrafiquants. Et troisièmement, l'Etat est en situation soit d'absence, soit de faiblesse structurelle ou de fragmentation des pouvoirs (Lazzeri, 2004, p.49). Les premiers et derniers facteurs sont très intéressants et ne datent pas seulement de 1980, comme le soulève l'auteur, mais peuvent déjà être perçus plus tôt, dès les années 60 comme vu précédemment. Le deuxième point est certainement important, mais il est difficile de le généraliser. Il semble plus pertinent d'en percevoir la raison comme étant le contrôle du trafic de drogue et non pas la concurrence entre les FARC et les narcotrafiquants. Néanmoins, ceci permet de confirmer les analyses de ce travail, qui arrivent aux mêmes conclusions mais de manière plus fournies avec cette idée supplémentaire de culture ou d'habitude de la population à s'autodéfendre, et ceci par les armes.

Il y a donc un certain nombre de facteurs importants qui permettent de comprendre le processus paramilitaire, et ceux-ci sont liés majoritairement au cadre théorique.

2.1.2 Homogénéité ou hétérogénéité du paramilitarisme ?

La question de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité des paramilitaires en Colombie est centrale dans ce travail. Il est important de s'y attarder quelque peu car c'est l'acteur principal de cette analyse. Il est difficile de percevoir le phénomène paramilitaire comme étant une et une seule organisation parfaitement homogène durant son histoire.

The paramilitaries were never a homogenous organisation but rather a marriage of interests between powerful local warlords, drug barons, organised crime, members of local political and economic elites and counter-insurgent groups. (Crisis, 2007, p.3)

Cependant, la définition d'Adam Jones, de part sa généralité, amène un grand nombre de différents groupuscules à se définir en tant que groupes paramilitaires. Dès lors, ceci démontre la pertinence d'un tel choix de définition. Les différences au

sein des groupes paramilitaires se retrouvent au niveau de leur organisation, leur origine, leur fonctionnement ou simplement leur raison d'être. « Though paramilitarism is an extremely variegated phenomenon, due to its regional and/or localistic character, it exhibits some invariants» (Crisis, 2005, p.3). Néanmoins, l'analyse de ce travail de mémoire se concentre sur les paramilitaires, non pas en tant que groupe mais en tant que processus. C'est dans cette réflexion basée sur le processus paramilitaire en Colombie que l'homogénéité de celui-ci devient évidente.

Comme aperçu dans l'historique, les origines des groupes paramilitaires diffèrent quelque peu, surtout dans la raison d'être de ces groupes. Certains blocs ont été formés pour lutter directement contre les guérillas et d'autres pour défendre des propriétaires terriens ou des trafiquants de drogue. Cependant, dans la réflexion basée sur le processus paramilitaire, à l'origine de leur création, l'objectif principal est de protéger des territoires, des populations, des ressources ou des intérêts importants appartenant à des élites économiques ou à l'Etat contre tout élément jugé subversif par leurs commanditaires. Les différents groupes ne sont pas du tout organisés ni hiérarchisés dans ce contexte. C'est l'armée qui discipline et organise les groupes paramilitaires.

Building an organised force with hierarchy and combat capacity involved direct army participation. Between 1981 and 1983 the army developed an organisational blueprint for the paramilitary, and an energetic recruitment campaign took place. (Crisis, 2005, p.11)

Par la suite, ces différents groupes paramilitaires ont la volonté de se maintenir et procèdent, dans les grandes lignes, de manière similaire pour perdurer. La volonté de se maintenir, mais aussi d'augmenter leur puissance et leur force, correspond à un moment clef du processus paramilitaire. Pour ce faire, il leur faut trouver des moyens de plus en plus importants. C'est-à-dire trouver les moyens de subvenir à leur propre besoin sans dépendre uniquement d'une instance supérieure ou d'un commanditaire. C'est par la prise de pouvoir des différents trafics mais aussi par l'expropriation et la conquête de terres qu'ils y parviennent⁵¹. En effet, ceci leur permet d'obtenir des ressources suffisantes pour conserver leur acquis et même augmenter leur puissance. C'est dans cette optique que la conquête d'un territoire toujours plus grand a été possible, avec comme finalité le contrôle du nord du pays et d'un chemin de la

⁵¹ Rapport de l'équipe de recherche sur le terrorisme et l'antiterrorisme, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, <http://www.erta-tcrg.org>, consulté le 5.1.12.

drogue. Cette volonté de maintien et d'augmentation de puissance par le trafic de drogue et les valeurs foncières est propre à la majorité des groupes paramilitaires durant la fin des années 80 et le début des années 90 et abouti à la fédéralisation.

La fondation de l'AUC est une phase importante d'unification et de centralisation des différents groupes mais aussi l'étape permettant la création de ce couloir de la drogue. Ceci provient de l'augmentation de terres et d'effectifs due à l'unification et leur permettant de conquérir les territoires manquants.

Attempts to unify these diverse actors under a sole command with a political identity began in the early 1990s. In the following fifteen years, the paramilitary federation massively expanded its power across the country in all sectors of society. (Crisis, 2007, p.3)

Cette unification permet une avancée dans l'optique de devenir un acteur important dans le conflit interne en Colombie. En effet, l'idée est de transformer ces différents groupes paramilitaires en un acteur politique important et homogène. Mais pour ce faire, il est primordial d'être perçu et considéré comme un acteur légal et légitime. La légitimité découle du nombre important de personnes se définissant comme membre de l'AUC et par le nombre de territoires sous leur commandement. Au niveau légal, le but est de créer un agenda commun avec comme objectif final l'entrée en politique afin de légaliser tous les gains obtenus de manière illégale (Dufort, 2007, p.4). L'élection d'Uribe à la présidence est une progression dans cette visée. En effet, c'est à sa demande que les principaux chefs paramilitaires obtiennent une entrevue au parlement Colombien où ils se décrivent comme un acteur important du conflit voire comme un acteur indispensable à la lutte contre les guérillas, des « héros de la démocratie » selon Salvatore Mancuso (chef des AUC à cette époque)⁵². Ce sont les prémices de la démobilisation dans lesquelles « ils doivent convaincre de la légitimité de leur lutte »⁵³. Ceci permet de montrer qu'ils sont un acteur important et apporte une certaine image de légalité avec cette réception publique par le monde politique. Néanmoins, comme vu dans l'historique, ceci n'abouti pas ce qui force Uribe à abroger la loi pour entrevoir les négociations.

⁵² « La paramilitarisation de la Colombie », Rafael Ballén, 26 novembre 2004, www.risal.collectifs.net et Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, *Impunity*, Suisse, France, Colombie, 201, 10min.

⁵³ Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, *Impunity*, Suisse, France, Colombie, 2010, 10min.

Néanmoins, il ne faut pas considérer l'AUC comme une organisation parfaitement homogène et hiérarchisée. De nombreux conflits internes existent, surtout basés sur le leadership et sur le problème du contrôle de la drogue (Lazzeri, 2004, p.50). Certains groupes, pourtant sensés être unifiés, perçoivent des objectifs encore différents. Certains ont une véritable volonté de se transformer en leader du trafic de drogue sans autre finalité et recherchent un monopole dans ce domaine par une lutte contre tout groupe opposant. D'autres veulent maintenir leurs acquis dans le trafic de drogue mais accroître leur rôle contre-insurrectionnel en luttant de manière accrue contre les guérillas. A la suite de la disparition de Carlos Castaño, chef de l'AUC à sa fédéralisation, la reprise du pouvoir par Salvatore Mancuso et Ernest Baez amène des distensions entre les différents chefs de blocs qui remettent en cause cette prise de pouvoir (Lazzeri, 2004, p.52-53). Comme déjà aperçu, malgré la hiérarchisation de l'organisation par la fédéralisation, les chefs de chaque bloc détiennent encore un pouvoir décisionnaire et organisationnel assez important (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.196). Pour finir, il faut percevoir que la démobilisation reste confinée au choix du commandant de bloc, certains groupes se démobilisent directement, d'autres groupes le font par la suite et d'autres jamais.

Pour résumer, il est possible de voir le paramilitarisme comme étant homogène. La création des paramilitaires débute dans les années 1960, par une volonté des élites économiques de se protéger. Puis une augmentation du pouvoir des paramilitaires se fait dans les années 1990, par une certaine autosuffisance financière provenant majoritairement de la reprise à leur compte du trafic de drogue, avec à la clef la fédération des groupes dans l'optique de transformation politique. Pour finir, une double option se présente : la transformation politique (par la démobilisation) ou les BACRIM. En reprenant la définition d'Adam Jones, il est possible de considérer différents groupes, faisant partie du processus paramilitaires décrit dans l'historique, comme relevant de cette définition. Ceci montre tout l'intérêt de cette définition très générale. En outre, c'est dans une réflexion focalisée sur le processus paramilitaire général, et non des différents groupes, que ce travail se base.

2.1.3 Les principaux groupes paramilitaires

Dans ce sous-chapitre, trois groupes paramilitaires sont mis en avant. Ceci malgré le fait que l'analyse de ce travail ne se concentre pas sur les groupes

paramilitaires en tant que tel mais bien sur le processus paramilitaire. Cependant, ce passage est important car il permet de comprendre la création de trois groupes principaux ayant amené une transformation du paramilitarisme. Ces trois groupes étudiés sont la « maison Castaño », l'*Asociación Campesina DE Ganaderos y Agricultores del Magdalena Medio* (ACDEGAM) et le groupe *Muerte a Secuestradores* (MAS).

Le MAS est le premier groupe paramilitaire, créé en 1981, en lien direct avec les narcotrafiquants. En effet, ce groupe est créé sous l'impulsion de 200 narcotrafiquants pour éliminer les kidnappeurs appartenant aux guérillas (Hylton, 2008, p.98-99). C'est à la suite de l'enlèvement de Marta Nieves Ochoa par la guérilla du M-19, du clan Ochoa qui est associé à Pablo Escobar, que les narcotrafiquants, les éleveurs de bétail, les élites industrielles et les propriétaires fonciers décident de fonder ce groupe dans la région de Medellin (Labrousse, Figueira, Cruise, 2008, p.5). Néanmoins, l'armée a son importance, par l'intermédiaire du lieutenant-colonel Jaime Arteaga Sánchez, qui entre également dans la négociation pour la création d'une telle organisation (Crisis, 2005, p.11). Le MAS travaille «rapidement très étroitement avec l'armée colombienne qui ira jusqu'à leur fournir légalement des armes jusqu'en 1989 » (Labrousse, Figueira, Cruise, 2008, p.6). L'objectif final est d'éliminer les différentes guérillas qui taxent les élites mais aussi les plus petits commerçants. Il faut percevoir que ce groupe effectue les premiers « nettoyages sociaux » dans les villes. Le succès de ces différents groupes est par la suite reproduit dans d'autres régions :

It was the narcotraffickers who took the initiative to create an armed group, Muerte a Secuestradores (MAS, Death to Kidnappers) by 1981, whose success acted as a catalyst in the formation of similar organisations in other regions. The MAS had regional expressions, that acted as a franchise. (Crisis, 2005, p.5)

Les éleveurs de bétail, les propriétaires terriens et les commerçants d'émeraudes créent également des groupes indépendants des narcotrafiquants, comme en 1983 dans le Magdalena Medio avec l'ACDEGAM, l'Association Paysanne d'Agriculteurs et d'Éleveurs de bovins du Magdalena Medio. C'est un « projet politique, social, économique et militaire visant à combattre la subversion face aux

enlèvements et aux extorsions réalisés par les FARC »⁵⁴. Ce groupe sans discipline, composé de paysans sans base militaire, se transforme à la suite de liens avec l'armée en une organisation hiérarchisée, avec des paysans entraînés militairement et idéologiquement professionnels (contre la peur de la guérilla ; par un apprentissage moral et religieux, philosophique) (Crisis, 2005, p.11). Tout ceci démontre l'importance de la socialisation amenée par les organisations paramilitaires à leurs soldats.

La deuxième organisation importante ne peut pas être considérée comme un véritable groupe, néanmoins c'est une famille primordiale dans le processus paramilitaire. La « maison Castaño » est représentée par trois frères : Fidel, Vicente et Carlos, qui ont créé plusieurs groupes paramilitaires. Ils vouent une haine très importante aux FARC qui ont enlevé leur père Don Jesús et l'ont tué malgré avoir perçu deux fois la rançon exigée (Dudley, 2004, p.144).

Fidel Castaño, l'ainé, entre très vite dans les actions illégales par le trafic de drogue et la contrebande d'émeraudes (Dudley, 2004, p.145). Il fonde son premier groupe paramilitaire dans les années 1980, le MRN (Mort au Révolutionnaire du Nord-Est), dans l'Antioquia, où ils commettent déjà un certain nombre de massacres (Grajalez Lopez, 2009, p.86). Les massacres sont une des stratégies utilisées de manière chronique par les Castaño. La « maison Castaño » est aussi composée d'autres membres de la famille, des frères et des cousins, qui travaillent dans ces différents groupes paramilitaires. Les Castaño ont servi dans un premier temps de guides pour l'armée afin de débusquer les sympathisants des guérillas (Dudley, 2004, p.145). La région du Nord-Est dans laquelle ils vivent est connue pour être « une zone d'influence du Parti communiste » (Grajalez Lopez, 2009, p.86). Les Castaño possèdent déjà un certain pouvoir légal, ils peuvent arrêter des guérilleros et même les punir, ils partagent déjà de bons liens avec l'armée. Leur but est de se venger de ce que leur père a subi, en éliminant tous les sympathisants des guérillas de la région. Cet objectif se retrouve dans tout ce que crée la famille. Carlos Castaño parle de cette période :

⁵⁴ Rapport de l'équipe de recherche sur le terrorisme et l'antiterrorisme, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, <http://www.erta-tcrg.org>, consulté le 5.1.12.

I wanted to destroy everything. At the time the border between justice and vengeance was very difficult to decipher, very vague... We killed a lot of civilians. (Dudley, 2004, p.146)

Avec l'argent encaissé, qui provient déjà en majeure partie de la drogue, ils achètent un certain nombre de terrains et de fermes dans le Cordoba en 1985. Ceci en raison d'intérêts économiques et stratégiques liés à la drogue (Grajalez Lopez, 2009, p.88). Ils peuvent facilement exporter de la cocaïne depuis leur nouvelle région d'adoption, c'est un couloir stratégique⁵⁵. Ils forment un autre groupe paramilitaire, *les Tangueros*, composé d'environ mille hommes défendant toujours le même objectif. Fidel « libera une ville en un mois » (Dudley, 2004, p.147) de tout sympathisant des guérillas, ce qui lui valu une réputation dans le monde paramilitaire. Il entretient en outre de bonnes relations avec la police, l'armée et les différentes élites, qui lui permettent justement d'agir efficacement et violemment en toute impunité.

Le président de Fedegan, l'association national des éleveurs de bétail, justifiait ce soutien par l'abandon de l'Etat qui provoqua alors une polarisation des campagnes entre paramilitaires et guérilleros. (Grajalez Lopez, 2009, p.89)

Fidel est très doué au niveau commercial, ce qui lui permet de gagner rapidement de l'argent, surtout dans le monde de l'art qu'il adore (Dudley, 2004, p.148). La guerre de la drogue en Colombie éclate contre l'Etat et c'est dans ce contexte que le président Barcos déclare les groupes d'autodéfense illégaux et demande l'arrestation des chefs (Dudley, 2004, p.149). Dans le but de pacifier la région, certaines élites demandent aux paramilitaires de la « maison Castaño », après que l'EPL se soit démobilisé, de se désarmer et de redonner des terres aux petits paysans en contrepartie de quoi ils ne sont pas inquiétés pour leur crime (Grajalez Lopez, 2009, p.91). C'est ce qui est fait dans les années 90 après l'inconstitutionnalité du décret de 1965. Il est difficile de trouver des informations sur cette démobilisation qui reste mystérieuse. D'une part, les frères Castaño gardent un grand pouvoir et des ressources. En outre, ils continuent de tuer un grand nombre de politiciens de l'UP. Fidel en aurait tué plus de 2'000 (Dudley, 2004, p.149-150). D'autre part, l'Etat, à la suite de l'inconstitutionnalité du décret, ne remet pratiquement jamais en cause les différents groupes paramilitaires. Cette démobilisation semble n'être qu'une « simple façade pour la régularisation des activités de Castaño », où les 16'000 hectares de terres (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.197) qui sont redistribuées le sont à une

⁵⁵ Voir pour de plus amples informations chapitre 2.2.1.

association qu'ils ont créée eux-mêmes. De plus, les terrains redonnés aux petits paysans sont très vite repris (Grajalez Lopez, 2009, p.91). Il est intéressant de noter qu'ils ont eu besoin de l'appui de personnes au gouvernement, il y a donc toujours dans le processus paramilitaire des « enchevêtrements entre le légal et l'illégal qui caractérisent le phénomène paramilitaire » (Grajalez Lopez, 2009, p.92).

Les armes sont « véritablement » reprises en 1993 par la maison Castaño, avec la conquête de l'Urabá. L'Urabá est conquise car c'est une région riche où les différentes élites économiques demandent directement l'aide des paramilitaires contre les guérillas (Grajalez Lopez, 2009, p.93). Fidel crée le groupe paramilitaire du Cordoba et l'Urabá, l'ACCU, qui s'agrandit très vite et prend de l'ampleur avec les ressources importantes que les Castaño ont déjà accumulées. Mais c'est surtout son frère Carlos qui prend de l'importance dans ce contexte. Il devient chef de l'ACCU en 1995, quand son frère Fidel disparaît. Carlos désire transformer le groupe en une grande armée contre les FARC, de plus en plus puissants dans ces régions (Lazzeri, 2008, p.50). Cette époque est marquée par un taux de d'assassinats très important, perpétrés par l'ACCU mais aussi par les FARC. Carlos prévient qu'il y aura de plus en plus de tueries. Et ceci fini par arriver, le nombre de massacre passe de 286 en 1997 à 403 en 1999, dont le plus connu, celui de Maripan, qui rend publics les liens entre l'AUC et l'armée (Hylton, 2008, p.132). Carlos amène une image plus publique et entretient des liens avec l'armée, il a comme objectif l'expansion (Dudley, 2004, p.150) malgré l'illégalité des paramilitaires dans ce contexte. C'est lui qui amorce la fédéralisation des différents groupes paramilitaires en 1997 au sein de l'AUC. Cette fédéralisation est faite dans un contexte où Carlos a réussi à éliminer tous les sympathisants des guérillas dans ses deux régions de base. Selon sa biographie, il a été entraîné par des mercenaires israéliens (Dudley, 2004, p.150). Il a combattu dans le MAS et affirme d'ailleurs avoir reproduit son organisation sur le modèle israélien (Hylton, 2008, p.99). Cependant, il disparaît mystérieusement juste après qu'un mandat contre lui soit fait par la DEA. Il est remplacé à la tête de l'AUC par Salvatore Mancuso et Ernesto Beaz.

2.2 Les paramilitaires comparés aux deux autres acteurs importants du contexte et leurs relations au niveau interne colombien

Il faut concevoir que ce travail se concentre principalement sur la période de conflit suivant la guerre de *La Violencia*, c'est-à-dire de 1948 à aujourd'hui. Dans ce contexte, trois acteurs principaux participant à la continuation du conflit ressortent : les paramilitaires, les guérillas et l'Etat, à travers la police et l'armée. Il paraît par cela pertinent de les comparer pour y déceler leurs spécificités mais aussi leurs ressemblances, car malgré le fait qu'ils se combattent, un grand nombre d'analogies peuvent en ressortir.

2.2.1 Une comparaison entre les agents de l'Etat et les armées irrégulières

Dans ce sous-chapitre, l'armée régulière est le principal acteur de comparaison, cependant la police permet quelque peu d'approfondir cette analyse. Si, dans une première réflexion, la différence entre une armée régulière et une armée irrégulière, du type des paramilitaires AUC, semble claire, la frontière n'est pourtant pas aussi évidente. Une recherche plus approfondie fait en effet apparaître un certain nombre de ressemblances au niveau de l'organisation, des relations ainsi que de la mission de base. Un certain nombre de différences apparaissent, mais qui ne sont pas catégoriques, au niveau du statut, du financement, de l'effectif et de la mobilité. La comparaison de ces deux types d'armées semble donc pertinente à analyser dans ce travail, surtout dans l'optique réflexive de savoir si une armée irrégulière peut remplacer l'armée régulière d'un Etat.

Dans un premier temps, il s'agit de revenir sur les concepts et définitions de base pour effectuer dans un deuxième temps cette comparaison. Il faut définir l'armée régulière et démontrer ses fonctions et son organisation de base. L'armée régulière, et l'ensemble des forces armées, agissent au nom d'un Etat propre, c'est une institution de celui-ci. Une institution qui, avec la police, s'occupe du monopole de la coercition et de la violence physique sur un territoire. Leur but est la défense de la population et du territoire. L'objectif de l'armée se borne majoritairement à protéger le pays des menaces extérieures. Elle peut néanmoins aussi, en cas de problème grave, agir au niveau interne. Les études sur l'Etat définissent généralement le rôle des deux institutions citées précédemment : la police d'une part s'occupe de

monopoliser la violence à l'interne, c'est-à-dire pacifier la situation interne au pays ; l'armée d'autre part doit monopoliser la violence au niveau externe, c'est-à-dire protéger les frontières du pays. Cependant, dans le cas d'une guerre civile, l'écart entre ces deux organisations étatiques est plus flou. L'armée agit dans cette situation au niveau interne pour lutter contre les éléments perçus comme subversifs par l'Etat, ou tout simplement pour protéger les institutions de celui-ci. En outre, ce type de conflit est de plus en plus fréquent depuis la fin de la Guerre Froide, comme l'affirme la théorie de van Creveld : les guerres ne se situent plus entre les Etats mais rentrent à l'intérieur de ceux-ci (van Creveld, 1998). Ce nouveau type de guerre provoque un problème d'adaptation quant à la plupart des armées modernes qui ne sont pas organisées pour lutter contre cela (Ruano-Borbalan, 1998). De plus, cette théorie met en avant le fait que la plupart de ces conflits sont liés au terrorisme ou à la mafia. Terme repris d'ailleurs par le gouvernement colombien pour parler des acteurs illégaux du conflit.

Bien après la désintégration de l'Union soviétique et du bloc de l'est, Uribe et le haut commandement colombien continuèrent à prôner une philosophie politique ancrée dans la guerre froide, mais recyclée sous la rubrique de l'« antiterrorisme ». (Hylton, 2008, p.172)

Néanmoins, Uribe use du terme de terroriste seulement pour parler des guérillas, tandis que les Etats-Unis et l'Union Européenne le font après le 11 septembre autant pour les guérillas que pour les paramilitaires.

Van Creveld a écrit son ouvrage sur la transformation de la guerre à la suite de la bombe nucléaire, en poursuivant quelque peu la formule de Clausewitz promouvant que « la guerre est un caméléon ». Les guerres ne disparaissent pas mais se transforment suivant les contextes et les périodes. Dans le contexte qui nous intéresse, la guerre est entrée au sein des Etats, ce qui a transformé les conflits et les manières de les résoudre. Il y a selon van Creveld une augmentation des guerres de basses intensités et une perte de la distinction trinitaire de fondement de l'Etat entre gouvernement, armée et population, provenant de la théorie de Clausewitz (van Creveld, 1998). Ceci peut apporter un outil de compréhension avec le cas colombien. En effet, la guerre colombienne est un conflit de basse intensité, ce n'est pas un conflit entre deux armées dites « conventionnelles », mais entre l'armée régulière et différentes armées irrégulières. De plus, la distinction trinitaire n'est pas très évidente. Il n'est pas facile de distinguer dans ce genre de conflit les combattants et

la population civile. De plus, la différence entre l'armée et les paramilitaires n'est pas non plus toujours évidente du fait qu'ils travaillent souvent ensemble. Les paramilitaires sont d'ailleurs surnommés par le HRW comme la « sixième division » de l'Etat (ONU, HRW, 2001). L'armée se comporte d'ailleurs à de nombreuses reprises comme les paramilitaires c'est-à-dire en ne respectant ni les droits de l'homme ni les accords de Genève. En outre, comme le dit van Creveld, les Etats continuent d'entraîner les armées pour des guerres conventionnelles, ce qui pose de gros problèmes. En effet, la Colombie et son armée n'ont jamais réussi à éradiquer les armées irrégulières. L'armée a dû se réorganiser, essayer différentes techniques pour lutter contre les éléments subversifs en internes, sans jamais véritablement réussir. Le système paramilitaire peut être perçu comme une volonté de s'adapter à ce problème et une tentative de solution à cette guerre. Une idée, fortement liée aux doctrines de la Guerre Froide dans un premier temps, est d'intégrer les civils dans le combat. Cette idée persiste mais le discours la promouvant est modernisé avec la mise en avant de l'idée de démocratisation (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.179). L'apport de l'aide américaine remet quelque peu en cause l'idée de van Creveld selon laquelle les armées irrégulières sont pratiquement désuètes. En effet, cette aide a fortement amélioré l'armée et la police et ceci de façon considérable. Pour finir sur les bases concernant l'armée régulière, il faut savoir que dans le système colombien, le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le président, est commandant en chef des forces armées (ONU, HRW, 1998).

Pour en venir aux armées irrégulières, le travail se focalise sur les paramilitaires et la définition établie par Adam Jones, citée dans la revue de littérature, y est centrale. Il faut considérer que ce sont justement les liens qu'entretiennent les paramilitaires avec l'armée ou l'Etat qui permettent de les nommer comme tel. En effet, le suffixe « para » démontre que ces groupes ne sont pas l'armée étatique mais qu'ils partagent des liens avec celle-ci.

Le premier angle à analyser concerne les ressemblances entre ces organisations. Il faut mettre en avant l'aspect organisationnel : les deux groupes forment des structures fortement et strictement hiérarchisées entre leurs différents acteurs. Elles sont des sources de socialisation importantes où les acteurs apprennent à obéir aux ordres venant d'en haut et où les initiatives privées ne sont pas les bienvenues. Ceci

est important et ressort d'ailleurs durant les jugements lors de la démobilisation des paramilitaires, dans le questionnement quant à la responsabilité des actions commises. Qui est responsable : le soldat qui exécute ou le chef qui ordonne ? Cette socialisation a aussi une importance problématique au sujet de la réinsertion des soldats au sein de la société après la démobilisation (Nussio, 2010, p.328-352). Il y a donc une socialisation très intense, ressemblant aux socialisations dites primaires, de type familiale ou scolaire, qui ont une forte et durable emprise sur la personne qui la reçoit. En outre, ce genre de socialisation s'applique avec l'apprentissage de la vie en groupe, élément néanmoins intéressant dans notre société de plus en plus individualiste.

Une autre ressemblance a pour sujet leur mission de base qui consiste en la défense d'un territoire. Pour les deux institutions, il faut défendre les terres conquises ou acquises. Ce qui diffère est la légalité de la domination sur le territoire. Cependant, lors des périodes de légalité des paramilitaires, cette différence n'est pas si évidente. Il faut dans les deux cas défendre une « organisation », l'Etat ou le groupe paramilitaire ainsi que leurs acquis et ressources, mais aussi et surtout s'opposer aux différents groupes subversifs.

Le deuxième angle concerne les différences entre ces organisations, qui sont principalement le financement, leur légalité et leur maintien. Cependant, après analyses, ces dissemblances ne sont pas toujours si évidentes, ni nettement définies.

L'aspect de « légalité » semble quelque peu conflictuel. Il faut se rappeler, comme expliqué dans l'historique, que les paramilitaires ont eu des périodes de légalité. Ils entretenaient dans ces contextes de bonnes relations avec les militaires, des relations qui n'ont d'ailleurs jamais réellement cessées, comme le montrent les déclarations des accusés lors de la démobilisation mais aussi selon les rapports de l'ONU, Crisis et HRW. La question de la légitimité est plus intéressante. Il faut percevoir que, dans certaines zones et suivant les contextes, les paramilitaires semblent être autant voire plus légitimes que les militaires et l'Etat. Ils agissent en tant qu' « Etat dans l'Etat » et non comme une institution exclusivement coercitive, mais où différentes fonctions sociales et économiques sont effectuées. Ils proposent du travail dans des zones difficiles, mais aussi de l'aide à travers par exemple la construction d'hôpitaux, etc.

Néanmoins, la violence et la peur restent le moyen principal pour asseoir leur « légitimité ». Cependant, au niveau international, la légitimité et la légalité sont inexistantes : les paramilitaires n'ont aucune emprise sur les relations internationales. Ils entretiennent au niveau transnational un certain nombre de contacts, surtout dans le milieu du trafic de drogue mais ceci n'est bien sûr pas légal.

Le financement est un critère qui diffère entre les deux organisations quant à la provenance de celui-ci entre interne et externe. Dans les deux cas, ce sont des dépenses qui se situent à un niveau fort élevé, car l'armement et l'entretien d'une armée coûtent très cher. Un coût qui, comme mis en avant dans le cadre théorique, a mené dans le passé à de grands changements dans les Etats ; c'est la révolution militaire qui est débattue dans le dernier chapitre.

Les armées irrégulières doivent obtenir leur financement de manière interne, c'est-à-dire qu'elles ont l'obligation, si elles désirent se maintenir, de créer des moyens leur permettant de s'autofinancer. C'est dans cette réflexion qu'il est intéressant de voir les différentes théories sur les économies de guerres civiles et les manières dont ces armées non étatiques se sont assumées⁵⁶. Cependant, le financement des paramilitaires est plus détaillé dans le point suivant, mais il faut mettre en avant dès lors trois facteurs de base de celui-ci : le trafic de drogue, le racket et la prédation.

Au niveau des armées régulières, le financement est externe à l'institution militaire, c'est l'Etat qui le lui alloue. Le financement de l'armée est composé d'une part d'une partie du budget annuel de l'Etat, qui peut être plus ou moins grande selon le pays, et d'autre part pour certains pays d'une aide provenant d'autres Etats. L'armée n'a donc pas à chercher elle-même son financement même si, bien sûr, elle se doit de négocier son budget avec le gouvernement en place. A la suite de la Guerre Froide, l'aide militaire et le financement est à son plus bas niveau à cause de la violation des droits de l'homme (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.194). Cependant, dans le cas colombien, il faut percevoir l'importance des Etats-Unis et de ces différents plans (*Patriote, Colombia, ...*)⁵⁷. L'aide militaire américaine pour la Colombie, fournie depuis 2000, s'élève à près de 500 millions de dollars par année (Daviaud, 2011). La

⁵⁶ Voir pour de plus amples informations sur ce sujet le chapitre 3.2.

⁵⁷ Voir pour de plus amples informations sur ce sujet le chapitre 3.4.

Colombie est le principal allié américain dans le cône sud américain. C'est une aide et influence importante, surtout dans le contexte de l'Amérique Latine qui est de plus en plus opposée aux Etats-Unis avec l'augmentation du nombre de gouvernements de gauche. La Colombie reste un acteur ayant une très bonne relation avec les Etats-Unis et ceci depuis très longtemps. Une grande partie des soldats colombiens est d'ailleurs formée aux Etats-Unis. En 2007, les estimations du budget de la défense sont de 6,5% du PIB pour la guerre, ce qui est un pourcentage important pour un pays⁵⁸. En comparaison, les Etats-Unis, qui sont à cette époque impliqués dans deux conflits et aident un grand nombre de pays dans cette même situation, ont un budget de guerre qui correspond à 4,04% de leur PIB. La plupart des pays de l'Europe allouent rarement un budget militaire dépassant 2% de leur PIB⁵⁹. La Colombie prévoyait en 2010 de déboursier environ 78 milliards de dollars l'année suivante pour sa défense, ce qui représente environ 14,2 % des dépenses annuelles de l'Etat⁶⁰. C'est la première fois que ce budget est supérieur à celui de l'éducation dans le pays. Malheureusement, il est pratiquement impossible de connaître les recettes des paramilitaires. Cependant, aux vues de l'importance du trafic de drogue et des revenus qui en découlent, il est évident que les différents groupes possèdent d'énormes ressources.

L'effectif des groupes armés est lui aussi fort différent. Les forces de sécurité colombiennes disposent de 450'000 personnes, composées de 287'000 militaires et 162'000 policiers, avec une volonté d'y ajouter 5'000 militaires et 20'000 policiers en 2012⁶¹. Une forte augmentation se fait car dans les années 1990 l'armée est limitée et surtout composée par des troupes de milices (CONVIVIR). A la fin des années 1990, l'armée colombienne subit une grave crise, c'est dans ce contexte qu'un grand nombre de réformes structurelles sont effectuées (Lazzeri, 2004, p.32). Le président Uribe effectue une réforme de l'armée au niveau technologique, institutionnel et

⁵⁸ José Fernando Isaza Delgado et Diógenes Campos Romero (2007), *Algunas Consideraciones Cunantitativas sobre la Evolución reciente dela Conflicto en Colombia*, décembre, http://www.dhcolombia.info/IMG/pdf_ConflictoColombiano.pdf, consulté le 23.4.2012.

⁵⁹ <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2383>, « Le chiffres de la guerres en Colombie », 2008, consulté le 22.4.2012.

⁶⁰ <http://www.cipcol.org/>, *site du Centre for International Policy's Colombie Programm, Plan Colombia and Beyond*, consulté le 23.4.2012.

⁶¹ <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35754.htm>, *site du gouvernement américain*, page d'information sur la Colombie, consulté le 23.4.2012.

tactique, ceci dans sa politique de sécurité démocratique. L'organisation de l'armée colombienne est très bien résumée dans l'ouvrage de Lazzeri :

Traditionnellement, les principales unités tactiques de l'armée colombienne sont les brigades (25) qui appartiennent aux Divisions qui sont des unités supérieures (5). Au total, les forces armées possèdent 170 unités tactiques, une école de sous-officiers, des écoles de formation pour les différentes sortes d'armement et une école supérieure de guerre à Bogota. (Lazzeri, 2004, p.33)

En outre, la plupart des cadres de l'armée ont suivi des entraînements aux Etats-Unis (à Panama puis à Fort Benning). La lutte contre-insurrectionnelle a obligé l'Etat à créer des troupes d'élites après l'échec de l'outil paramilitaire, ainsi qu'une plus grande relation entre les diverses armes (Lazzeri, 2004, p32-33). Aujourd'hui, environ 82% des fonctionnaires travaillent dans le domaine de la défense et la sécurité⁶², ce qui est un taux fort élevé. Il est important de comprendre que la police occupe une place cruciale dans ce conflit, elle doit « maintenir l'ordre public sur l'ensemble du territoire, elle doit souvent se confronter avec la guérilla » (Lazzeri, 2004, p.34). Cependant, elle n'est pas très bien préparée pour cela (Lazzeri, 2004, p34). Dans la première étape de la démobilisation des paramilitaires, 30'000 soldats ont rendu leurs armes. Maintenant, dans la seconde étape, à peu près 50'000 soldats agissent de la sorte⁶³. Cependant, ces chiffres sont fort élevés et les estimations concernant l'effectif avant la démobilisation sont beaucoup plus basses, environ 13'000 à 15'000 hommes (Lazzeri, 2004, p.50). Comme démontré dans l'historique, bon nombre de personnes démobilisées sont en réalité de « faux » démobilisés. Dans le contexte actuel, on parle de 7'400-12'000 personnes pour les BACRIM (INDEPAZ). Cependant, ce ne sont que des estimations. Les effectifs des paramilitaires sont donc bien moindres que ceux de l'armée régulière. A la page suivante se trouve un tableau contenant les estimations des effectifs de l'armée, de la police, des paramilitaires et des FARC. Celui-ci démontre l'augmentation très importante des forces armées étatiques entre 1975 et 1990, mais aussi à partir de 2000. De plus, il permet de voir la différence fondamentale d'effectifs entre l'armée régulière et les armées irrégulières.

⁶² <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2383>, « Le chiffres de la guerres en Colombie », 2008, consulté le 22.4.2012.

⁶³ Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, *Impunity*, Suisse, France, Colombie, 2010.

Effectifs	Armée	Police	Paramilitaires	FARC
1960-1975	45'000	-	-	1'000, après la perte de
1975-1990	50'000 (en 1974) à 120'000 (1994)	-	-	Stagnation jusqu'au années 1980, puis forte augmentation
1990-2000	140'000	-	15'000	20'000
2010	287'000	162'000	7'400-12'000	10'000

Source : Indepaz / José Fernando Isaza Delgado et Diógenes Campos Romero (2007)/ site du gouvernement américain/ Lazzetti (2004).

Cette différence fondamentale permet de comprendre la mobilité des armées irrégulières, comme les guérillas et les paramilitaires, car un effectif bien moindre leur permettent celle-ci et par là une certaine durabilité. En effet, l'armée régulière est beaucoup moins mobile que les armées irrégulières, c'est pourquoi elle s'est appuyée sur les paramilitaires comme force de soutien.

La différence entre une armée irrégulière et une armée régulière n'est donc pas si évidente et un certain nombre de ressemblances en ressort.

2.2.2 Une comparaison entre les guérillas et les paramilitaires

La comparaison entre les guérillas colombiennes et les paramilitaires est intéressante car ces deux groupes sont souvent perçus comme parfaitement opposés. La principale différence entre ces organisations se situe majoritairement dans leur relation ; les paramilitaires sont liés aux élites économiques et à l'Etat, ce qui n'est pas le cas des guérillas. Les ressemblances principales sont le lien avec le narcotrafic ainsi que la relative durabilité de ces organisations, qui réussissent à s'adapter et se transformer suivant les contextes. En outre, le terme d'organisation « autarcique », comme le décrit un membre des FARC concernant son mouvement au niveau du financement (Batou, 2008, p.1), peut être appliqué autant aux guérillas qu'aux paramilitaires.

Dans la plupart des médias, ces différents groupes sont mis en opposition surtout au niveau idéologique. Cependant, il est difficile de percevoir les paramilitaires comme étant attachés à une certaine idéologie politique. Néanmoins, comme le dit Salvator Mancuso, l'ascension au pouvoir d'Uribe (politique très à droite) est ressentie de manière positive par les paramilitaires car celui-ci présente une politique proche de l'organisation. Cependant, il semble que ce n'est pas vraiment l'idéologie d'Uribe qui est recherchée mais plutôt les intérêts qu'un tel exécutif peut représenter. En effet, Uribe base sa stratégie de contre-insurrection sur l'importance de la population civile comme informatrice et par là sur des réseaux voire des groupes paramilitaires.

Les liens qu'entretiennent les paramilitaires avec les élites et leur opposition aux guérillas d'extrême gauche démontrent l'idée qu'ils se situent à l'extrême droite de l'échelle politique. Cependant, ce n'est pas parce qu'ils s'opposent aux guérillas et qu'ils sont liés aux élites qu'ils ont forcément une réelle idéologie politique, la recherche d'intérêts semble plus importante. En outre, ce travail ne met pas en avant une recherche sur l'idéologie mais se concentre sur les mécanismes du processus paramilitaire. Et c'est bien dans cette optique que la comparaison entre paramilitaires et guérillas doit être faite.

La principale différence au niveau conceptuel entre paramilitaires et guérillas se situe dans leur relation avec l'Etat et l'armée. En effet, le préfixe « para » promulgue la relation entre les paramilitaires et l'armée, tandis que les guérillas, terme provenant de « petite guerre », sont opposées à celle-ci. Néanmoins, ce qui est intéressant est que le paramilitarisme est considéré dans une stratégie contre-insurrectionnelle comme étant une façon de « combattre la guérilla par la guérilla » (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2008, p.189). Le contexte de création des premières guérillas et des premiers groupes paramilitaires légaux, considérés comme groupes d'autodéfense dans cette période, est le même en Colombie dans les années 1960.

Il faut, pour permettre cette comparaison, décrire de manière succincte les guérillas, en se focalisant principalement sur les FARC. L'ELN, une autre guérilla, est créée en 1965. Bien qu'elle dispose d'une base paysanne, elle est majoritairement liée au milieu urbain et intellectuel. Ses différents fronts disposent d'une certaine autonomie « tactique et financière », mais elle est cependant « moins structurée et moins

puissante » que les FARC (Lazzeri, 2004, p.44). Ces derniers sont créés en 1966 et ont une période de relative stagnation pendant 20 ans (Lazzeri, 2004, p.38). Ils vivent par la suite une période de croissance très forte, à partir des années 1980 (Lazzeri, 2004, p.38). C'est donc dans la même période que les paramilitaires et les FARC commencent à se développer fortement, et ceci par un facteur identique : l'entrée des ressources du trafic de drogue dans leur organisation. Cependant, les paramilitaires réussissent à organiser le trafic de drogue de manière plus efficace que les FARC. De plus, de par leurs liens plus directs avec les narcotrafiquants, leurs relations sont beaucoup plus importantes au niveau transnational, ce qui n'est pas le cas des FARC (Crisis, 2005, p.5). Ces derniers utilisent le trafic de drogue de manière moins directe, ils ne contrôlent rarement l'entièreté des phases du trafic à la différence des paramilitaires, mais effectuent majoritairement une taxation des cultivateurs de coca. Ils disposent que très rarement de laboratoires pour la fabrication de la cocaïne. Ils obtiennent cependant eux aussi, pendant une courte période, un couloir stratégique, mais celui-ci est rapidement pris par les paramilitaires (Pécaut, 2006, p.19).

Grâce à leurs liens avec les organes répressifs de l'Etat, l'Eglise catholique et les deux partis, les paramilitaires purent profiter des exportations de cocaïne à une échelle bien plus importante que les FARC. Ils devaient ce rôle lucratif à leurs origines comme escadrons de la mort des cartels de la drogue et des anticommunistes éleveurs de bétail de la vallée du Magdalena Medio. (Hylton, 2008, p.98)

Comme dans le cas des paramilitaires, les FARC disposent de groupes partiellement différents sur un grand nombre de fronts. Cependant, ils sont plus homogènes quant à leur idéologie et leur but final. Ils sont beaucoup plus hiérarchisés, avec un commandement central, « le Secrétariat général, nommé par un *Estado Major Central*, qui élu, à son tour, par une conférence des représentants des fronts qui se tient tous les quatre ou cinq ans » (Lazzeri, 2004, p.38-39). Ils disposent d'un bastion historique dans le Sud Oriental de la Colombie (Lazzeri, 2004, p.39). L'expansion, comme dit plus haut, commence dans les années 80 avec une nouvelle stratégie militaire. C'est dans les années 90 qu'ils rentrent dans les villes, augmentent le nombre de fronts et intensifient leurs opérations (Lazzeri, 2004, p.39). L'objectif final est la prise de pouvoir du pays, ce qui n'est pas le cas des paramilitaires. Cette augmentation du nombre de fronts des FARC amène une plus grande autonomie entre les différents groupes et ceci produit « une dégénération du comportement de celle-ci dans leur région d'action respective » (Lazzeri, 2004, p.39) mais permet

cependant un certain nombre de succès militaires. Ces succès sont dus à trois raisons : les ressources de financement considérables, l'armement moderne provenant de celles-ci, et leur grande mobilité (Lazzeri, 2004, p.39). De plus, il faut prendre en considération que leurs effectifs semblent similaires, les FARC disposant en estimation de 17'000 combattants en 2000 et d'une grande capacité logistique (Pécaut, 2006, p.15 et p.30). Par contre, les zones de contrôles sont bien différentes. Avec l'AUC, les paramilitaires ont réussi à éliminer les guérillas dans le nord du pays, qui ont du se retrancher dans le Sud. Mais dans les deux cas, ces groupes recherchent les zones à forts intérêts, surtout liés à la drogue (Pécaut, 2006, p.17). A la fin des années 90, la progression des paramilitaires est différente de celle des guérillas :

Leur progression [aux paramilitaires] ne tient pas tant à une capacité militaire, qui demeure bien inférieure à celle de la guérilla, qu'à leur usage systématique de la terreur et aux soutiens qu'elles trouvent dans l'armée et, de plus en plus, dans la population. Ces soutiens débouchent dans certaines régions sur une emprise politique que les guérillas n'ont exceptionnellement pas réussi à mettre en place. (Pécaut, 2006, p.30)

La terreur et la peur sont une technique plus ancrée dans la stratégie paramilitaire, néanmoins il ne faut pas penser que les FARC ne l'utilisent pas. Les FARC usent d'ailleurs de l'enlèvement, qui est une stratégie de terreur peu utilisée par les paramilitaires.

Les paramilitaires et les guérillas ont chacun pu traiter avec l'Etat à différentes périodes. Cependant, aucun processus de démobilisation n'a pu être mis en place avec les FARC, mais cela a été fait avec d'autres guérillas. Au niveau de la légalité, les guérillas n'ont jamais pu être considérées comme tel à la différence des paramilitaires. Néanmoins, ils sont légitimes pour une partie de la population à certains moments. « La guérilla leur apporte aussi, plus simplement, un principe d'ordre social » (Pécaut, 2006, p.21). Les enlèvements et la taxation leur ont amené des ressources importantes mais ont aussi créé un climat d'opposition à leurs groupes et par là une perte de légitimité au sein de la population (Crisis, 2005, p.10). Pourtant, ils détiennent à certaines périodes un fort ancrage social qui leur a permis de recruter un tel effectif (Pécaut, 2006, p.20). L'accession d'Uribe au pouvoir permet d'illustrer la perte de légitimité des guérillas au sein de la population, car il met en avant sa volonté de s'opposer militairement aux guérillas. C'est ce qu'il fait

durant ses deux mandats avec un refus de toute négociation mais met cependant en place la démobilisation des paramilitaires (Pécaut, 2006, p.35).

Les FARC et les paramilitaires partagent donc certains traits communs. Il faut savoir que ces différents groupes détiennent une longévité très importante et ceci est fortement lié à leurs ressources très vastes, provenant en majeure partie de la drogue et de l'explosion de ce marché dans les années 1980 (Pécaut, 2006, p.26). Dans le milieu des années 1990, les ressources des FARC proviennent, en estimation, à 40% de la cocaïne (Pécaut, 2006, p.27), contre 70% pour les paramilitaires.

En fonction des intérêts, les protagonistes peuvent se multiplier et la division ami-ennemi perdre de sa netteté. Même lorsque les protagonistes sont séparés politiquement, des transactions entre eux sont susceptibles de se produire durant et après les conflits. (Pécaut, 2006, p.10)

Cette phrase présentant le contexte d'opposition permanent au sein de la société colombienne est très intéressante pour la comparaison entre guérillas et paramilitaires. En effet, malgré l'opposition entre ces différents groupes, un certain nombre de contextes les ont rapprochés. Ceci surtout après la démobilisation, avec les BACRIM entretenant des relations parfois directes avec les FARC pour le trafic de drogue. Les intérêts semblent donc primer sur l'idéologie.

2.2.3 Les relations des paramilitaires au niveau interne colombien

Les comparaisons des paramilitaires face aux autres acteurs importants du conflit colombien démontrent l'ampleur que représentent les relations pour ces organisations. En effet, le processus paramilitaire n'a pu se mettre en place de manière autonome. Les différents groupes paramilitaires ont entretenu des relations avec les élites économiques et politiques, les narcotrafiquants, mais aussi avec l'armée et la police.

Il est donc pertinent de revenir quelque peu sur ces différentes relations qui semblent être très importantes. D'une part car, sans elles, les paramilitaires n'auraient pu exister et d'autre part car c'est à travers ces différentes relations que le processus paramilitaire a évolué et s'est transformé. En effet, ce sont par les relations nationales de l'armée et des narcotrafiquants que le processus paramilitaire a pu se développer dans une grande partie de la Colombie (Crisis, 2005, p.14).

La relation avec les différentes élites économiques est primordiale car elle se trouve à la création du processus paramilitaire. Les premiers groupes ont été créés de toute pièce par ces différentes élites, que ce soit les propriétaires terriens ou les éleveurs de bétail. Ceci dans le but de se protéger des bandits, puis par la suite des guérillas, ainsi que pour pouvoir s'opposer à toute personne opposée à leurs intérêts. C'est-à-dire principalement les syndicats, les défenseurs des droits de l'homme et les petits paysans qui ne désirent pas vendre leurs terres. Par la suite, les paramilitaires poursuivent cette relation, malgré le fait qu'ils se soient autonomisés. Ils reçoivent des demandes d'aides rémunérées par ces différentes élites, c'est un rapport clientéliste. La terreur paramilitaire permet d'exproprier de nombreuses terres et d'augmenter ainsi la puissance des élites économiques du pays.

L'autre relation, des plus importantes, se situe entre les paramilitaires et les narcotrafiquants. Néanmoins, il ne faut pas considérer les paramilitaires comme de simples groupes affiliés aux narcotrafiquants.

However, there were some cases, where the antisubversive war had deep roots, that the direct narco-influence in the first years was not so visible, and the paramilitary could not be reasonably reduced to a military apparatus of organised crime. But even then big time criminals were providing funds and playing a directive role. (Crisis, 2005, p.5)

Cependant, tous les groupes paramilitaires ont partagé des liens à un moment ou un autre avec le trafic de drogue et ses acteurs. En effet, c'est par ce financement important que le processus paramilitaire a pu s'étendre. C'est dans les années 1980, à l'apogée des deux grands cartels colombiens, que les relations se nouent de manière plus directe. Il faut savoir que les paramilitaires entretiennent trois sortes de relations avec les narcotrafiquants. Premièrement, ils peuvent être fondés directement par ces derniers comme une armée à leur compte contre toute opposant, tel typiquement le MAS⁶⁴. Deuxièmement, ils peuvent protéger des territoires et des routes de la drogue, c'est une relation clientéliste. Dans ce contexte, ils appliquent une taxe sur chaque kilo de cocaïne fabriqué dans leurs zones d'influence ou sur la cocaïne exportée dans les ports ou aéroports qu'ils contrôlent. Par exemple, la maison Castaño taxe 50 dollars chaque kilo exporté depuis les ports qu'ils dominent (Grajales Lopez, 2009, p.95). Troisièmement, ils prennent à leur compte le trafic dans son entièreté et effectuent tout ce que font les cartels, c'est-à-dire la culture, la

⁶⁴ Voir pour de plus amples informations le point 2.1.3.

transformation et l'exportation de la drogue. Ceci se fait surtout à la suite de la chute des deux grands cartels colombiens au début des années 90. Il faut savoir que la chute du cartel de Medellin est fortement liée à la maison Castaño qui a monté un groupe, Los PEPES, pour combattre Escobar qui commence à dégénérer et tuer un grand nombre de personnes. Le problème est aussi lié au fait que certains paramilitaires ne désirent pas combattre l'Etat, ce que fait par contre Escobar. Ils passent donc d'un soutien direct au cartel de Medellin à une opposition frontale par la suite (Crisis, 2005, p.15). Ceci leur permet de reprendre à leur compte le trafic.

Le rapport à l'armée et à la police est plus ambigu et se fait de manière directe et non cachée durant les périodes de légalité. L'armée est, selon le rapport Crisis, également à la base des groupes comme le MAS et l'ACDEGAM, où un certain haut gradé est entré en discussion avec différentes élites afin de créer des organisations anti-subversives (Crisis, 2005, p.11). Les paramilitaires sont dans ce contexte à plusieurs reprises armés et entraînés directement par l'armée. En outre, durant les périodes d'illégalités, cette relation ne disparaît pas mais est un peu plus cachée. Durant l'époque des CONVIVIR, période de couverture légale des groupes paramilitaires, ces différents groupes entretiennent de bonnes relations avec l'armée qui leur fournit des armes de gros calibres et effectue des missions en collaboration. Il est donc clair que la relation existe entre l'armée, la police et les paramilitaires durant tout le processus paramilitaire ; ceci est constaté autant dans les périodes de légalité que durant les périodes d'illégalité, comme le montrent les différents rapports des droits de l'homme en Colombie. Il semble donc qu'ils agissent à certains moments parallèlement à l'armée, soit pour commettre des actions que celle-ci ne peut faire soit pour soutenir les forces armées qui ne contrôlent pas tout le territoire colombien. De plus, un grand nombre de militaires à la retraite intègre différents groupes paramilitaires. Les retraités perçoivent des bénéfices économiques importants et permettent aux différents groupes, par leurs anciens contacts préservés, de décrocher des liens plus directs avec l'armée (Crisis, 2005, p.15).

Les relations avec les entreprises locales sont aussi très importantes et représentent une bonne source de financement. Plus de 18'000 chefs d'entreprises avouent, durant la démobilisation, avoir entretenu et financé les paramilitaires (Labrousse, Figuiera et Cruse, 2008, p.6). Les multinationales ont également à plusieurs reprises utilisé les

paramilitaires. Une liste dénonçant ces liens a d'ailleurs été faite au Tribunal Permanent du Peuple⁶⁵. Des rapports ont aussi été entretenus avec des entreprises privées pour leurs entraînements.

En 1987, sous l'œil bienveillant du gouvernement, de grands propriétaires terriens et narcotrafiquants liés au cartel de Medellín faisaient appel à l'entreprise israélienne de sécurité Hod He'hanitin (Spearhead Ltd) pour entraîner des paramilitaires. Des installations et terrains de la Texas Petroleum Co. ont alors été utilisés pour cette formation dispensée par d'ex-officiers de l'armée israélienne et du Mossad – tel le lieutenant-colonel Yaïr Klein –, ainsi que par d'anciens commandos du SAS britannique. Ces mercenaires ont enseigné les techniques « antisubversives » utilisées ensuite pour « nettoyer » les zones bananières et pétrolières des personnes suspectées d'appuyer les guérillas. (Ospina, 2004, p.3)

Un paragraphe fort intéressant permettant de comprendre à nouveau qu'il existe toujours une frontière très floue dans le processus paramilitaire entre légalité et illégalité. Il faut concevoir que, pour mettre en place ces centres d'entraînement, une relation avec le pouvoir en place est obligatoire. Les liaisons avec la politique sont donc très importantes. Cette relation débute au niveau local dans un premier temps et s'étend par la suite au niveau national. Mancuso affirme ouvertement à la presse que 35% du congrès est sous l'influence directe des paramilitaires⁶⁶. Les relations sont plus importantes avec le parti libéral qui a noué des liens avec un plus grand nombre d'acteurs différents, et même avec les guérillas (Crisis, 2005, p.4). Cependant, la relation entre le monde politique et les paramilitaires n'amène pas ces derniers à avoir une réelle idéologie. L'idéologie ne semble pas importer pour les paramilitaires dans ces relations, celles-ci sont basées sur la recherche d'intérêts.

[T]he paramilitaries are colour-blind, and cooperate with anyone who accepts their basic premises. (Crisis, 2005, p.4)

⁶⁵ <http://www.colectivodeabogados.org/DICTAMEN-FINAL-AUDIENCIA-TRIBUNAL>, site du tribunal permanent du Peuple, « Rapport du Tribunal Permanent du Peuple sur les liens entre paramilitaire et les entreprises », consulté le 14.1.2012.

⁶⁶ Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, *Impunity*, Suisse, France, Colombie, 2010.

CHAPITRE III : La guerre civile et les paramilitaires

Ce chapitre se focalise sur le contexte de la Colombie durant la période étudiée pour ce travail, c'est-à-dire entre la guerre de *La Violencia* et aujourd'hui. En effet, il est primordial de comprendre la situation colombienne pour analyser la place et le rôle des paramilitaires. La période étudiée est très compliquée et pose des problèmes quant à sa définition. L'hypothèse de la considérer comme une guerre civile est mise en avant, ce qui est débattu dans la première partie de ce chapitre. Par la suite, c'est la théorie des économies de guerres civiles qui est analysée, avec comme objectif la mise en lumière des paramilitaires dans ce contexte. Pour finir, l'accent est mis sur les acteurs importants de ce conflit, c'est-à-dire les belligérants, les Etats-Unis et la population civile, et la place qu'ils occupent dans celui-ci.

3.1 Comment définir le contexte colombien ?

Le contexte colombien est très compliqué et ceci n'est pas un fait nouveau, il se doit donc d'être analysé. Cette complexité fait partie de son histoire, autant au niveau social, politique, économique et même de par son environnement. En effet, sa géographie très diversifiée entre montagne, mer, océan, grand centre urbain et forêt dense en fait un territoire difficile à contrôler dans son entièreté par l'Etat. Cette spécificité est un grand avantage pour certains acteurs désirant détenir une part de pouvoir, et comme vu jusqu'à maintenant, ils sont fort nombreux. D'un côté, les élites, autant légales (propriétaires fonciers, grands éleveurs, ...) qu'illégales (narcotrafiquants) voire entremêlées dans la plupart des cas, ont pu obtenir un grand pouvoir économique et politique au niveau local et régional par leur éloignement du centre (Hylton, 2008, p.32). D'un autre côté, des armées irrégulières contrôlent des territoires et des populations. Ceci est possible car, en cas de retour de l'Etat dans ces zones, ces groupes, du fait de leur grande mobilité, ont la possibilité de se cacher ou de s'évaporer rapidement dans ces différents environnements. La longue perdurance des différentes armées irrégulières en Colombie permet de confirmer ceci. « Le contrôle militaire centralisé était, de par sa nature même du pays, plus difficile en Colombie que dans les Etats voisins. » (Hylton, 2008, p.33). Ce qui a entraîné la légalisation des groupes paramilitaires.

Depuis son indépendance, la Colombie se trouve être en quasi permanence dans un climat de guerre interne lié à un nombre élevé d'oppositions au sein de sa population. Hylton parle de conflits endémiques typiques des démocraties en possession d'un marché émergent (Hylton, 2008, p.187). Le rapport de la Banque Mondiale démontre que lorsqu'une guerre civile éclate, elle entraîne un engrenage de la violence, c'est le « syndrome du conflit à répétition » (Banque Mondiale, 2005, p.74). « La guerre civile colombienne est une des plus longues et des plus violentes, sa profondeur historique n'est que rarement connue. » (Hylton, 2008, p.20)

En outre, il faut percevoir que chaque conflit a ses raisons et ses spécificités, ce qui démontre la difficulté à les analyser de manière générale. Dès lors, il faut rester focalisé sur la Colombie. Trois raisons sont à la base de cette durée, selon Hupet et Giraldo Jimenez. Premièrement, la fracture sociale : le pays est très inégalitaire avec 45% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté et 12 % sous le seuil de l'extrême pauvreté (Hupet et Giraldo Jimenez, p.12-13, 2009). Deuxièmement, l'abandon des campagnes : la population est livrée à elle-même car le monde politique ne s'y intéresse pas. Et troisièmement, le narcotrafic, qui a pu se développer du fait de cet abandon et a amené d'énormes ressources aux mains d'un petit nombre d'acteurs. Ressources permettant à de petits groupes de prendre le pouvoir sur des régions (Hupet et Giraldo Jimenez, p.12-13, 2009) que les armées irrégulières et les paramilitaires s'approprient par la suite petit à petit.

Le pays est composé d'un grand nombre d'oppositions. L'opposition principale est politique, où deux grands partis, les conservateurs et les libéraux, qui trouveraient leurs origines dans la séparation de la société durant le 14^{ème} siècle, luttent pour l'obtention du pouvoir (Ospina, 2008, p.9). Cependant, la différence entre ces deux partis n'est pas si évidente. Elle est surtout liée aux attaches familiales qui reproduisent cette séparation de générations en générations depuis leur création en 1848 (Hylton, 2008, p.23). Ces attaches semblent très importantes au moment de l'indépendance et perdurent très longtemps, jusqu'à la récente perte de pouvoir des partis traditionnels au début du 21^{ème} siècle. En effet, Alvaro Uribe est le premier président à être élu sans étiquette politique, en tant qu'indépendant, en 2002.

[Les colombiens n'entretiennent] pas de sentiments d'appartenance à la nation, représentée par un gouvernement central, mais plutôt à une adhésion exclusive à l'un des deux partis. (Hylton, 2008, p.33)

Cette citation se focalise sur la période suivant l'indépendance colombienne mais peut cependant concerner une grande partie de l'histoire du pays par cette reproduction des attaches politiques de générations en générations. Pour en revenir aux deux partis, la plus grande séparation est liée au fait que les conservateurs sont très proches de l'église, ce qui n'est pas le cas des libéraux. Ces deux partis ont dirigé le pays depuis son indépendance de manière alternée, ce qui a mené à de nombreux conflits internes. En effet, chaque parti au pouvoir essaie d'éliminer physiquement ses opposants politiques. Au moment de leur accession au pouvoir, les partis amorcent la création ou la transformation de la police, non plus en tant que police de l'Etat, mais en une police du parti. Cette police élimine en son sein les anciens fonctionnaires liés au parti opposant puis entre en conflit face aux différents groupes d'autodéfense armés créés par le parti d'opposition (Hylton, 2008, p.59, p.66-67). Et ce processus est constant lors des changements de pouvoir. Il faut concevoir qu'aucun parti n'a réussi à être hégémonique et à réunir l'ensemble de la classe politique du pays. C'est pourquoi ils se sont liés à différents groupuscules « irréguliers » pour qui les normes et les lois ne semblent pas les concerner (Hylton, 2008, p.23). Des groupes comme les paramilitaires, mais aussi plus tard avec des narcotrafiquants. La limite entre légalité et illégalité est toujours très floue en Colombie.

Cependant, pour comprendre le contexte actuel, il faut se concentrer sur le climat de conflit qui s'est intensifié depuis 1948. En effet, c'est la guerre de *La Violencia* qui semble être à la base des problèmes d'aujourd'hui. Le conflit de *La Violencia* voit s'opposer les deux grands partis politiques du pays, entre 1948 et 1957, et fait environ 300'000 morts (Ospina, 2008, p.9). La guerre éclate après l'assassinat d'un des principaux politiciens, leader de l'opposition libérale, Jorge Eliecer Gaitan, en 1948. C'est dans ce contexte que le général Pinilla prend la tête du pays, en 1953, en utilisant la raison de la pacification du conflit. Ce coup d'Etat, en plus d'être exceptionnel dans le contexte colombien, se déroule sans véritable violence. Le général était avant cela chef de toute l'institution militaire, c'est donc avec l'armée qu'il prend le pouvoir. En outre, il entretient de bonnes relations avec Washington,

dont il revient d'ailleurs d'un voyage diplomatique juste avant son coup d'Etat (Ospina, 2008, p.79). A-t-il demandé l'autorisation du gouvernement américain, ceci n'est pas prouvé. Selon H. Ospina, les classes supérieures colombiennes, oligarchies très puissantes dans ce pays, ont préparé la société civile à ce coup d'Etat en promouvant l'effort et l'importance des militaires dans ce contexte de guerre, à travers les médias nationaux (Ospina, 2008, p.78). La fin du conflit de *La Violencia* intervient quand les deux partis, qui s'opposaient au début de celui-ci créent une alliance, le Front National. Ils effectuent un coup d'Etat en 1957, toujours sans violence, par un blocage du pays avec des grèves à divers niveaux. Ils se partagent par la suite le pouvoir en alternance tous les quatre ans. Le coup d'Etat du général ne met donc pas fin à la guerre mais en fait clairement partie, et surtout augmente les relations entre le pays et les Etats-Unis. En effet, c'est durant cette dictature que les premiers accords militaires sont signés entre la Colombie et les Etats-Unis.

Malgré le fait que ce Front réunisse en son sein les deux grands partis traditionnels, il ne représente pas l'entière de la population du pays au niveau politique. Le Front National est très « hermétique » et ne prend pas en compte les différentes forces politiques émergentes dans cette période, c'est « une confiscation du pouvoir par les élites dominantes » (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.2). C'est donc dans ce contexte que les différentes guérillas et un certain nombre de groupes d'autodéfenses sont créés et entrent en conflit. Ceci du fait que, comme souvent en Colombie, la vision de la légitimité du gouvernement n'est pas partagée entièrement par la population. Le Front National s'oppose à toute forme de contestation en la « désinstitutionnalisant », et ceci à travers deux facteurs importants (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.3). Ils mettent premièrement en place le « quasi-monopole » du pouvoir de l'exécutif et deuxièmement une certaine autonomisation des forces armées (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.3). Deux facteurs très importants qui restent en place durant toute la durée de ce conflit.

Le conflit baisse quelque peu d'intensité à la suite de *La Violencia*, mais il est cependant toujours prégnant dans la société. Il y a quatre périodes de transformations très importants qui sont majoritairement liées à des changements au sein de l'exécutif. En effet, comme expliqué précédemment, le pouvoir du président est très fort dans ce pays depuis l'apparition du Front National et le changement d'exécutif

redéfini à chaque fois les bases du conflit. Le président détient un pouvoir sur l'armée malgré la relative autonomie de celle-ci, de plus il n'est que très peu contrôlé par le parlement dans ce domaine (Grabendorff, 2009, p.71). Cette force de l'exécutif se ressent dans l'histoire de la Colombie à travers chaque président promettant de mettre fin au conflit interne par des stratégies très différentes.

Le premier changement se situe durant la transition de présidence entre Turbay et Betancur en 1980 (Lazzeri, 2004, p.25). La stratégie passe d'une politique d'opposition militaire de Turbay à des négociations, sous Betancur, avec les guérillas. En outre, c'est dans ce contexte qu'apparaissent les grands cartels de la drogue et leurs premiers groupes paramilitaires. Il est très intéressant de voir que chaque négociation de paix entre le gouvernement et les guérillas augmente fortement la puissance des paramilitaires. En effet, ceux-ci sont renforcés par les élites opposées à ces négociations mais aussi par les militaires et les narcotrafiquants (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.180). Ils utilisent donc l'arme paramilitaire afin de s'opposer à ces pourparlers et les saboter, ce qui intensifie le conflit entre paramilitaires et guérillas. Ces négociations sont une remise en cause de la stratégie paramilitaire. En effet, la chute de la guérilla touche la raison principale formelle de leur création : la contre-insurrection.

Le deuxième changement se situe entre la fin des années 80 et le milieu des années 90, avec trois éléments importants dans ce contexte selon Lazzeri :

[L]a lutte de l'Etat contre les cartels de la drogue ; l'expansion des groupes paramilitaires et leur compétition avec les guérillas pour le contrôle des ressources, la drogue en premier lieu ; l'opposition des élites politiques et économiques aux réformes démocratiques et au processus de paix avec la guérilla. (Lazzeri, 2004, p.25)

Dans ce contexte, les confrontations entre guérillas et paramilitaires augmentent fortement, leur pouvoir respectif aussi. Cette période débouche sur la fin des cartels. Les FARC montent en puissance, ainsi que les paramilitaires qui se sont quelque peu autonomisés de l'Etat et des élites traditionnelles. Il y a à ce moment un nombre plus important d'acteurs illégaux qu'institutionnels dans le conflit. C'est pourquoi les phases de négociations ne sont pas acceptées par le milieu militaire et les élites traditionnelles qui désirent combattre les guérillas (Salaz, 2010, p.8). Ceci renforce à nouveau les paramilitaires. De plus, les forces armées, de par leur relative autonomie,

ont pu recruter de plus grands effectifs par « l'état d'urgence » institué (Salaz, 2010, p.8).

Le troisième changement se situe durant la présidence de Pastrana, entre 1998 et 2002, avec la création de nouvelles négociations entre guérillas et Etat (Lazzeri, 2004, p.25-26). Négociations qui sont à nouveau sabotées par les paramilitaires et par une partie des élites du pays. Arrive par la suite l'aide américaine, à travers le *Plan Colombia*, qui est critiquée par une partie de la société civile colombienne comme étant une « internationalisation » du conflit (Grabendorff, 2009, p.72). Cette aide augmente la militarisation de la stratégie nationale au sein du conflit (Grabendorff, 2009, p.75) sans faire baisser le climat d'insécurité. Il faut percevoir que depuis l'arrivée de l'aide américaine, censée lutter contre la drogue, la concentration se fait principalement sur la lutte contre les guérillas et ceci de manière non pas diplomatique mais militaire. Cependant, elle permet de grandes réformes au sein de l'armée et de la police colombienne, qui se sont fortement accentuées sous la présidence de Uribe.

La quatrième période de changement d'intensité est liée à la présidence de Uribe. Il se fait élire en promulguant la volonté de lutter frontalement contre les guérillas sans aucune voie de négociation et décide par la suite de démobiliser les paramilitaires. La volonté de supprimer militairement les guérillas et surtout de ne pas négocier avec eux permet de concevoir le récent climat du pays comme étant dans une « véritable » situation de guerre. Il est difficile actuellement d'en connaître la situation exacte car de grands événements se sont déroulés ces derniers temps. Il est possible de se demander si ceux-ci ont une chance de clore ce chapitre de conflit ou s'ils n'en sont qu'une nouvelle étape (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.1).

Ces événements, qui peuvent être perçus comme une avancée vers la fin du conflit, sont liés aux FARC. Ceux-ci ont vu la mort de différents leaders historiques mais aussi certains succès d'envergures de l'armée contre leur infrastructure, ce qui les a mené à leur affaiblissement (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.1). De plus, ce qui est très intéressant :

[Il y a un] renforcement graduel du sentiment de sécurité dans certaines portions du territoire national, désormais (re)conquises par l'Etat au moyen notamment de sa politique, controversée, dite de sécurité démocratique. (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.1)

L'Etat se trouve donc militairement dans une bonne posture. Cependant, il rencontre des problèmes au niveau socio-économique à instaurer un véritable climat de paix pour toute la société (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.2).

La face la plus négative du contexte concerne les acteurs du conflit qui sont totalement opposés et n'ont jamais réussi à aboutir à un véritable cessez-le-feu. Il faut se rappeler que les guérillas « ont maintes fois démontré, par le passé, leur capacité d'adaptation stratégique et leur résilience opérationnelle dans un environnement rural et montagnard trop longtemps délaissé par l'Etat » (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p. 10). D'ailleurs, la quantité de combats s'accroît dans certaines zones actuellement, avec les guérillas mais aussi avec les BACRIM. En outre, l'Etat colombien abrite en son sein un grand nombre de problèmes :

[Des p]ratiques incompatibles avec la notion d'Etat de droit, telles que corruption et désinformation, atteintes répétées aux droits de l'homme à l'encontre d'individus ou de groupes suspectés d'opposition ; entraves à la justice et tentatives de déstabilisation ou de discréditisation de ses plus hauts représentants ; entorses répétées au droit international public, notamment humanitaire. (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.1)

Le climat de conflit en Colombie évolue avec l'histoire, les modes de production, les différents pouvoirs exécutifs et les acteurs, mais reste permanent (Salaz, 2010, p.7-10). Le terme de « guerre civile » est néanmoins pertinent car le pays voit s'opposer de grands groupes armés avec un système logistique très bien organisé au sein de sa société. Uribe, dans un discours en 2005, met en avant le fait que la Colombie n'est pas dans une situation de guerre civile car elle ne fait pas face à deux partis « politiques » s'opposant, mais à des groupuscules terroristes assiégeant la société civile et l'Etat (Hylton, 2008, p.170). Il faut percevoir que les mots sont importants dans ce genre de contexte. En effet, l'utilisation du terme « terroriste » pour les FARC permet d'une part de légitimer la confrontation militaire et de refuser toute volonté de négociation avec ces groupes, d'autre part elle permet d'obtenir une aide internationale plus conséquente, principalement de la part des Etats-Unis (Hylton, 2008, p.170). Ce terme de terrorisme est largement repris sur la scène internationale, cependant il concerne autant les groupes paramilitaires que les guérillas. Il découle des liens qu'entretiennent ces groupes, surtout avec le narcotrafic, ainsi qu'aux différentes actions commises d'une violence inouïe en inadéquation avec les droits de l'homme.

Il est donc primordial de réfléchir aux définitions de base d'un concept tel que la guerre, et plus particulièrement la guerre civile, pour réfléchir aux cas actuels colombiens. Il faut cependant avoir conscience que les définitions de ces concepts ne font « l'objet d'aucune définition consensuelle » (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.191). Il est possible dans un premier temps de se référer à la définition de la guerre de Clausewitz comme étant « un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté » et qu'elle est « la continuation des relations politiques, par l'appoint d'autres moyens » (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.191). Cela correspond en partie au contexte de la Colombie où chaque acteur essaie de contraindre l'autre à accepter ses valeurs et son idéologie. D'autre part, les paramilitaires et les guérillas ont essayé d'entrer en politique mais n'ont que difficilement et partiellement réussi à transformer leurs forces militaires en une force politique. Les guérillas ont créé l'UP, et certains paramilitaires ont eu la volonté de créer un parti également, cependant la corruption des politiciens semble plus efficace. Dans ce contexte, c'est la politique qui doit être perçue comme continuation de la guerre, comme le pense Foucault qui a inversé la formule de Clausewitz. En effet, l'idée ne correspond plus à l'époque de Clausewitz, époque lors de laquelle la guerre se fait entre Etats si les négociations n'aboutissent pas. Dans le contexte post Deuxième Guerre Mondiale, les guérillas font la guerre afin de créer un nouveau régime politique. Ceci se fait un peu dans la même réflexion que Tilly qui dit que « la guerre fait les Etats » (Tilly, 2000, p.98).

La guerre ne doit pas être perçue comme une opposition entre Etats, les belligérants pouvant être des guérillas, des terroristes, des mercenaires, des populations civiles, ... (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.192). En effet, il existe plusieurs types de guerres. La Colombie fait face à une guerre de « basse intensité », non conventionnelle. En effet, les techniques de guerre ne consistent pas en des attaques frontales entre deux groupes mais plutôt en des attaques ciblées sur des objectifs stratégiques appartenant à chaque acteur. De par la grande mobilité des guérillas et des paramilitaires qui effectuent des attaques généralement éclaires, les confrontations ne sont pas permanentes.

La définition de la guerre civile est, comme pour celle de la guerre, quelque peu disputée. Cependant, une base commune ressort. « [U]n conflit armé opposant

différents groupes ou factions au sein d'un même Etat » (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.198). La Banque Mondiale définit la guerre civile : « dès lors qu'une organisation rebelle clairement identifiable s'oppose militairement au gouvernement en place et que la violence qui en résulte entraîne la mort de plus de 1'000 combattants dont au moins 5 % dans chaque camp. » (Banque Mondiale, 2005, p.75) De plus, les civils occupent une place très importante car ils sont difficilement différenciables des combattants, comme nous l'avons déjà vu à maintes reprises. Le but de ce genre de guerre est de « remettre en cause l'ordre établi et bien souvent d'imposer un nouvel ordre », par exemple d'un gouvernement qui « représente des intérêts particuliers ne répondant pas aux attentes de certains groupes ou de l'ensemble de la population » (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.199). Ces guerres sont de longue durée car elles proviennent de divisions profondes de la société où les fractions opposées peinent à avoir un dialogue (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.199-200).

La véritable opposition n'est plus entre Etats de telle ou de telle obédience idéologique, mais entre, d'une part, les Etats fragilisés et inquiets et, d'autre part, les forces incontrôlées qui les menacent. (Jean et Rufin, 1996, p.51)

Tous ces traits entrent très bien dans la mesure du conflit colombien qui dure depuis fort longtemps et fait un très grand nombre de morts. Les guérillas remettent en cause l'ordre établi du gouvernement depuis la fin de *La Violencia*. Qui plus est, la Colombie abrite de profondes divisions au sein de sa société, comme vu à de multiples reprises. Il faut percevoir que ce genre de conflit s'internationalise majoritairement (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.200). Ce qui est le cas en Colombie avec l'apport de l'aide américaine mais aussi avec les pays limitrophes où de vives tensions sont présentes, surtout lors de la présidence de Uribe. En outre, comme le montre Ghebali, les « guerres civiles sont déstructurées », elles évoluent avec le temps, comme en Colombie, suivant :

Des facteurs tels que des conditions historiques, des changements sociaux, l'action des leaders, l'affaiblissement de l'Etat, la remise en cause de l'économie mondiale, la dégradation environnementale, la pauvreté, des différences ethniques, culturelles et religieuses ainsi que des différences politiques ou idéologiques peuvent s'entremêler pour donner un cocktail explosif. (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.200)

Pour revenir à la Colombie et son conflit, le pays fait bien face à une guerre civile, où les différentes bases communes de ce concept s'y retrouvent. Le président Santos

a « enfin » déclaré que le pays se trouve bel et bien dans un climat de conflit, déclaration primordiale pour pouvoir entrevoir un processus de paix.

3.2 L'économie des guerres civiles comme outil de compréhension au processus paramilitaire

L'analyse de l'économie des guerres civiles est très utile à la compréhension du développement du processus paramilitaire mais aussi du conflit colombien lui-même. Depuis la fin de la guerre froide, malgré les rêves de pacification du monde, les guerres internes ont perduré et sont même devenues majoritaires. En effet, depuis 1945, 70% des conflits sont de nature civile et c'est « la forme la plus courante de violence organisée à travers le monde » (Sens et Stoett, 2002, p.170 cité dans Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2004, p.198). La Colombie se trouve dans cette situation depuis plus longtemps, néanmoins la guerre froide a endurci les antagonismes internes car les deux blocs (USA et URSS) ont en partie financé les différents belligérants.

L'analyse de ce genre de guerre a fortement évolué. En effet, durant la guerre froide, les analyses se concentrent uniquement sur les facteurs externes, comme étant des « manifestations périphériques » de celle-ci (Jean et Rufin, 1996, p.9). Les analyses actuelles mettent en avant des facteurs plus internes au pays, « la dynamique de la violence procède essentiellement de déterminants locaux » (Jean et Rufin, 1996, p.9). Le conflit colombien, bien qu'endurci par la guerre froide, semble lui aussi être fortement lié à ses origines par des facteurs internes de division de la société. Ceci démontre la pertinence de comprendre les racines historiques de ce genre de guerre.

Jean et Rufin démontrent l'importance des facteurs économiques. Bien que n'étant pas les seuls ces facteurs sont une « dimension essentielle de la dynamique des conflits », surtout lorsque ce genre de guerre perdure, car il y a une amélioration des matériaux qui sont en outre de plus en plus chers (Jean et Rufin, 1996, p.10-11). En Colombie, les groupes paramilitaires doivent rechercher des « circuits économiques spécifiques pour financer la lutte et contrôler les populations », des circuits qui ne sont pas toujours liés à l'Etat (Jean et Rufin, 1996, p.10-11 et p.15). Ceci démontre l'intérêt d'un tel cadre d'analyse. En effet, comme vu précédemment, le facteur le

plus important pour la perdurance d'une organisation du type paramilitaire est l'acquisition ou le détournement des différents monopoles étatiques dans le but de contrôler des territoires et des populations. Les paramilitaires contournent le monopole de l'impôt de l'Etat de différentes manières. Bien que le financement des paramilitaires se base à certains moments sur des moyens légaux, c'est majoritairement à travers des moyens illégaux que les ressources sont trouvées, comme le trafic de drogue. La coercition se base pour les paramilitaires sur la terreur et la menace.

Dans ce contexte, l'économie de guerre est majoritairement fermée. Les acteurs « opèrent à l'intérieur d'un territoire sans disposer d'autres ressources que celles qu'il[s] peu[vent] se procurer sur place » (Jean et Rufin, 1996, p.21). La plupart des mouvements armés s'insère dans le « tissu des économies locales » en produisant, captant ou taxant les ressources locales ; ce sont les « économies miliciennes », ceci « en continuité d'une économie clientèle préexistante » (Jean et Rufin, 1996, p.32-33). Ceci correspond au processus paramilitaire créé par des élites économiques et politiques (les clients) s'insérant ensuite dans les économies locales pour s'autonomiser. Rufin et Jean montrent de plus que les guérillas colombiennes ont très bien réussi à s'introduire dans les économies locales (Jean et Rufin, 1996, p.33). Cependant, ils n'ont pas analysé la réussite des paramilitaires dans ce genre d'économie.

Un facteur très important des guerres civiles actuelles peut être mis en avant : l'importance du contexte local où les ressources de bases sont recherchées, dans le cas colombien comme dans d'autres :

Le premier facteur qui rend la mobilisation des ressources locales plus aisée est l'affaiblissement des Etats nations, le recul du contrôle qu'ils exercent sur la vie économique et même politique de leur territoire et la criminalisation de la vie publique légale. (Jean et Rufin, 1996, p.35)

En Colombie, cela peut être conçu par les problèmes de contrôle du territoire de l'Etat. En outre, « l'économie milicienne repose en premier lieu sur l'appropriation des fonctions étatiques » (Jean et Rufin, 1996, p.75). Cependant, le processus paramilitaire peut être perçu comme une transformation de l'Etat pour pallier ce problème. En outre, cet affaiblissement de l'Etat influence ces groupuscules qui s'insèrent de plus en plus dans le milieu urbain. Les villes représentent un grand

enjeu pour les économies criminelles (Jean et Rufin, 1996, p.47-49). Les paramilitaires ont réussi, à partir des années 1990, à pénétrer dans les villes, non pas dans le centre mais dans les zones périphériques, les zones paraurbanisées (Dumont, 2007, p.351), où vivent les classes moyennes et faibles. La paraurbanisation est :

[U]ne périurbanisation d'agglomération, un processus conduisant au peuplement d'espaces morphologie rurale situés au-delà des agglomérations et dont une proportion importante de la population active occupée vient quotidiennement effectuer ses activités professionnelles dans l'agglomération. (Wackermann, 2005, p.287)

Les facteurs extérieurs restent importants, surtout avec l'internationalisation du monde actuel. En effet, il est important pour toute organisation de s'adapter à l'environnement qui évolue tant au niveau national qu'international (Jean et Rufin, 1996, p.13). L'entrée des paramilitaires dans le trafic de drogue représente un bon exemple. C'est une évolution réussie du processus paramilitaire, qui s'est adapté afin de prendre en compte ce marché en pleine expansion dans les années 80 au niveau international.

Jean et Rufin émettent une analyse intéressante concernant l'évolution des guerres civiles. Elles ont tendance à être moins mobiles que dans les années 70. En effet, les armées irrégulières désirent actuellement contrôler non seulement les populations mais également des territoires afin de profiter de leurs ressources.

Dès lors qu'une guérilla a pour ambition de fonder une économie de guerre sur l'exploitation criminelle, particulièrement, des ressources naturelles, elle entre dans une logique de guerre comparable à celle des armées régulières et s'accroche à des enjeux géographiques stables. (Jean et Rufin, 1996, p.48)

Les guerres civiles sont dans cette optique proches des guerres de position et les combats les plus importants se déroulent en des endroits stratégiques pour l'exportation des marchandises, comme les ports et les aéroports, surtout avec l'internationalisation de l'économie (Jean et Rufin, 1996, p.48). C'est exactement ce qui s'est passé en Colombie lorsque les paramilitaires, au moment de leur fédération au sein de l'AUC, ont décidé de conquérir le nord du pays pour se frayer un couloir de la drogue, allant des zones de productions aux zones d'exportations. Ils ont donc réussi à se créer un territoire bien utile, un espace économique très important permettant de nombreuses ressources au niveau du trafic de drogue et du pétrole.

Cette période peut être considérée comme « l'âge d'or » du paramilitarisme colombien.

L'économie des guerres civiles, selon ces deux auteurs, repose sur trois piliers de base :

Premièrement, la prédation, c'est-à-dire « soustraire à la population le plus de ressources possible, sans se soucier des conséquences économiques de cette spoliation », ce qui peut déboucher sur des actions de groupes incontrôlés qui recherchent l'enrichissement (Jean et Rufin, 1996, p.36-40).

Deuxièmement, une ressource qui complète la première, la criminalisation : « la production, de l'exploitation ou de la commercialisation illégale de biens ou de services licites ou illicites » (Jean et Rufin, 1996, p.41-44). « Contrairement à la prédation qui ne se préoccupe pas de maintenir la machine en état de fonctionnement, les activités criminalisées marquent l'entrée du mouvement armé dans un processus économique dont il tente de contrôler certains segments afin de percevoir des profits. » (Jean et Rufin, 1996, p.41). Les groupes peuvent soit protéger ce secteur soit entrer dans le trafic par la production et la distribution. Les marchandises peuvent être des produits illicites mais aussi licites, et les profits sont faits « en dehors de toutes contraintes légales » (Jean et Rufin, 1996, p.42). Cependant, « [u]ne économie de guerre fondée sur la prédation et la criminalisation a sans doute pour conséquence théorique le morcellement des mouvements. » (Jean et Rufin, 1996, p.53). Et c'est un des problèmes de base du processus paramilitaire, où les différents à l'internes sont courants, et ceci malgré la fédération. En effet, c'est de par le trafic de drogue que se crée la plus grande opposition dans le processus paramilitaire entre Castaño et Murillo, comme vu dans l'historique. De plus, il faut prendre en compte que les paramilitaires n'ont pas une véritable idéologie commune renforçant leur homogénéité, comme c'est le cas pour les guérillas. L'autonomie relative des différents blocs paramilitaires et la possibilité d'enrichissement personnel ont mené à des luttes internes. L'enrichissement personnel et le niveau de vie élevé des chefs sont fortement influencés par la relation avec les narcotrafiquants et les différentes élites économiques qu'ils ont côtoyés, ce qui n'est pas le cas des guérillas (Pécaut, 2006, p.27-28).

Le troisième pilier est lié à l'économie locale et l'utilisation de celle-ci au détriment de l'Etat. Néanmoins, ceci se fait par des liens avec les élites économiques et politiques locales (Jean et Rufin, 1996, p.44-46). Construire des « quasi-Etats avec une néo-économie territorialisée, reliée à l'intérieur, mais restant hors du champ du droit et du contrôle international » est une volonté (Jean et Rufin, 1996, p.44-46). Ils s'approprient les ressources économiques de l'Etat et en redistribuent une part. C'est ce qui arriva lorsque les paramilitaires réussirent à dominer une bonne partie du territoire du nord.

Il n'y a donc pas de modèle type en ce qui concerne les économies de guerres des mouvements armés, mais plutôt une série de solutions pragmatiques, soumises aux objectifs politiques des factions et dépendants de l'économie du pays avant la guerre, de la réparation spatiale des ressources, de la puissance de l'Etat, du nombre de groupes armés en luttés, de l'accès à des soutiens politiques extérieurs et de leur fiabilité. (Jean et Rufin, 1996, p.46)

L'historique du processus paramilitaire peut être mis en relation avec le cas libanais dans les années 1970, où l'origine et l'évolution de différentes milices, décrites dans l'ouvrage de François Jean et Jean-Christophe Rufin, sont perceptibles (Jean et Rufin, 1996, p.63-70). En effet, dans le cas libanais, une évolution en étapes ressort fortement, semblable au processus paramilitaire en Colombie. En outre, un certain nombre de traits semblables entre les deux pays peuvent être mis en avant. Le Liban est en pleine expansion dans ce contexte et influencé par des pays extérieurs. La Colombie quant à elle, dans le contexte de l'étude, est en pleine expansion et les relations externes sont très importantes, surtout avec les Etats-Unis.

Dans un premier temps, les milices libanaises ne sont pas professionnelles, elles ne sont pas rémunérées. Ce sont de « simples » civils armés par différents entrepreneurs et propriétaires fonciers. Jean et Rufin nomment ces communautés qui arment des civils des « petits Etats en devenir » (Jean et Rufin, 1996, p.66).

La naissance d'une économie milicienne dans la guerre du Liban fut conditionnée par le passage d'une mobilisation locale (village, quartier) de groupes d'autodéfense opérant dans un cadre étatique encore uni, à la monopolisation de la coercition et des ressources par des grandes milices structurées et hiérarchisées, ébauchant une division territoriale du pays à partir de 1976. (Jean et Rufin, 1996, p.65)

Cela peut être lié à ce qui est appelé « les origines et influences du paramilitarisme en Colombie » dans le premier chapitre, dans lequel des populations sont armées pour défendre leurs intérêts ou ceux de grands propriétaires fonciers et d'éleveurs.

Dans une deuxième phase, ces milices libanaises, les plus grandes, se professionnalisent progressivement et sont payées pour leurs services. En effet, elles prennent de plus en plus d'importance sur les scènes locales car elles restent armées et commencent à avoir de grandes ressources (pillage, trafic de drogue). Ceci leur permet d'augmenter et améliorer leurs forces, par des entraînements provenant étrangers (URSS et Israël), avec lesquels les jeunes des villes sont transformés en de véritables soldats en uniforme (Jean et Rufin, 1996, p.71). En Colombie, la professionnalisation est quelque peu différente du Liban, car elle se fait par une pression des propriétaires terriens qui réussissent à légaliser les paramilitaires au milieu des années 1960. En effet, c'est par l'importance des élites économiques dans le système colombien et par leur pression sur les politiciens locaux dans un premier temps puis nationaux par la suite que les paramilitaires deviennent légaux. Il faut être conscient que ce sont bien ces élites économiques qui ont créé les premiers groupes paramilitaires colombiens et qui désirent voir leurs « armées privées » devenir légales. De plus, comme dans le cas libanais, ils sont par la suite entraînés par des mercenaires israéliens et britanniques, et ceci ne peut être instauré qu'avec l'aide d'acteurs étatiques.

Dans la troisième phase, les milices s'autonomisent et se financent par la prédation et la criminalisation (drogues, ressources naturelles, etc). C'est le passage du clientélisme à la prédation qui leur permet de s'autonomiser (Jean et Rufin, 1996, p.64), ceci en évitant les structures de l'Etat. Le Liban importe plus de 50% de ses ressources. La contrebande est donc une source de bénéfice importante car les milices importent des produits en contournant la « médiation » de l'Etat puis spéculent dessus pour en obtenir des bénéfices (Jean et Rufin, 1996, p.72). Dans le cas colombien, la transition se fait aussi en passant du clientélisme, lié soit aux élites traditionnelles soit aux narcotrafiquants, à une économie majoritairement basée sur la criminalisation, et non pas sur la prédation comme au Liban. En effet, c'est surtout la criminalisation à travers la prise en charge du trafic de drogue qui permet aux paramilitaires de s'autonomiser. Cependant, dans les deux cas, il faut essayer de contourner les monopoles financiers de l'Etat et trouver des moyens pour se créer des substituts. En outre, c'est la faiblesse de l'Etat, dans les deux cas, qui permet à ces groupes de devenir de plus en plus puissants. En effet, en Colombie les conflits qui perdurent montrent :

l'incapacité de l'Etat à conserver le monopole de l'usage de la force. Son pouvoir se fragmente entre des acteurs privés qui incitent à l'exercice d'une violence toujours plus décentralisée. (Jean et Rufin, 1996, p.386)

Dans la quatrième phase, les milices libanaises rencontrent des entrepreneurs de guerre qui participent à l'effort de guerre de l'Etat. C'est l'apparition « des premières structures économiques paraétatiques institutionnalisées » (Jean et Rufin, 1996, p.73). Ces entrepreneurs sont :

Sollicités de participer à l'effort de guerre en fournissant des équipements civils et militaires et en approvisionnant les forces armées et la population civile de la région, confrontés aussi à de nouvelles et importantes taxes établies par les milices, les entrepreneurs appliquent la logique capitaliste à leurs nouvelles activités et s'efforcent d'en tirer profit. (Jean et Rufin, 1996, p.73)

Ceci peut être mis en lien avec les périodes de légalité des paramilitaires en Colombie. De plus, les milices entrent dans la ville durant cette phase, comme l'ont également fait les paramilitaires colombiens.

Le passage du monopole étatique de la violence légitime au débridement des violences privées fait naître une demande sécuritaire que s'approprient les milices. La société urbaine renoue, du fait du retrait de l'Etat, avec des pratiques d'accords avec les guerriers, dans la tradition de la Khuwa (impôt de protection des nomades aux citoyens dans le moyen âge) [...] A côté des miliciens stricto sensu on voit donc proliférer les sociétés de gardiennage, de transports de fonds, de fabrication de vente et de matériels électroniques, de club de sport de combats, etc..., gérés par des paramilitaires. (Jean et Rufin, 1996, p.80)

C'est une « privatisation de l'ordre public » qui couvre différents domaines et qui perdurent après la guerre (Jean et Rufin, 1996, p.80).

La dernière étape se situe dans un contexte de paix où ces milices transforment leurs acquis illégaux en statut légal, grâce à certaines complicités politiques. Ils investissent par la suite dans des activités légales, tout en perdurant dans le trafic de drogue (Jean et Rufin, 1996, p.75). En résumé, ils aident le secteur public, détruit par « leur » guerre, en devenant son protecteur (Jean et Rufin, 1996, p.100). Pour finir, au Liban les milices convertissent leur puissance militaire en pouvoir économique par des lois d'armistices et de démobilisation (Jean et Rufin, 1996, p.102). Les compromis leur permettent de passer du système de racket et de protection des entrepreneurs privés à « une participation au système politique ». (Jean et Rufin, 1996, p.102) C'est exactement ce qui se fait dans la première phase de démobilisation en Colombie. Un grand nombre d'observateurs décèlent dans ce

processus un système permettant de légaliser les ressources des paramilitaires acquis illégalement.

3.3 Les acteurs du conflit colombien

La complexité du conflit colombien découle de sa durabilité mais aussi du nombre important de belligérants y participant. Il est donc primordial de savoir qui y prend part pour comprendre la place des paramilitaires dans cette guerre civile. De plus, l'internationalisation du conflit à la fin des années 1990 démontre l'importance à comprendre la place que les Etats-Unis occupent dans ce conflit et la relation qu'ils entretiennent avec la Colombie et son gouvernement. Relation qui trouve ses origines de manière plus lointaine mais qui prend une véritable importance dans les années 1990 avec le *Plan Colombia*.

3.3.1 Quels acteurs sont parties prenantes du conflit et quelle place les paramilitaires occupent-ils dans celui-ci ?

C'est une guerre de tous contre tous, dans une société où une grande partie de la population est armée ou protégée par les armes. (Sánchez G., 1998, p.201)

Cette citation démontre bien la spécificité et la complexité très importante du conflit colombien. En effet, il n'y a pas seulement deux acteurs bien distincts qui prennent part à cette guerre et représentent une séparation stricte de la population. Il existe en Colombie un nombre relativement élevé d'acteurs évoluant suivant le contexte. L'Etat ne voit pas s'opposer à son pouvoir un seul groupuscule, comme dans la plupart des guerres civiles, mais bien de nombreux groupes. Ceci est, comme vu à maintes reprises, lié aux nombres importants et prégnants d'oppositions au sein de la société colombienne.

Les acteurs « principaux » de cette guerre civile sont : les guérillas, les groupes paramilitaires et l'Etat. Le conflit ne voit pas s'opposer ces trois acteurs durant son entièreté, car selon le contexte, ils peuvent soit s'allier, soit négocier en vue d'une relative paix ou soit se confronter. En Colombie, une certaine partie de la population se sent proche de ces acteurs et de leur revendication. Néanmoins, la majorité en est plutôt victime et peinent donc à se sentir représenté.

La base de l'opposition colombienne, après *La Violencia*, se situe entre les insurrections, c'est-à-dire entre les guérillas et l'Etat. L'intérêt de ce chapitre est de comprendre la place détenue par le troisième acteur de ce conflit : les paramilitaires. Cet acteur ne peut pas être considéré comme étant à la base du conflit, néanmoins il en demeure un élément très important. Les paramilitaires servent les intérêts des élites et de l'Etat et protègent le territoire du climat d'insécurité important. Néanmoins, ils ne font pas ceci par idéologie, ni pour véritablement défendre l'Etat mais par intérêts.

Ils se développent cependant comme une véritable arme de contre-insurrection légalisée quand les guérillas apparaissent à la fin des années 60. Ce rôle émane des carences du pouvoir central. L'Etat décide de « privatiser » la coercition afin d'éliminer ces différentes insurrections. Cependant, malgré leur rôle de « protecteur de l'Etat » dans ce contexte, les paramilitaires restent fortement liés aux élites traditionnelles. C'est d'ailleurs elles qui ont poussé le gouvernement à les légaliser en 1965. Les paramilitaires défendent les intérêts des groupes qui leur fournissent des armes et les payent mais ne défendent pas les populations plus pauvres n'ayant pas les moyens de déboursier pour leur protection. La contre-insurrection est donc liée aux intérêts plus qu'à une véritable idéologie et volonté d'éliminer ces groupes.

Au milieu des années 80, la relative accalmie du conflit entre les guérillas et l'Etat, découlant d'un certain nombre d'accords entre eux, mène à un retranchement de l'armée dans les casernes et par là à une baisse du contrôle du territoire par l'Etat (Hupet, Giraldo Jimenez, 2009, p.8). C'est dans ce contexte que les élites économiques et les narcotrafiquants décident d'accroître les effectifs des paramilitaires. Ceci mène à un retour du conflit et une augmentation du nombre d'acteurs en son sein. Les groupes sont liés et même créés dans ce contexte en majorité par les narcotrafiquants qui désirent défendre leurs intérêts. Néanmoins, dans un premier temps, les contacts avec les élites traditionnelles et l'Etat sont encore existants.

Les paramilitaires restent donc en quelque sorte un outil de contre-insurrection opposé aux différentes guérillas. Cependant, « leur contre-insurrection » ne doit pas être comprise comme une opposition directe aux insurrections, et par là une

protection de l'Etat, mais plutôt comme une lutte contre les acteurs s'attaquant à leurs clients. Comme dans le cas des liens avec les élites économiques traditionnelles, les narcotrafiquants utilisent les paramilitaires pour combattre les guérillas mais également pour obtenir des terres et surtout étendre leur pouvoir à de grandes régions. Pour ce faire, les paramilitaires font régner un climat de terreur permettant de dominer les populations. Néanmoins, ils bénéficient dans ce contexte de la « complicité des forces de sécurité de l'Etat », ce qui leur permet d'accroître leurs forces et leurs ressources (Lazzeri, 2004, p.48).

La période de fédération des paramilitaires et de la prise en charge du trafic de drogue à la suite de la chute des grands cartels amène un grand changement quant à leur rôle au sein du conflit. En effet, la fin des années 1980 amorce un changement par la confrontation entre l'Etat et les cartels de la drogue. Dans ce contexte, les paramilitaires sont plus liés aux narcotrafiquants qu'à l'Etat. C'est d'ailleurs à ce moment qu'ils deviennent illégaux et un nouvel acteur en opposition à l'Etat central. Cependant, les paramilitaires découvrent très vite l'intérêt qu'ils peuvent tirer de cette confrontation. Et ceci en retournant leur veste, en aidant l'Etat à lutter contre ces cartels. Le cartel de Medellin et son chef Pablo Escobar commencent à se confronter de manière trop directe à l'Etat central, ce qui entraîne un véritable danger, selon les paramilitaires comme Castaño. Les paramilitaires et surtout la maison Castaño décident donc de s'allier à l'Etat, au Cartel de Cali et à la DEA américaine pour éliminer Escobar, en créant le groupe Los PEPES (Lazzeri, 2004, p.49). Par la suite, le cartel de Cali chute. Dans ce contexte, au milieu des années 1990, les paramilitaires voient la possibilité de reprendre à leur compte le trafic de drogue. Cependant, un certain nombre de groupes paramilitaires n'agissent pratiquement plus de manière contre-insurrectionnelle. Ils sont devenus de véritables narcotrafiquants, des mafias, luttant encore contre les guérillas mais seulement pour la domination des territoires utiles à ce trafic. Ces groupes sont même prêts à s'opposer militairement à l'Etat, sous le commandement de Murillo.

Néanmoins, un rôle de contre-insurrection perdure dans ce contexte pour certains groupes paramilitaires. Ceci au moment où l'Etat décide de laisser les FARC se composer en un parti politique, l'UP, et de laisser une partie du territoire colombien à cette guérilla. Les paramilitaires reprennent du service dans la contre-insurrection

pour s'opposer à cela mais sans relation avec le gouvernement. Ceci en lien direct avec les élites traditionnelles, les partis politiques traditionnels, les narcotrafiquants et une partie de l'armée qui peine à comprendre ce qu'a permis l'Etat. C'est dans ce contexte qu'un très court retour à la légalité se fait pour les paramilitaires, entre 1994 et 1997, avec la création des CONVIVIR, qui n'est rien d'autre qu'une façade pour eux.

Dans ce contexte un certain nombre de groupes décident de se fédérer en 1997. Ils deviennent véritablement autonomes, en maintenant toutefois des liens avec l'Etat, l'armée et les élites. Ils parviennent à conquérir de plus en plus de territoires, c'est une période d'expansion importante (Lazzeri, 2004, p.50). Ils se développent jusqu'à devenir une sorte de « petit Etat » dans le nord du pays. Ils s'occupent non plus uniquement de choses économiques et illégales mais érigent des structures sociales comme des hôpitaux. Ils prennent en charge la population. Cet essor se fait grâce aux élus politiques locaux, avec qui ils partagent des liens et qui ont pris leur indépendance face à l'Etat depuis la décentralisation. C'est dans ces régions qu'ils effectuent une « contre-réforme agraire », prenant des terres et la donnant aux élites dans leur camp (Lazzeri, 2004, p.51). L'expansion s'étend par la suite vers le sud et le centre du pays, au milieu des années 90, en direction des zones à intérêts (pour la drogue majoritairement) contrôlées par les FARC (Lazzeri, 2004, p.52).

Les paramilitaires changent de rôle à la suite de la démobilisation et sont perçus comme « groupes terroristes » par les USA, l'Union européenne et la Colombie. Le 11 septembre 2001 et les attentats du *World Trade Center* ternissent l'image des armées irrégulières qui sont de plus en plus perçues comme des groupes terroristes⁶⁷. Dans ce contexte, des groupes conservant les structures paramilitaires sont créés et d'autres perdurent simplement du fait qu'ils refusent la démobilisation. Cependant, il est difficile de les considérer comme paramilitaires car ils entretiennent toujours moins de liens avec l'Etat central et son armée. Ils deviennent néanmoins des acteurs très importants du conflit et s'affrontent de plus en plus à l'Etat lorsque celui-ci empiète sur leurs intérêts. Les structures paramilitaires ont perduré mais les alliances ont quelque peu changées. Les BACRIM s'allient à certains moments avec

⁶⁷ RSR, *histoire vivante*, « retour en Colombie », 7 au 11 mars 2011, <http://www.rsr.ch/lalere/programmes/histoire-vivante/?serie=3000235>.

les guérillas pour engranger de meilleurs profits. Néanmoins, une opposition indéniable entre l'Etat, les guérillas et les BACRIM est perceptible, que ce soit au niveau des valeurs, des intérêts, des référents identitaires et de la perception du monde (Hupet et Giraldo Jimenez, 2009, p.1). Cependant, la contre-insurrection ne semble ainsi plus du tout concerner les paramilitaires. Trois acteurs participent donc dans cette période au conflit.

Dans l'histoire du conflit colombien, les paramilitaires ont le plus souvent changé de rôle, en se transformant selon le contexte et leurs intérêts, soit en arme de contre-insurrection, soit en « mafia », soit en protecteur d'intérêts ou soit en un petit Etat. Ce qui est intéressant est que la contre-insurrection des paramilitaires se fait le plus intensivement lors des périodes de négociation entre les guérillas et l'Etat. La stratégie contre-insurrectionnelle ne sert finalement qu'à augmenter leur pouvoir et ne semble pas être un véritable objectif de défense de l'Etat.

3.3.2 L'internationalisation du conflit par l'aide américaine

Les Etats-Unis entretiennent de très bonnes relations avec la Colombie depuis l'indépendance de celle-ci. Ils la considèrent comme une alliée principale pour sa domination sur le reste de l'Amérique Latine (Daviaud, 2011). La relation entretenue de longue date rencontre des pics d'intensité suivant les gouvernements et les contextes. La majorité de l'aide apportée au pays par les Etats-Unis commence véritablement à la fin des années 80, avec comme objectif la lutte contre la drogue.

Néanmoins, la période de la guerre froide intensifie quelque peu les relations entre les Etats-Unis et les pays du cône sud américain. Ceci à travers l'Organisation des Etats Américains (OEA) instituée en 1948 à Bogota. L'OEA est fortement dominée par les Etats-Unis qui l'orientent dans la lutte contre le communisme (Hylton, 2004, p.63-64). Les Etats-Unis ont l'optique d'asseoir leur domination sur cette partie du monde face au bloc soviétique. La Colombie est un « bon élève », très proche de son grand voisin. En effet, elle est le seul pays d'Amérique Latine à avoir adhéré à l'accord d'envoi de troupes en Corée en 1950. Elle y dépêche d'ailleurs des soldats pour y acquérir de l'expérience. Une expérience très importante lors du retour au pays en situation de conflit interne.

Hylton, dans son ouvrage, parle d'une participation de la Colombie à la Guerre Froide comme étant autant internationale, avec la participation à la guerre de Corée, que nationale, avec l'entraînement des troupes en Géorgie à la Ranger School de Fort Benning (Hylton, 2004, p.63). C'est dans cette école que les officiers colombiens sont entraînés à des techniques de contre-insurrection (Ospina, 2008, p.83). Dans ce contexte, les relations avec les Etats-Unis s'intensifient surtout par une aide logistique et militaire. La dictature du général Pinilla lors de *La Violencia* interdit le Parti communiste. Ceci est intéressant car c'est une des conditions imposées pour l'obtention de l'aide américaine dans bon nombre de pays d'Amérique Latine (Sappia et Servais, 2010, p.262). Cependant, la légation Suisse en Colombie à cette époque exprime dans les prémices de la négociation que l'aide militaire des Etats-Unis à la Colombie ne subordonne aucune condition politique et économique pour effectuer cet accord⁶⁸. Le premier accord d'assistance militaire de la part des Etats-Unis se négocie dans un premier temps en 1952, mais est finalement signé durant la dictature du général Pinilla⁶⁹.

Trois ans après [en 1955], sous le général Rojas Pinilla, le gouvernement américain financera la guerre chimique (sous la forme de bombe au Napalm fabriqué en Colombie) contre « les républiques indépendantes » communistes du sud. En coordination avec des conseillers américains, les vétérans colombiens de la guerre de Corée menèrent cette campagne qui devait sceller le premier échec de la longue liste des contre-insurrections. (Hylton, 2004, p.63)

La bonne entente entre les différents gouvernements colombiens et les Etats-Unis peut expliquer le nombre relativement faible de coups d'Etat effectués dans le pays. Les Etats-Unis et l'URSS ont une importance dans le conflit car ils aident « selon leurs intérêts propres » les principaux acteurs, ce qui a « contribué à la dégénérescence du conflit » (Audet, 2005, p.3). Cependant, l'aide de l'URSS ne perdure pas car les différentes guérillas sont plus liées à l'idéologie de Mao, Castro et de Che Guevara. Dans ce contexte, les Etats-Unis ne perçoivent pas encore le problème de la drogue. Ceci se situe en pleine « doctrine de la sécurité nationale », après la révolution cubaine lors de laquelle les Etats-Unis mettent en avant les risques internes aux pays. La doctrine contre-insurrectionnelle du moment promeut

⁶⁸ *Documents diplomatiques suisses*, base de données Dodis, <http://www.dodis.ch/8697>, « Rapport politique n°1. L'accord d'assistance militaire entre la Colombie et les Etats-Unis. », Rapport Politique, de la Légation Suisse au Département Politique fédéral, 26.3.1952.

⁶⁹ *Documents diplomatiques suisses*, base de données Dodis, <http://www.dodis.ch/8697>, « Rapport politique n°1. L'accord d'assistance militaire entre la Colombie et les Etats-Unis. », Rapport Politique, de la Légation Suisse au Département Politique fédéral, 26.3.1952.

la création de groupes paramilitaires : « combattre la guérilla par la guérilla ». En effet, la plupart des hauts gradés américains conçoivent la création de groupes paramilitaires ainsi que le soutien de la population comme solution pour éliminer la menace communiste. Les Etats-Unis influencent fortement la promotion de ces groupes en Colombie, par la CIA et le gouvernement qui envoient des directives pour résoudre ce conflit. Le but de ces groupes paramilitaires est de s'attaquer aux guérillas. Cependant, la notion d'« ennemi interne » renvoie à tous les civils ayant des visions contraires au gouvernement et étant ainsi perçus comme subversifs.

La relation entre les Etats-Unis et la Colombie à l'heure plus actuelle se base sur un changement important effectué dans les années 80 : la perception de l'importance du problème de la drogue. Reagan perçoit dans un premier temps le « trafic de drogue comme une menace pour la sécurité nationale » (Lazzeri, 2004, p.86). Le rapport à la drogue chez Reagan est ambigu, il autorise le rapprochement entre la CIA et les cartels colombiens pour financer les contrats au Nicaragua. Néanmoins, c'est sous son administration que les Etats-Unis considèrent l'importance de la lutte contre ce trafic, autant au niveau national qu'international. La stratégie consiste en l'élimination du problème à sa source. De plus, elle remet en cause les négociations entre les FARC et l'Etat colombien (Lazzeri, 2004, p.87).

Le président George Bush senior, lui, met en avant l'importance de cette lutte contre la drogue en augmentant les moyens à 1,2 milliards dollars (Lazzeri, 2004, p.87). C'est à cette période qu'aboutit la chute des deux principaux cartels colombiens. Un aspect très important dans ce contexte : les Etats-Unis perçoivent le conflit colombien comme un problème essentiellement lié à la drogue (Lazzeri, 2004, p.88). En réalité, comme déjà vu, il trouve à sa source d'autres problèmes, comme le nombre élevé d'oppositions au sein de cette société. Néanmoins, il est vrai que dans les années 80, les acteurs principaux de ce conflit se criminalisent. Pourtant, ce n'est pas en luttant uniquement contre le trafic de drogue que le conflit colombien cessera définitivement. Bien sûr, l'arrêt de toute fabrication de drogue en Colombie anéantirait une grande partie des ressources des différents acteurs, mais le conflit colombien ne se pacifierait pas pour autant.

Pour revenir à la relation entre les deux pays, c'est durant cette période que l'on associe les acteurs du conflit colombien au narcotrafic et que se développe le concept de « narcoguérilla » dans une optique de « décrédibilisation ». La présidence de Clinton aux Etats-Unis à la fin des années 90 est très importante dans ce rapport. En effet, c'est à cette époque que se met en place le premier plan colombien, en 1997: le *Plan Colombia*. L'objectif, caché ou non, du gouvernement américain consiste à trouver des ressources pétrolières externes aux pays du Golf (Audet, 2005, p.3). La Colombie dispose de grandes ressources, exploitées à seulement 20%, et celles-ci sont négociées avec les Etats-Unis en échange d'une aide militaire (Audet, 2005, p.3). Le plan est conçu sous la présidence de Pastrana, qui désire internationaliser le conflit colombien et créer une sorte de « nouveau plan Marshall » (Lazzeri, 2004, p.91-93). Le but premier est de mettre en place un nouveau plan pour la paix, dans lequel la société civile et les guérillas ont leur mot à dire ; ce que ces deux derniers ne pourront finalement pas faire (Lazzeri, 2004, p.93). Le *Plan Colombia* débute en 1999 et se concrétise en 2001. Il mène la Colombie au troisième rang des bénéficiaires de l'aide américaine. Le plan se base sur cinq points :

Revitalize the Colombian economy by creating new employment, expanding trade and increasing foreign investment. Strengthen the Government's public finances through structural economic reforms. Resstructure and modernize Colombia's Armed Forces and National Police. Stenghten the Government's ability to protect and défend the human rights of all citizens. Combat narco-trafficking and reduce the production of illégal dugs by 50% over the next five years. (Lazzeri, 2004, p.98)

Bien que l'optique principale de ce plan se situe dans la lutte contre le trafic de drogue, les ressources sont majoritairement liées aux contre-insurrections et à la lutte contre les guérillas.

Vu ces précédents, il n'est pas étonnant que, malgré les promesses réitérées autant de la part des Etats-Unis que du gouvernement colombien de ne pas employer les ressources du Plan Colombia en dehors du mandat spécifique, c'est-à-dire la lutte contre le narcotrafic, l'aide de Washington soit finalement employée aussi pour d'autres fins. (Lazzeri, 2004, p.90-91)

Une des conditions de cet accord réside justement dans le fait que ce plan doit être utilisé contre le narcotrafic et non contre les groupes armés (Lazzeri, 2004, p.102). Le Plan Colombia est une partie directe de la guerre contre la drogue effectuée depuis les années 90 par les Etats-Unis, qui préfèrent s'attaquer à la source du problème plutôt qu'aux consommateurs occupant son territoire (Audet, 2005, p.3).

La majeure partie de cet argent, environ 75% des 7,5 milliards de dollars d'aide, doit être dépensée dans l'armée et la police⁷⁰.

Les fonds américains ont, par exemple, permis la création de deux bataillons supplémentaires, composés d'une brigade militaire active de 2'300 hommes au sein de l'armée colombienne [...] une augmentation sensible de la présence des Etats-Unis en territoire colombien et dans la région, une présence qui a été réduite à un effectif de 800 par le Congrès des Etats-Unis. (Audet, 2005, p.3)

Les ressources du *Plan Colombia* sont de 7,5 milliards et doivent provenir de la manière suivante : 4 milliards par la Colombie et 3,5 milliards par la communauté internationale. Cependant, l'Union européenne se retire du plan, qu'elle juge trop belliqueux (Lazzeri, 2004, p.96). En effet, toutes les composantes du plan liées aux droits de l'homme ont été minimisées par les Etats-Unis et la Colombie. En 2000, le président Clinton enlève pratiquement tous les liens aux droits de l'homme de cette aide. Les Etats-Unis se disent conscients de l'existence des paramilitaires et des liens qu'ils entretiennent avec l'armée. La loi dont découle l'aide américaine interdit d'ailleurs de fournir de l'argent à des acteurs « illégaux », des acteurs étatiques liés à des acteurs illégaux ou qui mènent des actions abusives (ONU, HRW, 2001, p.4). Pourtant, l'aide apportée par les USA aide fortement les paramilitaires car elle est versée à des brigades militaires entretenant des liens avec les paramilitaires (ONU, HRW, 2001, p.4).

"Plan Colombia would be almost impossible without the help of the [paramilitary] self-defense forces," Commander "Wilson," an AUC member, told the Boston Globe. (ONU, HRW, 2001, p.37)

Les Etats-Unis versent la plus importante partie des fonds internationaux, 1,3 milliards de dollars, leur permettant de dicter les stratégies et les politiques à appliquer (Lazzeri, 2004, p.98). L'armée américaine a entraîné trois bataillons spécialement pour la lutte contre la drogue, envoyés dans le sud du pays (Lazzeri, 2004, p.104). Ce plan s'attaque aux zones contrôlées majoritairement par les guérillas et laisse en place les zones contrôlées par les paramilitaires, ceci malgré la haute production de coca dans ces régions (Lazzeri, 2004, p.109). Ce n'est pas seulement l'armée américaine qui entraîne les troupes, mais aussi différentes entreprises privées américaines partageant de très bonnes relations avec la CIA et le pentagone, comme DynCorp (Lazzeri, 2004, p.106). Ces entreprises agissent d'ailleurs sur le terrain colombien pour la sécurité et la lutte contre le narcotrafic.

⁷⁰ Audet, 2005, p.3 et Audet, 2003, p.5 qui provient du site du gouvernement américain <http://www.state.gov/j/inl/rls/nrcrpt/2001/rpt/8477.htm>.

Qui plus est, certaines sources prétendent, mais ce n'est pas vérifié, qu'elles ont aussi entraîné des groupes paramilitaires.

En 2002, la situation change quelque peu. Le concept de « narcoguérilla » est remplacé par celui de terroriste, et ce dernier concept englobe aussi les groupes paramilitaires selon les Etats-Unis et l'Union Européenne. Ce concept est aussi utilisé par la Colombie qui, lors de l'échec des négociations de paix avec les FARC, décide de reprendre les zones démilitarisées et prétend, pour sauver son image, vouloir « s'attaquer à la menace terroriste » (Lazzeri, 2004, p.110). Ce changement d'appellation transforme quelque peu la théorie de base du *Plan Colombia*, comme étant non plus uniquement centrée sur le narcotrafic mais contre le terrorisme. Cependant, la Colombie ne parle que très peu des paramilitaires et focalise ce terme de terroriste sur les guérillas (Lazzeri, 2004, p.113). Les clauses du plan sont changées par Bush junior afin que l'aide américaine ne se concentre plus seulement sur le trafic de drogue mais puisse cette fois résoudre le conflit. Il en profite pour rabaisser les conditions liées aux droits de l'homme qui pourtant sont déjà minimes (Lazzeri, 2004, p.115).

Le plan est renommé après l'échec de la plupart de ses objectifs et devient le Plan Patriote ainsi que l' « Andean Regional Initiative » (ARI). L'ARI est plus centrée sur la lutte contre la drogue et concerne plusieurs pays. Ce qui amène un certain nombre de tensions entre les pays ne désirant pas voir le grand voisin du nord entrer dans leur région. Le *Plan Patriote*, lui, débute en 2004 et montre la très bonne entente entre les présidents Bush et Uribe, qui désirent une résolution du conflit de manière militaire. L'aide économique et militaire des Etats-Unis pour la Colombie est donc très importante et se chiffre en millions de dollars. De plus, nous pouvons percevoir son augmentation massive dès l'entrée du *Plan Colombia*, comme le montre ce tableau.

Année	Aide US en millions de dollar
1996	40
1997	83,561
1998	110.232
1999	294,464
2000	488,257
2001	450, 230
2002-2012	Environ 500 millions par année

Source pour 1996-2002: Lazzeri, 2004, p.99 ; et pour 2002-2012 : Daviaud 2011.

Bon nombre de critiques existent face à cette aide américaine. Un des effets provient du fait que les guérillas ont pu profiter de l'hypothèse que les Etats-Unis s'approprient « le pétrole colombien au détriment de la population pauvre et marginalisée », pour critiquer un retour de l'impérialisme américain (Audet, 2005, p.3). Ceci rapproche une partie de la population des guérillas. D'ailleurs, les troupes américaines sont placées très proches des zones pétrolières, à la frontière avec le Venezuela, ce qui semble quelque peu prouver cette critique (Audet, 2005, p.3). Depuis le Plan Patriote, la guerre s'est quelque peu déplacée vers la frontière Vénézuélienne, là où se situent les zones pétrolières (Ospina, 2004, p.7). Il semble que l'impérialisme américain n'ait pas disparu, surtout pour leur « pré-carré » en Amérique du Sud. Leur aide ne consiste pas à améliorer les inégalités très importantes ou les différents conflits mais plutôt à augmenter les bénéfices qu'ils peuvent tirer de l'ouverture des frontières de ce pays, autant au niveau public que privé.

En outre, les stratégies de fumigation des cultures de coca et de pavot en Colombie misent en place par les Etats-Unis augmentent la perception négative de la population paysanne face à cette ingérence. Il faut comprendre que cette stratégie est très dangereuse pour la santé des paysans et touche des territoires servant de sources d'eau et à l'agriculture. En outre, les zones de culture de la coca se sont étendues jusqu'à doubler (Audet, 2005, p.3) En effet, les zones de production ont stagné dans un premier temps pour ensuite augmenter en 2005, par des déplacement des cultures. C'est un peu le « jeu du chat et de la souris » (Munera, 2007, p.300).

Il faut donc réviser cette manière de lutter contre la drogue, parce que le schéma répressif, outre son inefficacité, a des conséquences néfastes sur le développement agricole et l'écologie. (Munera, 2007, p.300)

Pour conclure sur cette relation: « La réponse américaine des Etats-Unis à la crise colombienne, et de l'administration Bush en particulier, est une combinaison de lutte antidrogue et de lutte antiterroriste » (Lazzeri, 2004, p.121). Les intérêts des Etats-Unis sont très importants et cette lutte contre la drogue n'est finalement qu'un subterfuge cachant leurs intérêts. « Les Etats-Unis utilisent ainsi de manière particulièrement flagrante le prétexte du narcotrafic colombien pour contrôler un pays stratégique sur le plan géographique, économique et écologique » (Labrousse, Figueira et Cruise, 2012, p.15). L'aide américaine contre le trafic de drogue en

Colombie est un retour de l'ingérence américaine, qui transforme leur « raison » dans leur discours durant la guerre froide, de lutte anticommuniste à lutte contre la drogue⁷¹. Il ne faut cependant pas y voir seulement l'aspect négatif car il semble évident que les Etats-Unis désirent la baisse du trafic de drogue.

Aujourd'hui encore, la relation entre la Colombie et les Etats-Unis est très bonne, surtout dans une période où la plupart des pays d'Amérique latine sont de plus en plus composés de gouvernements de gauche (Munera, 2007, p.297). Le gouvernement colombien est très à droite depuis longtemps, ce qui explique la bonne relation entre ces deux pays, surtout au niveau politique et économique. En effet, les deux partis traditionnels, mais aussi le nouveau parti *Social d'Unité Nationale*, se situent très à droite sur l'échelle politique.

3.3.3 La place de la terre et de la population civile dans ce conflit

La population et la terre sont deux facteurs très importants de ce conflit. Le problème majeur quant à la terre est lié au fait que les différents acteurs de cette guerre désirent dominer une grande partie du territoire. Cette concurrence sur la domination des sols se situe entre les guérillas et l'Etat, mais aussi entre les paramilitaires et les guérillas et maintenant entre l'Etat et les BACRIM. Néanmoins, dans les années 1990, les paramilitaires et l'Etat coopèrent afin de regagner les terres dominées par les insurrections. En outre, les paramilitaires sont beaucoup plus efficaces à la récupération de ces terres que l'Etat lui-même. Ceci leur permet de gérer de grands territoires en augmentant leurs ressources. Ressources en partie légalisées à la suite de la démobilisation.

Crées comme auxiliaires d'une armée et d'une police d'Etat incapable de stopper la propagation des insurrections, les paramilitaires avaient l'assurance de devenir les nouveaux maîtres de la terre au début du 21^{ème} siècles. Leur formes de gangstérisme (...) avait convenu à la société elle-même. (Hylton, 2008, p.29)

Le *Plan Colombia* et le gouvernement Uribe renforcent le pouvoir des paramilitaires sur le territoire car, à travers ce plan, l'armée ne s'attaque pratiquement pas aux terres dominées par ceux-ci et se concentre sur les zones contrôlées par les guérillas. La domination des paramilitaires est ainsi quelque peu légitimée.

⁷¹ « Ingérences étatsuniennes », *Le Monde Diplomatique*, 1 janvier 2006.

Les pratiques permettant l'appropriation des terres sont souvent basées sur le déplacement des personnes. En effet, la prise de possession se fait par l'intimidation et la peur poussant les personnes à fuir ou à vendre. La Colombie reste l'un des pays comportant le plus grand nombre de personnes déplacés, environ 4'628'882 entre 1985 et 2008 (Salazar et Lager, 2012, p.4). En outre, les déplacements de population pour le compte des paramilitaires sont, selon Carlos Castaño, effectués en collaboration avec l'armée à de nombreuses reprises (Hylton, 2008, p.147).

Le problème de la place qu'occupe la population est sous-jacent à toute guerre civile. En effet, dans ce genre de conflit, la séparation entre la population civile et les combattants est difficilement identifiable. Et ceci n'est pas uniquement un problème pour l'Etat mais également pour les autres acteurs ne sachant pas dans quels camps se situe la population qu'ils rencontrent. Donc, tant la contre-insurrection que les insurrections ne semblent pas mettre en avant l'importance de la séparation entre civils et combattants (Hylton, 2008, p.184). Ceci est flagrant du fait que les différents acteurs de ce conflit, l'armée y compris, ne semblent pas très concernés par les droits de l'homme, et la population en pâtit alors. Même la Croix-Rouge peine à accéder à certaines zones où la demande en médecins est malheureusement très importante. Les acteurs de ce conflit ignorent les conventions de Genève de 1949 qui distinguent combattants et non-combattants, et interdisent l'attaque de ces derniers.

La population se déclare difficilement neutre, où plutôt ne peut pas l'être à cause des acteurs qui font pression dans cette guerre civile. D'une part, il est difficile de la différencier des combattants, d'autre part elle n'a le choix qu'entre collaborer avec les protagonistes du conflit ou mourir. En outre, ce dernier problème est encore plus compliqué dans le conflit colombien par le nombre important d'acteurs y prenant part. Chaque changement d'acteur dominant dans une région répercute ce choix sur la population.

Durant la présidence de Uribe, ce problème est encore plus prégnant et est d'ailleurs mis en avant dans son discours. En effet, il affirme que la population doit collaborer avec l'Etat si elle ne veut pas être accusée de collaborer avec les insurrections. La neutralité est impossible. C'est aussi ce que pense Castaño : « in war, the term unarmed civilian is relative. Two-thirds of the guerrillas are unarmed members who operate and collaborate with the guerrillas » (Romero *IN* Davis et Perieira, 2003,

p.199). La population civile est donc l'ennemi principal de Castaño, et non les guérillas. Les personnes suspectes sont considérées comme objectifs militaires ou « parasubversives » (Romero *IN* Davis et Perieira, 2003, p.199).

En effet, Uribe met ceci fortement en avant dans ses stratégies et ses discours. La doctrine de la « sécurité démocratique », qu'il a mise en place, intègre la population civile au conflit, avec plus d'un million d'informateurs civils et 25'000 paysans soldats. Il faut, selon lui, que la population collabore avec l'Etat et sa force armée. « Dans les sociétés démocratiques, il n'y a pas de neutralité du citoyen face aux crimes. Il n'y a pas de distinction entre la police et les citoyens » (Hylton, 2008, p.148). Et ceci n'est pas nouveau et existe déjà en Colombie depuis la guerre froide avec de vastes réseaux d'espions. Cette stratégie d'intégration de la population civile au conflit est typique de la doctrine de contre-insurrection de cette époque. Elle consiste à enlever « l'eau du poisson », c'est-à-dire détruire la relation entre les guérillas et la population, comme décrite plus haut. La distinction entre civil et combattant est inexistante dans cette doctrine. Ceci est parfaitement appliqué en Colombie où l'armée ne semble pas concernée par les conventions des droits de l'homme et n'est plus condamnée depuis 1991 malgré le nombre important d'exactions commises (Hylton, 2008, p.172). Plus tard aussi, la population sous domination paramilitaire se doit d'informer les chefs de toute activité d'un autre citoyen jugé subversif (Hylton, 2008, p.149).

La sécurité démocratique, instaurée par Uribe et appliquée par les informateurs civils et les contingents de soldats paysans, augmente la méfiance au sein de la population (Audet, 2005, p.5). En effet, ceci mène à « une division de la population » problématique dans l'objectif d'instaurer la paix (Audet, 2005, p.5). Cette méfiance provient de cette surveillance de tout un chacun. Ceci peut aboutir à certains scandales ou vengeances personnelles lorsque des personnes désirant se débarrasser de quelqu'un le dénonce.

Les guerres civiles sont donc toujours très problématiques pour les populations civiles prises entre deux feux. D'une part les armées irrégulières voulant dominer ces populations, et d'autre part l'Etat ne désirant pas que les populations soient alliées à ces armées irrégulières. Les différents belligérants demandent à la population de choisir un camp, entre la collaboration ou la mort ; il n'y a pas de neutralité pour eux.

En outre, la population en Colombie n'est pas prise entre deux feux mais entre trois : l'Etat, les guérillas et les paramilitaires.

Il est intéressant de noter que la Colombie n'a pas eu de gouvernement ni de véritable politicien dit « populiste » comme dans la plupart des autres pays d'Amérique Latine. Ceci a été tenté à deux reprises, en 1930 et 1970-80, mais ils ont été supprimés voir « décapités par la terreur instaurée par l'Etat et le para-Etat » (Hylton, 2008, p.25). Il en découle alors un manque de légitimité du gouvernement central permettant justement aux guérillas et aux paramilitaires de dominer « légitimement » de grands territoires pour certaines populations (Hylton, 2008, p.25). Cependant, Uribe n'est-il justement pas quelqu'un de populiste ? Son élection est due à plusieurs facteurs, comme les échecs des négociations avec les guérillas mais aussi l'augmentation de l'insécurité à la fin des années 90, et ceci de plus en plus dans les villes. « [C]e qui rapproche la guerre de la vie quotidienne des habitants de toutes classes, sexes, races, générations dans les petites et grandes villes » (Hylton, 2008, p.152). Ce qui va mener la volonté d'une majorité de la population à voter pour un gouvernement « autoritariste de droite », ayant une optique contre-insurrectionnelle avec les « principes de la guerre froide » (Hylton, 2008, p.152).

Uribe a ainsi profité d'une telle conjoncture pour promouvoir un discours belliqueux contre les guérillas en promettant de résoudre ce problème, ce qui a plu à une partie de la population qui se sent de plus en plus concernée par ce problème. L'insécurité n'est plus seulement liée au monde rural mais s'est rependue dans les centres urbains. Néanmoins, cela n'a pas permis de résoudre le conflit et peut être vu comme un nouvel échec du gouvernement dans l'optique de pacifier sa société.

CHAPITRE IV : L'Etat colombien et les paramilitaires

Dans ce chapitre final, des réponses seront données quant aux questions mises en avant dans l'introduction concernant la relation entre l'Etat colombien et les paramilitaires. Ceci est traité par la recherche et les analyses exprimées dans les trois premiers chapitres. En effet, après s'être penché sur le fonctionnement des paramilitaires, leur histoire et le contexte de conflit de ce pays, il paraît possible de répondre à ces questions concernant la place et le rôle des paramilitaires dans l'Etat colombien.

Ce chapitre se fragmente en trois parties principales. Premièrement, il s'intéresse à l'Etat colombien, de son émergence à sa situation actuelle. Deuxièmement, il entreprend de donner une réponse quant au « véritable » rôle et à la place des paramilitaires en Colombie. Troisièmement, il tente une vision plus prospective quant à la possibilité qu'une armée irrégulière puisse remplacer l'armée régulière dans un Etat en transformation.

4.1 L'Etat colombien

Ce sous-chapitre établit une liaison entre le cadre théorique de l'émergence des Etats-nations, basé sur les Etats européens, et le cas de la Colombie. Bien que l'émergence de la Colombie soit différente de celle des Etats-nations européens, il s'agit en effet d'une indépendance. Ce cadre théorique reste très intéressant pour cette analyse et ceci à l'égard de différents aspects. Cette théorie permet de faire valoir l'importance de deux monopoles principaux, l'impôt et la coercition, pour la consolidation et le maintien d'un Etat. Ceci permet de comprendre les problèmes importants de la Colombie depuis son indépendance. De plus, il est pertinent de lier cette théorie aux processus paramilitaires, car elle permet de comprendre le rôle qu'ils entretiennent par rapport à l'Etat, soit comme un suppléant ou soit comme un concurrent. Mais aussi pour comprendre le processus paramilitaire en lui-même où la volonté d'obtenir ou de contourner ces monopoles étatiques importent beaucoup pour maintenir et consolider l'organisation.

Ce passage développe trois aspects, tous liés à l'Etat colombien : son émergence, sa situation actuelle et la privatisation de la violence institutionnelle.

4.1.1 L'émergence de l'Etat colombien

Ce passage s'intéresse à l'émergence de l'Etat colombien et aux liens pouvant être faits avec le cadre théorique. Ceci semble primordial afin de comprendre le contexte actuel mais aussi pour comprendre par la suite la place du processus paramilitaire dans ce pays.

L'Etat colombien acquiert son indépendance durant le 19^{ème} siècle, à la suite d'une guerre contre le colonisateur espagnol entre 1810 et 1819 qui voit finalement l'entrée triomphale de Simon Bolivar à Bogotá. Le contexte qui prévaut en Amérique Latine se trouve quelque peu inversé de celui qui voit l'émergence des États-Nations dans l'Europe du Moyen-Age. L'indépendance de l'Etat colombien est acquise dans une situation beaucoup moins anarchique. Le concept d'anarchie doit être compris dans le sens des Relations Internationales, c'est-à-dire par l'absence de chef, d'autorité générale ou de gouvernement. Il ne doit pas être perçu comme entièrement désarçonné, où l'anarchie est en situation de conflit total, mais plutôt en manque de hiérarchie globale. Dans le contexte européen, plusieurs groupes détiennent un semblant de pouvoir sur un territoire et une population. Pour se maintenir, un certain nombre de groupes entrent en conflit et ceci dans le but d'éviter qu'un seul groupe ne parvienne à obtenir un avantage prépondérant lui permettant de supprimer la concurrence. Néanmoins, comme expliqué dans le cadre théorique, un groupe parvient à supprimer la concurrence, il obtient ensuite les principaux monopoles, la coercition et l'impôt, et mène à la création d'un État-nation.

La Colombie est un territoire appartenant aux colonies ibériques en Amérique Latine. A la différence des pays européens qui émergent, la Colombie devient indépendante à la suite du fractionnement de ces colonies. Cependant, les deux cas s'apparentent tout de même car la nation colombienne n'est pas formée, elle est composée de groupes très hétérogènes. Des groupes qui ne ressentent d'ailleurs pas d'appartenance commune, sauf peut-être au niveau de leur religion et de leur langue (Hylton, 2008, p.41).

L'Amérique Latine est donc dans ce contexte sous domination de deux hégémons : le Portugal et l'Espagne. Les pouvoirs importants sont centralisés dans le pays colon qui dispose cependant de représentants sur place. En outre, il y a une grande

différence entre les deux colons : le Portugal administre des régions, lui permettant de garder une unité et éviter quelque peu les indépendances, tandis que les pays sous domination espagnole sont fortement centralisés et se fractionnent en plus de 22 Etats par la suite (Bon, 2001, p.18). Bien sûr, pour ce travail, il est important de se focaliser sur le cas de l'Espagne, ancien colon de la Colombie.

L'Amérique Latine est colonisée rapidement au 16^{ème} siècle, juste après sa découverte par Christophe Colomb. L'Espagne crée deux vice-royautés. La première est la nouvelle Espagne, comprenant les parties colonisées de l'Amérique du Nord et Centrale ainsi que les Antilles et prenant comme capitale Mexico. La deuxième est le Pérou, comprenant tout le territoire espagnol en Amérique Latine (Bon, 2001, p.18). L'Espagne crée par la suite deux nouvelles vice-royautés, la Nouvelle Grenade et le Rio de Plata avec comme capitales respectivement Bogota et Buenos Aires. Chaque vice-royauté est divisée en circonscriptions disposant d'un tribunal, « les audiencias », qui deviennent par la suite les 22 Etats de l'ancien territoire espagnol. Après l'invasion de l'Espagne par Napoléon, le pays désire renforcer son territoire en Amérique Latine mais échoue car les guerres d'indépendances éclatent, profitant de l'état de faiblesse du colon. Chaque « audiencias [...] s'érige en Etat indépendant », dont la Colombie (Bon, 2001, p.19). Le pays n'émerge donc pas suite à une lutte menant à l'avènement d'un seul hégémon comme en Europe, mais suite au fractionnement d'un territoire ne parvenant plus à être contrôlé. Ceci car l'Espagne se trouve en mauvaise posture interne. Néanmoins, la différence ne remet pas en cause la primauté des monopoles pour un Etat, mais permet cependant de voir qu'ils sont recherchés, utilisés et acquis de différentes manières.

C'est dans ce contexte que la Colombie émerge. Néanmoins, comme vu à de multiples reprises, la nation créée n'est pas parfaitement unifiée et homogène, le sentiment d'appartenance nationale ne semble pas être fort lors de l'indépendance. En effet, l'indépendance débouche plutôt sur la création d'un pays composé de multiples divisions internes, menant à cette situation de guerre civile endémique. Ces conflits sont caractérisés par un nombre important d'acteurs utilisant la violence sur ce territoire pour y asseoir leur pouvoir et en tirer profit. En outre, un des problèmes majeurs est le manque de légitimité de l'Etat central pour la plupart de la population, ce qui facilite la domination de ces acteurs non étatiques sur cette dernière. La

volonté de réduire le nombre d'acteurs utilisant la violence impunément sur le territoire colombien par l'Etat est très variée. Le processus paramilitaire est une solution à la résolution de ce défi. Cependant, il échappe finalement à l'Etat et devient lui-même un nouveau problème très important pour le gouvernement, et ne semble à l'heure actuelle pas être résolu malgré la démobilisation.

La théorie, utilisée dans le cadre théorique, n'est pas la seule expliquant l'émergence d'un Etat et peut d'ailleurs être perçue comme étant trop « eurocentriste ». Charles Tilly exprime qu'il est difficile d'expliquer l'indépendance de tous les pays selon cette théorie. Son exemple se concentre sur l'indépendance des pays à la suite de la Deuxième Guerre Mondiale (Tilly, 2000). Néanmoins, à la différence des cas dont il parle dans cet article, l'exemple colombien est plus proche de la théorie de l'émergence des États-nations. Ceci car l'armée colombienne est une armée propre au pays et non pas importée, comme dans le cas des indépendances du 20^{ème} siècle dans le « tiers-monde » (Tilly, 2010). Bien entendu, il ne faut pas pour autant penser que l'armée colombienne est exempte de toutes influences. Elle est fortement influencée par les Etats-Unis qui occupent d'ailleurs une grande place dans la création, ou plutôt la légalisation, du processus paramilitaire dans les années 1960⁷².

En outre, comme le montre le cadre théorique, l'évolution du système vers un État-nation n'est pas un but déterminé par les acteurs en lutte mais une conséquence, c'est-à-dire une réponse à un défi dans un contexte propre, leur maintien dans ce système. L'utilisation de cette théorie ne doit pas être perçue dans le sens d'une évolution « positive », où l'Etat-nation moderne est le meilleur résultat mais bien comme une solution qui aurait pu être tout autre.

Néanmoins, cette théorie reste pertinente et apporte une compréhension quant aux fonctions importantes de l'Etat, intéressantes à questionner pour ce travail au niveau de la défense de son territoire : la volonté d'obtenir le monopole de la violence physique et symbolique légitime sur celui-ci. Il est difficile pour l'Etat colombien de voir un nombre important d'acteurs concurrencer ses monopoles sur « son » territoire qui instaurent un climat de conflit. La plupart des présidents colombiens ont essayé

⁷² Voir pour de plus ample information le chapitre 2.1.

de résoudre ce problème, soit par une opposition militaire ou soit par des négociations avec ces différents acteurs, mais sans jamais parvenir à entièrement pacifier le pays.

B. Badie avance une analyse au niveau de l'institution des Etats dans l'idée qu'il existe des Etats « importés » comme la Colombie, ce qui provoque un triple problème, une analyse intéressante pour ce travail (Bon, 2010, p.21).

Premièrement, les territoires sont mal déterminés, ce qui mènent à un nombre de conflits important entre pays voisins et amène les Etats à devoir entretenir des armées importantes et coûteuses (Bon, 2010, p.22). Ceci a été le cas au cours de l'histoire colombienne mais de manière peu importante (Launay, 2010, p.71), à la différence des autres pays d'Amérique Latine où cela semble être « endémique » (Bon, 2010, p.22). L'armée colombienne a été très longtemps faible⁷³, c'est pourquoi il a fallu créer des groupes d'autodéfense civils. Ce n'est finalement qu'avec l'aide américaine dans les années 1990 que l'armée s'est fortement développée et professionnalisée, ce qui a baissé le besoin de s'appuyer sur les forces paramilitaires. En outre, dans la période plus actuelle, malgré la grande différence avec les régimes politiques qui l'entourent, un semblant d'apaisement depuis l'élection de Santos peut être perçu à la différence de la présidence d'Uribe.

Le deuxième problème est lié à l'hétérogénéité de la population composant les pays ainsi qu'à un manque de sentiment de nationalité en Amérique Latine (Bon, 2010, p.23).

Alors que, en Europe, les Etats qui émergent du Moyen Age sont déjà largement façonnés par leurs sociétés, c'est le phénomène inverse qui se produit ici : c'est l'Etat qui va faire la société ou, plus exactement, qui va créer la nation. (Bon, 2010, p.23)

En effet, ceci semble prégnant dans l'histoire colombienne mais qui peine à créer un véritable sentiment de nationalité depuis son indépendance, et ceci est encore partiellement le cas aujourd'hui. Depuis la fin du 19^{ème} et le début 20^{ème} siècle, la notion de citoyenneté pour les colombiens est spéciale. Ils « n'entretiennent pas de sentiment d'appartenance à la nation, représentée par un gouvernement central, mais

⁷³ Voir pour de plus ample information le chapitre 2.1.

plutôt à une adhésion exclusive à l'un des deux partis » (Hylton, 2008, p.33). Cependant, ce sentiment semble s'être développé avec le temps et s'être quelque peu ancré aujourd'hui dans la population⁷⁴. En outre, les problèmes et conflits propres à la Colombie sont plus liés aux rapports avec les différents partis ou idéologies politiques qu'avec les cultures des différentes communautés. De plus, il faut percevoir que la grande différence de culture au sein d'une société n'est pas forcément un facteur de conflit, au contraire même (Banque Mondiale, 2005). D'ailleurs, grand nombre de pays en Amérique du Sud affichent le multiculturalisme comme un facteur d'unité (Bon, 2010, p.23). La Suisse est un exemple de réussite d'une telle stratégie. En outre, la Colombie est un précurseur dans l'incorporation des communautés autochtones dans son système politique, elles sont d'ailleurs protégées par la Constitution (Bon, 2010, p.23).

Troisièmement, le problème le plus important en Colombie est lié à l'autorité (Bon, 2010, p.27). Une autorité qui est contestée dans le cas colombien depuis la fin de *La Violencia*, à l'intérieur du pays et non plus comme dans le passé depuis l'extérieur⁷⁵. Ce problème ne doit pas être développé car il a été à maintes reprises expliqué et démontré qu'un grand nombre d'acteurs sur le territoire conteste cette autorité. Cela permet de mettre en avant le terme de Georges Couffignal qui perçoit la Colombie comme un « Etat poreux » (Bon, 2010, p.28). En effet, de nombreux acteurs revendiquent l'autorité sur un territoire et une population en opposition à l'Etat central qui peine à être légitime pour l'entièreté de la population.

La souveraineté a toujours été fragmentée et limitée au niveau régional. Le gouvernement central n'as jamais eu le monopole légitime du pouvoir militaire et n'a jamais administré la majorité du territoire sous sa juridiction, ce qui mena à une longue période de conflit fractionnel entre les élites, qui dégénéra en guerre civile pendant la moitié du 20^{ème} siècle. (Hylton, 2004, p.28)

L'Etat central de la Colombie a toujours été assez faible malgré le fait que le pays soit unitaire et très peu décentralisé. Néanmoins, la distance entre le centre et les régions permet aux localités un relatif pouvoir et une indépendance face à l'Etat, dominées par des acteurs non-étatiques comme les élites économiques, les

⁷⁴ Emission de la RSR sur la Colombie, histoire vivante, retour en Colombie, 7 au 11 mars 2011, <http://www.rsr.ch/la-1ere/programmes/histoire-vivante/?serie=3000235>.

⁷⁵ Ceci est très important depuis la Guerre froide, comme vu dans le chapitre 3.2.

narcotrafiquants, les guérillas et les paramilitaires qui influencent, corrompent, menacent les acteurs étatiques locaux de ces régions.

4.1.2 L'Etat colombien dans le contexte plus récent

Norbert Elias démontre dans son analyse que les deux monopoles (coercition et impôt) sont centraux dans la formation et le maintien des Etats. Selon lui, si ces deux éléments « déperissent, tous les autres monopoles déperissent, et l'«Etat» se délabre » (Elias, 1975, p.26). Pourtant, dans le cas colombien, l'Etat n'a d'une part jamais été en position d'obtenir complètement ces deux monopoles et d'autre part en a perdu une portion toujours plus conséquente avec le temps. Pourtant, l'Etat colombien s'est maintenu et n'a pas disparu, est-il en situation de défaillance actuellement ?

La réponse à cette question semble être négative. En effet, il ne semble pas pertinent de parler d'Etat en décomposition. Il faut plutôt concevoir l'Etat colombien comme étant, depuis son indépendance, en état de transformation et d'adaptation perpétuelle. Il semble que malgré le fait qu'il ne détienne pas ces monopoles sur son territoire, le pays n'a jamais vraiment été sujet à se décomposer et son système démocratique a perduré. Néanmoins, l'Etat central a eu des périodes d'affaiblissement mais il a toujours su s'adapter aux différents défis et contextes, comme lorsque les narcotrafiquants ou les guérillas lui ont déclaré la guerre. Malgré cela, il ne s'est jamais effondré. Par contre, il n'a jamais réussi à trouver la solution parfaite pour résoudre le problème de l'insécurité et du nombre élevé d'acteurs violents en son sein. La légalisation du processus paramilitaire est une des solutions qu'il a instaurées mais qui lui a pourtant échappé par la suite. La stratégie de transformer le pays dans le but de s'adapter au contexte n'est pas propre à la Colombie et se retrouve dans la plupart des pays. L'Etat est en perpétuelle transformation. Les Etats ont par exemple dû se transformer lors de la Guerre Froide, lors de laquelle ils ont dû adapter leur système de défense basé vers l'externe contre le danger interne. La Colombie a quant à elle dû se transformer à de multiples reprises. Le problème de l'ennemi interne par exemple date en Colombie d'avant la Guerre Froide, avec un nombre important de groupes civils armés présents sur son territoire.

Peut-on appliquer le concept d'anarchie des relations internationales dans le contexte national Colombien ? En effet, le courant néoréaliste décrit l'anarchie des relations internationales comme étant une situation « d'absence de gouvernement au sens wébérien du terme, c'est-à-dire l'absence d'instance ayant le monopole de la violence légitime » (Macloed, 2008, p.23). Ce qui semble être exactement le même cas dans le cas colombien dans la période traitée dans ce travail. Bien sûr, il faut considérer qu'il existe dans le cas colombien un Etat, mais celui-ci ne correspond pas complètement à cette définition wébérienne. Il existe une part d'anarchie interne au niveau de la défense et de la sécurité dans ce pays. Et c'est bien cette situation « d'anarchie » interne, et par là de forte insécurité, en Colombie qui a poussé la population à s'armer et se défendre par ses propres moyens.

En effet, l'Etat colombien, dans la période de conflit du pays entre 1948 et aujourd'hui, démontre qu'il fait face, comme à l'époque de l'émergence des États-nations Européens, à différents groupes détenant un certain nombre de fonctions étatiques principales sur son territoire. Ces groupes sont différentes guérillas mais aussi, suivant les contextes, des paramilitaires pratiquant la concurrence. L'Etat n'est donc pas complètement souverain, mais surtout pas légitime, pour la population dans son ensemble ni sur l'entièreté de son territoire. Il ne correspond ainsi pas à la théorie de l'Etat de Weber, qui est cependant trop « eurocentriste ». Dans ce contexte et dans une réflexion centrée sur la théorie de l'émergence des Etats-nations, l'Etat colombien se trouve dans un processus inachevé.

Néanmoins, il est difficile de parler d'Etat en décomposition ou défaillant. En effet, cette interprétation trop « eurocentriste », dans une perception où la construction de l'Etat-nation européen est la seule évolution possible. Il paraît plus pertinent de noter qu'il existe un véritable Etat en Colombie avec ses fonctions sociales, économiques et politiques, même s'il ne correspond pas exactement à la définition wébérienne. Il est en perpétuelle transformation et adaptation à son contexte. De plus, ces transformations, surtout au niveau des problèmes dans les fonctions régaliennes, semblent actuellement avoir lieu dans un grand nombre d'Etats. Ceci ne semble pas pour autant provoquer leurs chutes mais plutôt leur transformation vers une plus grande prise en charge des citoyens pour leur propre défense. Une adaptation qui n'est pas pour autant allée jusqu'au cas colombien avec son processus paramilitaire,

mais où les civils entretiennent de plus en plus un rôle de surveillant et d'informateur.

De plus, l'Etat colombien occupe un rôle sur la scène internationale et est ainsi reconnu. Dans les relations internationales, la définition de l'Etat se situe plus dans la reconnaissance des autres de son entité. L'Etat colombien ne colle donc pas exactement à la définition de base de Weber et à la théorie de l'émergence de l'Etat-nation moderne. Cependant, il détient un pouvoir central composé d'un appareil administratif bien développé, même si un certain nombre de problèmes sont apparents. Le manque de « légitimité » et de pouvoir de l'Etat central est pris en grande partie en charge par la population elle-même. Néanmoins, la Colombie possède les structures et les fonctions étatiques de base au niveau social, économique et politique.

4.1.3 La privatisation de la violence

Cette idée de « privatisation » de la violence en Colombie est liée, à nouveau, au cadre théorique et au problème de l'Etat central face à la monopolisation de la coercition. Les différents groupes possédant une part de cette coercition « légitime », face à la population, ne sont pas forcément en concurrence avec l'Etat mais peuvent agir en relation avec lui, à certains moments, comme les paramilitaires. C'est dans cette optique qu'il est possible de parler non pas de monopole de la violence, mais d'une fragmentation de celui-ci à travers une certaine privatisation de la violence en Colombie. Ceci est un phénomène récurrent et de longue date pour le pays. Ce problème est lié au manque de « légitimité » et de pouvoir de l'Etat central, éléments, comme vu à maintes reprises, pris en charge par la population elle-même. Pour sécuriser des zones, des terres ou des populations, des groupes civils se sont armés et ont certaines fois été payés pour faire ce travail.

En outre, cette « privatisation » n'est pas un aspect nouveau dans l'histoire du monde, où les mercenaires ont été très importants dans le passé avant d'être surpassés par les armées nationales. « Le fait pour des Etats de recourir à des mercenaires afin de mener leur guerre ou d'assurer leur sécurité apparaît comme une constante dans l'histoire. » (Macleod, Dufault, Dufour, Morin, 2008, p.349)

En outre, cette « privatisation » de la violence est durant une grande partie de la deuxième partie du 20^{ème} siècle légale en Colombie, par le décret de 1965 puis avec les CONVIVIR dans les années 90. L'Etat semble donc conscient de ses carences dans ses fonctions régaliennes et décide de légaliser les paramilitaires pour les laisser régler ses problèmes internes. Cette « privatisation » de la violence provient de l'habitude des colombiens à s'autodéfendre, mais aussi de l'Etat lui-même qui, à la suite de *La Violencia*, décide de privatiser la coercition dans une optique de contre-insurrection. Les paramilitaires sont perçus dans cette optique comme des groupuscules agissant dans une optique de contre-révolution. La Colombie, sa guerre irrégulière et son système paramilitaire sont d'ailleurs perçus comme « un long processus de contre-révolution sans révolution » (Salazar, Trujillo Boris et Lager, Elisabeth, 2012). En outre, la décentralisation dans les années 1990 a de plus permis une augmentation de cette « privatisation », par une augmentation de ce genre d'organisation.

Pour Eaton l'enrichissement des localités, couplé avec l'affaiblissement des capacités de contrôle du centre, favorisent la progression des organisations illégales, guérillas et paramilitaires. Celles-ci prennent facilement le contrôle des administrations locales, ce qui leur donne accès aux budgets et aux contrats publics. (Grajales Lopez, 2009, p.67)

Il est également intéressant de noter que les politiciens ont une responsabilité.

L'incapacité de l'Etat colombien à contrôler les groupes paramilitaires et le manque de volonté des responsables publiques pour les combattre débouchent sur une situation de forte privatisation de la violence (...), les paramilitaires sont les premiers responsables des agressions contre les civils sur la période étudiée. (Grajales Lopez, 2009, p.70)

La Colombie est donc un pays dans lequel le monopole de la violence et de la coercition n'a jamais réussi à être atteint par l'Etat central. C'est pourquoi de nombreux groupes réussissent à l'exercer sur une partie du territoire et de la population. Néanmoins, ceci n'est pas effectué de manière légale pour la majorité des acteurs mais peut cependant être considéré comme légitime par une grande partie de la population. En outre, la privatisation de cette violence par les paramilitaires a été durant une longue période légale, entre 1965 et 1987 puis entre 1994 et 1997.

4.2 Le rôle et la place des paramilitaires dans l'Etat colombien et leur typologie

Ce sous-chapitre est central dans ce travail car il est la réponse à la problématique de base, dans la réflexion quant à la place du processus paramilitaire dans le contexte colombien. Ceci est analysé à travers les réflexions et recherches des chapitres

précédents. Deux parties principales découlent de ce sous-chapitre. La première se concentre sur la place et le rôle des paramilitaires en Colombie et la seconde effectue une typologie des différents rôles tenus par les paramilitaires colombiens durant leur histoire.

4.2.1 Le rôle et la place des paramilitaires dans l'Etat colombien

Pour répondre à cette question, il faut un peu revoir la place tenue par les paramilitaires dans l'Etat colombien, ceci de manière chronologique selon ce qui a pu être mis en avant dans le premier chapitre. Il en découle de nombreux rôles différents selon les périodes.

La première phase du processus paramilitaire montre que, jusque dans les années 1960, il n'existe aucun lien direct avec l'Etat. Malgré cela, ils agissent quelque peu en « suppléance » de celui-ci en remplaçant la police inefficace durant cette période : Par une protection des élites mais aussi avec des communautés qui s'organisent entre elles pour se protéger. Ils sont légalisés durant cette décennie dans une optique de contre-insurrection et sont donc jusque dans les années 1980 de véritables suppléants de l'Etat dans ses fonctions régaliennes. Ils protègent l'Etat des exactions commises par les guérillas désirant conquérir le pouvoir. Cependant, il faut quelque peu relativiser ce rôle de suppléant dans la contre-insurrection. Même s'ils s'opposent bien aux guérillas qui s'en prennent aux monopoles de l'Etat, cela ne se produit que très rarement. En effet, ils ne s'attaquent que très peu aux guérillas, surtout aux FARC qu'ils redoutent. Leur rôle consiste plutôt en la défense des élites économiques de ce pays, c'est-à-dire une minorité de la population. Le rôle de suppléant est donc ambigu, ils s'attaquent quelque peu aux guérillas et autres bandits mais le font majoritairement pour défendre une minorité et non l'Etat. L'aspect de défense contre-insurrectionnelle légale n'est donc pour ainsi dire que formelle. En outre, ils deviennent très vite une source de trouble par les techniques et actions très violentes appliquées, et ceci non pas uniquement contre les guérillas mais contre toute personne s'opposant aux intérêts de ces élites.

Dans la deuxième phase, durant les années 1980, les paramilitaires s'allient avec les narcotrafiquants. Leur rôle de suppléant à l'Etat semble toujours plus ambigu car ils sont légaux jusqu'à la fin de cette décennie. En effet, bien qu'ils continuent comme

dans la première phase à combattre quelque peu les guérillas, leur véritable rôle est de défendre et d'augmenter les ressources des clients qu'ils défendent, c'est-à-dire les élites économiques mais aussi et surtout les narcotrafiquants. Le rapport Crisis de 2005 met en avant quatre rôles des paramilitaires dans ce contexte :

Protect 'the community' and its properties from harrassment by the guerrilla and rival groups; Watch over the personal security of the leaders both of the cartels and the self-defence groups; Produce cocaine in the laboratories of the organisation (and of course protect those laboratories); Organise attacks on the left, government officials, and political parties opposed to narcotrafficking. (Crisis, 2005, p.14)

Tous ces rôles sont liés au narcotrafic et à la défense de leurs intérêts, la contre-insurrection n'est pas un objectif en soi. Ils partagent de moins en moins de rapports avec l'Etat. Ils se sont d'ailleurs quelque peu opposé à celui-ci durant la première partie de la guerre de la drogue. Egalement pendant les négociations entre l'Etat et les guérillas lors desquelles ils ont tout fait pour qu'elles échouent, ce qui fut le cas. Néanmoins, ils retrouvent un certain rôle de suppléant, mais en tant que « bras armé illégal » dans la deuxième phase de la guerre de la drogue où ils s'opposent, en lien avec l'Etat, à Escobar. En effet, malgré leur illégalité, l'Etat s'allie à ces groupes pour liquider les cartels. Les paramilitaires ayant perçu l'importance à liquider ceux-ci profitent de cette relation pour se procurer de la puissance ainsi que le contrôle du trafic de drogue. C'est par les ressources du trafic qu'ils parviennent à obtenir une certaine autonomie. En effet, dans ce contexte, les paramilitaires s'autonomisent face à leurs clients mais aussi face à l'Etat. Leur importance, si grande dans certaines régions, les transforme en une sorte de « petit Etat ». Cette époque représente les prémices de ce nouveau rôle, englobant les différentes fonctions étatiques, qui trouve son apogée lors de leur fédération.

Il y a ensuite lors d'une courte période un retour en tant que véritable suppléant légal de l'Etat, avec l'instauration des CONVIVIR devant s'opposer aux autres acteurs non-étatiques concurrents de l'Etat. Les CONVIVIR sont une couverture légale pour les groupes paramilitaires et leur apportent de plus des moyens et de la logistique fournis par l'Etat. Cependant, très vite ils dégénèrent et sont contraints à nouveau à l'illégalité. Néanmoins, cela leur permet de poursuivre leur autonomie. La fédération est donc la deuxième période lors de laquelle les paramilitaires sont des acteurs relativement autonomes instaurant un « Etat dans l'Etat ». Selon C. Castaño, c'est une stratégie réfléchie (Hylton, 2008). Ils saisissent les zones aux guérillas et

les contrôlent pour attirer l'Etat à s'y réintégrer et investir. Les paramilitaires sur place profitent de leur situation pour contrôler ces investissements étatiques et par là augmenter leurs ressources. Ceci ressemble fort au système mafieux en Italie par exemple, lors des tremblements de terres, où leur situation interne, liée aux les politiciens locaux, permet de prendre à leur charge les investissements étatiques puis d'en reverser une partie à des sociétés de reconstruction leur appartenant (De Saint Victor, 2008).

Pour finir avec cette chronologie, il y a la transformation des paramilitaires à la suite de la démobilisation faisant place à deux solutions. La première touche la reformation de groupes paramilitaires qui sont le plus souvent en concurrence avec l'Etat, les BACRIM. La deuxième consiste en leur démobilisation et au blanchiment de leurs actions et ressources obtenues de manière illégale par la démobilisation, c'est la transformation politique.

Dans cette réflexion chronologique, la distinction entre une force légitime et illégitime selon Tilly est intéressante à percevoir.

Au final, les agents étatiques ont exercé la violence sur une échelle plus grande, plus efficacement, plus amplement, avec un assentiment plus large des populations assujetties et avec la collaboration plus facile des autorités voisines que ne pouvaient le faire les agents d'autres organisations. (Tilly, 2000, p.101)

Le temps est d'une grande importance pour la création de cette délimitation, le contexte colombien dans la situation actuelle semble quelque peu percevoir cette différenciation. La réflexion de Tilly se base sur une chronologie dans laquelle plusieurs groupes peuvent au départ défendre par la violence des territoires et s'éliminent avec le temps jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un. Dans le contexte colombien, ce n'est pas si simple, et encore aujourd'hui de nombreux groupes utilisent la violence sans qu'un seul ne réussisse à éliminer les autres. Néanmoins, en Colombie, ce qui diffère est que l'Etat est déjà institué. Cependant, c'est dans cette optique qu'un certain inversement du processus de la théorie de l'émergence des Etats-nations peut être perçu. Les guérillas mais aussi à certains moments les paramilitaires deviennent, comme à la suite de la démobilisation, des acteurs concurrents à l'Etat. L'Etat est institué et des acteurs concurrents viennent par la suite s'y greffer et obtiennent surtout de plus en plus de pouvoir. C'est ce qu'exprime Hylton qui parle d'une « reféodalisation » des régions campagnardes par les

paramilitaires et les guérillas. Néanmoins, cette « reféodalisation » s'est développée jusque dans les milieux urbains et surtout dans les zones périphériques des grandes villes.

La différence entre armée légitime et illégitime n'est donc pas si évidente car, selon les périodes, les paramilitaires et les FARC disposent d'une « force » et surtout une légitimité plus grande que celle de l'armée régulière sur certains territoires. Les paramilitaires ont dominé tout le nord de la Colombie au moment de leur apogée à la fin des années 1990 sans que l'Etat ne viennent les déloger. Néanmoins, à l'heure actuelle, cette différence semble augmenter, les guérillas et les paramilitaires ont perdu de leur légitimité, ceci du fait de leurs exactions très violentes mais aussi de leur perte de puissance et d'influence sur la population. L'aide américaine est très importante car elle a permis à l'armée et la police, très mal organisées et mal formées jusqu'aux années 1990 avant le *Plan Colombia*, d'augmenter leur force et de rendre progressivement les paramilitaires inutiles. Les Etats-Unis ont également décrédibilisé les liens entre l'Etat colombien et les paramilitaires, par l'inscription de l'AUC sur la liste des groupes terroristes.

A la différence d'autres groupes d'autodéfense en Amérique du Sud, les paramilitaires colombiens ne peuvent revendiquer d'une efficacité dans la stratégie antissubversive car les guérillas existent encore aujourd'hui (Crisis, 2005, p.4-5). Le rapport Crisis de 2005 souligne que, malgré les liens existants entre l'Etat et les paramilitaires, une certaine autonomie est apparue au sein de ce processus et ceci grâce à des facteurs structurels et évolutifs.

4.2.1.1 Les facteurs structurels d'autonomie des paramilitaires

Les deux facteurs structurels les plus importants quant à l'autonomie des paramilitaires sont les liens avec le narcotrafic et la grande mobilité des paramilitaires leur permettant de remplacer la police dans les régions retirées.

Le facteur structurel le plus important est l'entrée des paramilitaires dans le narcotrafic. Quelques groupes sont d'ailleurs directement créés par les narcotrafiquants, comme le MAS. Le succès de ce dernier a été « as a catalyst in the formation of similar organisations in other régions » (Crisis, 2005, p.5). Néanmoins,

ce rapport dit aussi que ce ne sont pas les seuls liens qu'entretiennent les paramilitaires et surtout que tous les groupes paramilitaires colombiens ne sont pas de simples armées appartenant aux narcotrafiquants. Cependant, ce lien entre narcotrafiquants et paramilitaires engendre un problème. L'Etat s'engage dans les années 1980, à la suite de pressions américaines entre autre, à combattre la drogue et les cartels mais reste néanmoins en bon contact avec les groupes paramilitaires qui sont encore légaux. Des liens ambigus et contradictoires sont donc présents entre les trois acteurs.

Il a fallu longtemps jusqu'à ce que le pouvoir politique colombien considère la drogue comme un véritable problème. Ceci ne semble pas très important avant l'explosion du marché mondial dans les années 1980. L'Etat découvre à ce moment le pouvoir des barons de la drogue ayant réussi à amasser des fortunes inconcevables pour l'imaginaire - Escobar est par exemple prêt à racheter les dettes du pays.

Le début de la guerre contre la drogue est violent. Les narcotrafiquants réagissent violemment par « une campagne terroriste », ce qui provoque : « [t]his destabilised the relation of the paramilitary with the state » (Crisis, 2005, p.5). Cependant, l'Etat continue de lutter contre la subversion interne à travers des liens avec les paramilitaires (Crisis, 2005, p.5). La situation est donc paradoxale, l'Etat et les paramilitaires sont liés dans la guerre contre la subversion mais opposés dans la lutte contre la drogue. Néanmoins, il faut se rappeler que la chute des cartels permet de renforcer le lien entre les paramilitaires et l'Etat malgré l'illégalité de ces premiers. En effet, les paramilitaires aident l'Etat à faire tomber ces cartels. En contrepartie, cela permet aux paramilitaires de prendre de l'importance dans la monopolisation de ce trafic et leur créer les ressources financières pour s'autonomiser.

Le processus paramilitaire est une solution aux carences des armées régulières devant faire face à des groupes irréguliers comme les guérillas. En effet, la mobilité est un facteur propre aux armées irrégulières, contrairement aux armées régulières. La guérilla peut toujours dominer des territoires reculés et se retirer dans les montagnes lorsque débarque l'Etat et son armée. Cette dernière ne peut pas laisser indéfiniment en place des forces sur tout le territoire. Les forces de police devant remplir ce rôle ne réussissent pas à s'imposer, elles sont mal organisées, financées et

entraînées. L'Etat utilise donc les forces paramilitaires pour rester dans les zones après avoir vaincu les guérillas, ce qui est fort bénéfique pour la lutte antisubversive de l'Etat.

Using the paramilitary as a rearguard that consolidates – with an antisubversive programme – the territories taken by the army, the strategic problem of mobility is solved. So the paramilitary have expanded as a policing force, dedicated to maintaining the social order in the rearguard. (Crisis, 2005, p.6)

Cette situation est surtout bénéfique pour les paramilitaires qui exploitent fortement ces régions (prédation) et en profitent pour instaurer le processus du « para-Etat ». Après avoir chassé les guérillas, ils attendent un retour de l'Etat et surtout de ses investissements pour s'enrichir. Néanmoins, les liens persistants avec le trafic de drogue posent problème au maintien de ce processus et de sa légalité.

Le rapport CRISIS annonce que les paramilitaires ont réussi à faire perdre des territoires aux FARC mais qu'ils n'ont jamais réussi à s'attaquer à la base de l'organisation. Ils réussissent à protéger des zones pour le non retour de la guérilla mais ne parviennent pas à détruire celle-ci (Crisis, 2005, p.6). C'est pour cela qu'ils sont plus un outil de défense qu'un véritable outil d'attaque efficace dans la stratégie de contre-insurrection.

4.2.1.2 Les facteurs évolutifs de l'autonomie

En ce qui concerne les facteurs d'évolution posant problème dans la relation entre l'Etat et les paramilitaires, le rapport Crisis met en avant les tensions existantes entre agents de l'Etat et paramilitaires, et ceci depuis le début. Celles-ci ont augmentées à partir du gouvernement de Samper, entre 1994 et 1998, qui s'est quelque peu opposé aux paramilitaires par un certain nombre d'emprisonnements et de confrontations (Crisis, 2005, p.6). Ceci est étonnant car c'est dans cette période que se créent les CONVIVIR. Une hypothèse à ceci peut être la volonté de légaliser les groupes voulant poursuivre la lutte contre-insurrectionnelle et se confronter à ceux désirant rester dans l'illégalité et le trafic de drogue. Ces tensions sont allées jusqu'à l'attaque de certains fonctionnaires par les paramilitaires. Durant cette période d'avant la démobilisation, certains chefs paramilitaires sont prêts à s'opposer directement à l'Etat alors que d'autres ne veulent qu'aucune action contre celui-ci ne soit entreprise (Crisis, 2005, p.6). Tout ceci provoque de vives tensions au sein des

paramilitaires et surtout au sein de l'AUC. C'est peut-être la raison d'une opposition aux paramilitaires d'un côté et d'une légalisation en court d'un autre.

La relation avec les politiciens des partis traditionnels a fortement diminuée durant cette période. Cependant, ces tensions ont des origines plus lointaines et remontent à la création de l'UP. En effet, les paramilitaires mettent en avant le fait que ce sont les partis traditionnels qui ont permis la création de ce dernier. Voici les propos d'un paramilitaire lors d'un procès en 1989 :

Politicians, sirs: the Peasant Self-Defence Groups will participate massively in the electoral process, we will vote, we will elect. But sirs, our votes will not go to old opportunists. We have had ugly experiences with the political class, who as greedy vote gatherers promise and mislead in pre-electoral periods to obtain the votes they need. But after elections they forget our regions, and our leaders and caudillos that helped them reach to the top, where they show off, exploiting our blood, our sweat, and our tears. (Crisis, 2005, p.7)

La décentralisation est également importante à la fin des années 1980, moment lors duquel les paramilitaires prennent conscience de l'influence qu'ils peuvent exercer sur les régions, ceci en usant de la politique au niveau local plutôt qu'en visant immédiatement l'échelon national (Crisis, 2005, p.8). Pour finir sur cette tension :

But this underscores a second evolutionary tension that the paramilitaries have been facing. They are a deeply particularistic force, both for social reasons (the localism and provincialism of some of the main components of the coalition that supports them) and, more recently, for strategic ones (penetrating the municipalities is much more profitable than acting nationally). At the same time, their rhetoric depends on some basic macro objectives that can only be served through a unitary and highly structured organisation: defeating subversion, or protecting Colombia's national unity, for example. The paramilitary are rather obsessive in their comparison between the 'advance' of their regions and the stagnation of guerrilla dominated territories. Several of their major political operations – for example, opposition to peace processes with the guerrillas – have been supported on the notion that the paramilitary are the last force behind national unity. Acceding to the much desired category of 'political organisation' implies developing a discourse that appeals to a mass constituency, which can alter the delicate regional balance that feeds paramilitarism. (Crisis, 2005, p.8)

Le processus paramilitaire colombien a ainsi été perçu et renforcé par l'Etat dans un premier temps, ceci dans le but de renflouer ses carences sur son territoire et se libérer des guérillas. Il faut se rappeler que ceci s'est fait en lien avec différentes élites économiques ayant déjà quelque peu formé leurs groupes de protection. Finalement, durant l'entièreté du processus, ils ne défendent pas vraiment l'Etat et sa population mais plutôt leurs clients, c'est-à-dire les élites économiques et les

narcotrafiquants, et par la suite leurs propres intérêts au moment de leur autonomisation.

Avec le temps, les paramilitaires se font remarquer par leurs exactions et leurs relations avec le narcotrafic, ce qui oblige l'Etat à s'éloigner d'eux, surtout publiquement. Néanmoins, ils restent en contact même lorsque la guerre contre la drogue fait surface. Et c'est par l'élimination des cartels que les paramilitaires prennent de plus en plus d'importance et s'autonomisent face à l'Etat central. Ceci se fait tout en gardant des contacts avec les politiciens locaux malgré les tensions croissantes avec les partis traditionnels. L'apparition d'un nouveau parti, créé par Uribe, permet un retour important des relations entre l'Etat et les paramilitaires, ce qui abouti à leur « démobilisation », ou plutôt leur blanchiment.

4.2.2 Typologie des paramilitaires en Colombie

A la suite de cette recherche, quatre rôles remplis par les paramilitaires en Colombie peuvent en ressortir. Ces différentes phases ne se suivent cependant pas chronologiquement au sein du processus paramilitaire. Elles sont entremêlées les unes aux autres et démontrent une part d'hétérogénéité du paramilitarisme en Colombie. Ceci découle de la réflexion sur la fonction et le but du processus paramilitaire dans ce pays, à travers les différents rôles qu'ont eu les paramilitaires. Cette typologie se concentre sur les véritables rôles et fonctions des paramilitaires en Colombie dans la relation avec l'Etat central.

La relation entre les paramilitaires et l'Etat colombien est bien réelle, et celle-ci ne disparaît pas durant les périodes d'illégalités de ces premiers, cependant la relation est plus cachée et s'effectue majoritairement avec l'armée, la police et les politiciens locaux. Néanmoins, les paramilitaires ne remplissent jamais véritablement un rôle d'outil de contre-insurrection. Ils sont majoritairement durant ce processus un système de protection clientéliste, exclusivement lié aux élites et non à l'entièreté de la population. Ils agissent suivant les intérêts et non suivant la stratégie contre-insurrectionnelle ou idéologique dans l'optique de défendre l'Etat. Les guérillas étant perçues comme « ennemi public numéro un » dans ce pays, permet aux paramilitaires, plus proches du pouvoir, de défendre de leur importance dans cette

lutte même si elle est moindre, ce qui leur a permis d'être acceptés et même légalisés.

Une première séparation peut donc être faite au sein du processus paramilitaire entre légalité et illégalité. Cette distinction sera par la suite étoffée à travers les quatre rôles qu'ils ont eus.

Les périodes de légalité se déroulent entre 1965 et 1989, puis entre 1994 et 1997. Les paramilitaires sont définis comme étant des « milices d'autodéfense », avec comme objectif la défense d'une partie de la population contre les exactions des différentes guérillas mais aussi contre tous les éléments jugés subversifs pour l'Etat. Cependant, ce sont surtout les différentes élites économiques qui se font protéger (propriétaires fonciers, multinationaux, grandes entreprises ...). Elles émergent d'ailleurs pour certains groupes directement des élites qui décident de les créer dans une volonté de se défendre. Les paramilitaires travaillent dans ce contexte ouvertement avec l'Etat, ils font un travail de suppléance aux fonctions régaliennes de celui-ci, même s'ils sont quelque peu autonomes. Mais dans ce contexte il s'agit plutôt d'un « groupe d'autodéfense » cela légitime leur rôle de défenseur.

Dans les périodes d'illégalité, les paramilitaires maintiennent néanmoins un lien avec les politiciens, l'armée et la police, mais plus discrètement et ambiguë. Il est difficile de parler d'un véritable troisième acteur au vu des liens persistants. Néanmoins, dans certains contextes, les paramilitaires sont « pratiquement » autonomes. Ils sont un véritable Etat dans l'Etat englobant tous les niveaux de la société : économie, social, justice, militaire... Ils remplacent les différents monopoles sensés appartenir à l'Etat. Ils ont donc échappé à celui-ci. D'autres fois, ils commettent encore des actions en liens ou pour le compte de l'Etat, généralement des actions que ce dernier n'a pas le droit de commettre. Ils sont ce que certains auteurs ont appelé le « bras armé illégal de l'Etat ».

En quoi consistent donc les rôles des paramilitaires en Colombie ?

Dans une première réflexion, cinq hypothèses sont ressorties quant aux rôles des paramilitaires. Après cette recherche, il paraît impossible de définir un seul rôle propre à ce processus et quatre de ces hypothèses sont pertinentes dans son histoire,

même s'il est intéressant de les compléter et les améliorer. La cinquième semble impossible mais est discutée dans la dernière partie de ce travail.

Les paramilitaires sont un suppléant légal de l'Etat dans ses fonctions régaliennes car celui-ci a décidé de privatiser quelque peu son monopole de la coercition.

Comme expliqué dans le chapitre ci-dessus, les paramilitaires ont été un suppléant légal non seulement à l'armée mais aussi à la police. A la police du fait des problèmes de mobilité de l'armée régulière ; l'utilisation des paramilitaires comme une « arrière garde », comme le dit le rapport Crisis, pour renforcer le non retour des guérillas dans les villages est nécessaire. Ils sont donc un soutien à la police voire un remplacement de celle-ci. Les paramilitaires sont un suppléant à l'armée lorsqu'ils agissent de manière contre-insurrectionnelle, cependant ces situations sont rares et cela semble être le cas uniquement quand ils en tirent des intérêts pour eux ou pour leurs clients. Néanmoins, de nombreux rapports montrent qu'ils ont agi et patrouillé maintes fois ensemble même lorsqu'ils sont illégaux. Ils sont un véritable outil pour l'armée, ce qui a été explicité par les paramilitaires lors de la démobilisation.

Il y a donc deux périodes de légalité dans le processus paramilitaire, de 1965 à 1987 puis de 1994 à 1997. Deux périodes mises en cause par la Cour constitutionnelle qui déclare les différents décrets illégaux. De plus, il faut mettre en avant l'idée que ces deux périodes légitiment « l'utilisation de la violence comme moyen de résoudre le conflit », ceci car l'Etat accepte les actions violentes perpétrées par ces différents groupes (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.181) D'ailleurs, l'armée semble elle aussi utiliser la violence et ceci à de nombreuses reprises selon les rapports des droits de l'homme.

En outre, ces phases de légalité ont été des échecs pour l'Etat car les paramilitaires ont considéré leur enrichissement personnel et leur pouvoir comme plus importants que la défense réelle de l'Etat colombien. Les paramilitaires ont donc échappés à l'Etat, ou plutôt celui-ci ne les a jamais vraiment contrôlés.

Les paramilitaires sont un suppléant illégal de l'Etat dans ses fonctions régaliennes, c'est le « bras armé illégal » qui effectue toutes les actions que l'Etat, qui se revendique comme un état de droit, ne peut pas se permettre de faire dans ce contexte de transparence de plus en plus important autant au niveau national qu'international.

L'idée de considérer les paramilitaires comme étant le « bras armé illégal » de l'Etat se retrouve dans grand nombre de documents, surtout dans les recherches proches de la société civile. Le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies cite un organe de contrôle rattaché au ministère public qui définit les paramilitaires comme tels :

Ils sont devenus le bras illégal de la force publique, qui exécute pour son compte le sale travail que son caractère d'autorité assujettie à la loi l'empêche de faire [...] un nouveau moyen d'exercer sans entraves la répression illégale. (ONU, HRW, 1998, p.12)

Ceci ne concerne pas que la lutte contre les guérillas mais également contre toute personne critique au gouvernement et à leurs intérêts. Leur rôle est donc de faire taire, et ceci de manière violente, tous les opposants du gouvernement et de l'armée ainsi que de tout ceux qui touchent leurs intérêts et ceux de leurs alliés. Ceci concerne aussi l'emploi d'une violence très importante sur les sympathisants et les guérilleros pour obtenir des informations ou les faire taire. C'est dans ce contexte que les paramilitaires ont effectué les massacres dans des villages et aussi liquidé l'UP. Ces actions ne sont pas concevables pour un état de droit. Cependant, il faut bien penser que l'armée a commis un nombre important d'exactions violentes, néanmoins elle a progressivement laissé ce « sale boulot » aux paramilitaires. C'est pourquoi les statistiques sur la violence face aux droits de l'homme s'inversent entre 1980 et 1990. Elles montrent que la répression d'Etat commet 75% des violations des droits de l'homme en 1980, tandis qu'à la fin des années 1990 ce pourcentage s'inverse et passe de l'Etat aux paramilitaires avec néanmoins encore plus de 5% des cas commis par la police et l'armée (Hylton, 2008, p.135). Dans cette optique, ils sont un suppléant illégal de l'armée. Ils effectuent des actions illégales et extrêmement violentes en coupant « les lignes d'approvisionnement » des guérillas, c'est-à-dire qu'ils liquident les personnes en relation avec ces dernières, « l'eau du poisson », c'est-à-dire les appuis présents dans la population civile (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003.p.181).

Les paramilitaires sont une armée irrégulière agissant uniquement selon leurs propres intérêts, c'est une sorte de mafia, l'Etat en est un concurrent.

Ce rôle rejoint le précédent dans le sens qu'ils n'entretiennent pas de lien direct avec l'Etat central. Cependant, à la différence du cas ci-dessus, la concurrence est vraiment menée contre l'Etat central à ce moment. Il est d'ailleurs difficile de les considérer comme des paramilitaires puisqu'ils n'ont plus de liens avec l'Etat central, mais ils peuvent cependant encore être liés aux militaires et aux politiciens locaux. Ce système paramilitaire concourant à l'Etat central se met en place à deux périodes.

Premièrement, lors de la première phase de la guerre entre l'Etat et les narcotrafiquants, quand les paramilitaires sont totalement affiliés à ces derniers jusqu'à ce qu'ils perçoivent l'intérêt d'éliminer leurs anciens clients ou patrons et s'allient avec l'Etat. Cependant, durant ce contexte, les paramilitaires se séparent progressivement. Certains groupes, comme la « maison Castaño », décident de s'allier quelque peu à l'Etat et d'autres, sous le commandement de Murillo, veulent s'y opposer. En effet, Murillo, avant la fédération, est prêt à tout pour monopoliser le trafic de drogue, jusqu'à se confronter directement à l'Etat.

Deuxièmement, lors de la période de démobilisation qui voit apparaître les BACRIM, la troisième génération des paramilitaires, selon le rapport Crisis. Celle-ci est plus problématique car ceux-ci continuent d'entretenir des relations avec les élus locaux qu'ils ont aidés à faire élire aux élections législatives de 2006. Ceci ne se retrouve néanmoins pas dans toutes les régions mais majoritairement dans l'Antioquia, le Chocó, le Guaviare et le Meta (ONU, HRW, 2009). Cependant, les intérêts propres à ces groupes priment véritablement, ils sont même prêts à s'allier aux guérillas tant que cela est rentable ; la contre-insurrection n'importe plus du tout. L'Etat les perçoit d'ailleurs comme de véritables ennemis, « c'est une des principales difficultés auxquelles est confronté l'état de droit » à l'heure actuelle (ONU, HRW, 2009). Néanmoins, la lutte contre les guérillas restent prioritaire pour l'Etat (Crisis, 2007, p.1). D'ailleurs, le gouvernement nomme ces groupes différemment : Ce ne sont plus des paramilitaires mais des bandes criminelles, ceci malgré leurs liens et leur ressemblance. Cette nouvelle dénomination permet de justifier la « soi-disant » réussite de la démobilisation des paramilitaires pour l'Etat. En effet, l'Etat a

d'ailleurs longtemps gardé caché le fait que le gouvernement connaissait l'existence de ces groupes depuis 2006. L'objectif est de ne pas nuire à l'aura de la « réussite » de la démobilisation⁷⁶.

Dans le contexte récent, ces groupes sont de véritables « mafias » ou groupes armés illégaux dominant les marchés illicites. Et les innombrables cas de violence provoqués par leur actions, en augmentation durant la prise de présidence de Santos, obligent le gouvernement à les reconnaître, en les renommant cependant. Certains d'entre eux sont combattus, comme le prouve l'arrestation récente du chef de la bande *los Ratrojos*. Néanmoins, certains groupes non déclarés comme BACRIM par le gouvernement ne sont que très peu inquiétés. Ce sont principalement les groupes entretenant toujours des liens avec les politiciens, comme le groupe *Aiguilas Negras*.

Comme le montre la plupart des rapports, ces BACRIM sont composés majoritairement d'anciens paramilitaires démobilisés ou de paramilitaires qui n'ont pas voulu l'être. Cependant, ils ne sont pas aussi bien organisés et hiérarchisés que les militaires et peinent par ceci à contrôler véritablement des territoires de « manière exclusive », mais réussissent à avoir un certain contrôle territorial (ONU, HRW, 2009). Ils essaient eux aussi de contrôler un couloir de la drogue jusqu'à la mer⁷⁷. Ils parviennent à avoir un certain contrôle social et bénéficient des « anciennes structures économiques et politiques des paramilitaires » (ONU, HRW, 2009)

The paramilitaries built a power base in all sectors of society, legal and illegal. The new groups do not yet have this reach, are smaller and less visible, but also dynamic in a fast-changing environment. (Crisis, 2007, p.6)

Ces groupes semblent aller dans la direction qu'a suivie l'AUC à la disparition de Carlos Castaño, c'est-à-dire laisser complètement tomber la contre-insurrection si elle n'apporte pas d'intérêt et se concentrer sur le trafic de drogue et la monopolisation de celui-ci (Crisis, 2007, p.25).

⁷⁶C'est Wikileaks qui sort cette information : <http://www.france24.com/ft/20110329-focus-colombie-les-bacrim-les-nouveaux-narcoterroristes>, *France 24*, « émission sur les BACRIM », consulté le 5.7.2012.

⁷⁷ « La Colombie découvre la puissance des « Bacrim », *La Croix*, 21 février 2012.

Les paramilitaires sont autonomes, ils sont un Etat dans l'Etat.

Il ne faut cependant pas voir dans ce rôle une volonté de concurrence à l'Etat, mais plutôt une autonomie importante non remise en cause par celui-ci. Les relations existent tout au long du processus entre des « parties » de l'Etat, car ils restent liées aux politiciens locaux malgré leur autonomie, mais échappent complètement à leur contrôle.

La relation qu'ils entretiennent durant l'entièreté du processus avec l'Etat se trouve être liée à de nombreuses autres relations qu'entretiennent les paramilitaires. La recherche d'intérêts et de pouvoir semble primer sur n'importe quel autre problème, quitte à mettre en suspens certaines relations et créer des conflits. Dans ces contextes d'autonomie, dont l'apogée se situe durant la fédéralisation au sein de l'AUC lors de laquelle ils dominent tout le nord du pays, ils prennent à leur charge toutes les fonctions étatiques, qu'elles soient économiques, politiques ou sociales. Bien sûr, cela peut se faire en lien avec des politiciens locaux, mais ce sont eux qui dirigent ces régions. La domination est telle qu'ils réussissent à faire « revenir » l'Etat central, non pas pour reprendre à leur compte ces régions mais pour y investir. Ce qui ne fait qu'enrichir les chefs paramilitaires et leurs organisations par le contrôle des investissements étatiques dans ces régions.

Un exemple imageant leur pouvoir advient lorsque les paramilitaires sabotent les négociations entreprises par les différents gouvernements et guérillas (Hylton, 2008, p.139-140). Ils ne veulent pas partager leur position et désirent continuer de lutter contre les guérillas pour prendre leur territoire. Le but n'est donc pas contre-insurrectionnel, le seul désir est de dominer le plus de régions possible pour en retirer le plus d'intérêts possible. Ceci peut être illustré lorsqu'ils décident de prendre le sud et le centre du pays aux guérillas après avoir saisi le nord. Ils veulent élargir leur territoire. L'idéologie n'a aucune importance là-dedans, c'est la recherche d'intérêts et d'une domination plus importante qui prime.

Cette hypothèse et ce rôle semblent être ceux couvrant la plus grande partie du processus. A la différence de l'hypothèse précédente, l'Etat n'est pas obligatoirement un concurrent, il peut tout à fait être en relation avec les groupes mais seulement si ceci leur est profitable. Durant la plus grande partie du processus, les paramilitaires

sont relativement autonomes et entretiennent des relations diverses avec des groupes pour en tirer des intérêts. Les périodes de légalité durant lesquelles ils entretiennent de forts liens avec le gouvernement ne leur fournissent aucune véritable obligation. Le rôle de contre-insurrection sert uniquement à prouver formellement de leur légalité et de leur légitimité. Ils agissent dans la pratique contre les guérillas mais majoritairement voire uniquement pour y chercher des intérêts. Comme ils peuvent le faire contre d'autres groupes paramilitaires concurrents.

4.3 Vision prospective

Pour finir ce travail et ce chapitre, il est intéressant de questionner prospectivement le paramilitarisme à travers deux questions. En se demandant premièrement si le processus paramilitaire peut être considéré comme une nouvelle Révolution Militaire et deuxièmement si les armées irrégulières peuvent remplacer les armées régulières.

4.3.1 Les paramilitaires sont-ils une nouvelle Révolution Militaire (RM) ?

La révolution militaire est un processus ayant eu lieu à plusieurs reprises au cours de l'histoire. En effet, comme le montre Clausewitz, la guerre est un caméléon. Les penseurs et chercheurs ont cru à plusieurs reprises que les guerres étaient finies. Malheureusement, elles se transforment et réapparaissent toujours.

M. Wicht émet l'idée que la dernière RM débute dans les années 1940. En effet, la transformation principale provient du fait que les guerres ne se déroulent plus entre les Etats mais rentrent au sein de ceux-ci et se transforment en guerres asymétriques de basse intensité avec la création des guérillas⁷⁸. Pour utiliser le terme RM, il faut que cinq caractéristiques principales soient regroupées : une durée d'environ 100 ans, une innovation tactique, une dimension stratégique (c'est-à-dire que l'innovation tactique se diffuse), un volume important et un impact sociopolitique (Wicht, 2009).

En ce qui concerne le paramilitarisme, il est encore trop tôt pour savoir si une nouvelle RM est en cours. Néanmoins, même si nous pouvons dire que le processus paramilitaire de base en Colombie a échappé à l'Etat, il est clair actuellement que les civils prennent de plus en plus d'importance dans la défense du territoire et de la

⁷⁸ Pour de plus amples informations voir chapitre 3.

population. Comme avec la stratégie de sécurité démocratique de Uribe, mais aussi dans toujours plus de pays où les civils occupent une place dans la stratégie défensive de l'Etat. En effet, l'Angleterre a par exemple intégré des systèmes de surveillance vidéo, dès lors chacun peut visionner et appeler la police en cas de problème. Les Etats-Unis ont développé des systèmes de surveillance de voisinage, les *Neighbour Watch Communities*, avec des troupes civiles patrouillant dans leurs quartiers (Wicht, 2009, p.89). Cela provoque de plus en plus, comme dans le cas des guerres civiles, une confusion des rôles entre civils et policiers. Ceci est intéressant mais peut mener à des dérives, des personnes se prenant pour des policiers et désirant faire justice eux-mêmes. Pourtant, la construction des Etats modernes a banni ce système de justice personnelle en interdisant les vengeances, comme l'expose Elias dans ses recherches.

Concernant les cinq points caractérisant la RM, il est intéressant de réfléchir à tout ce que nous avons entrevu dans ce travail. L'innovation tactique ne réside pas dans le système paramilitaire mais plutôt dans l'incorporation des civils à un système de surveillance des Etats qui s'est répandu et provoque un impact socio-politique. De plus en plus de débats fleurissent à ce sujet, la Suisse n'en est pas exempt.

Il est difficile de répondre maintenant à la question concernant la durée car il n'y a pas encore de véritable changement qui perdure. Néanmoins, ce type de stratégie date de la guerre froide, tout en s'étant quelque peu démilitarisée. En effet, la volonté au départ de créer des groupes paramilitaires est fortement mise en avant, cependant les exactions commises par ces groupes en ont fait une cible à abattre par la suite. La révolution militaire faite par les paramilitaires, qui peut être nommée la révolution paramilitaire, peut être perçue comme incorporée dans le processus de « révolution militaire en sous-sol » mis en avant par M. Wicht. Cette révolution militaire provient de l'optique que la guerre irrégulière a quelque peu amené une transformation des Etats-modernes car ce n'est plus des guerres entre armées régulières mais des guerres « sans règle et sans limite » qui sont de plus en plus présentes depuis les années 40 avec l'apparition de l'arme nucléaire (Wicht, 2009, p.71).

Les trois phases de cette révolution (Wicht, 2009, p.76-81) consistent en, premièrement, la période militaire, entre 1940 et 1945, avec la création des maquis

en Europe. Puis la période politique, avec les guerres de révolution instituées par les deux blocs de la Guerre Froide entre 1945-1975. Cette période est typique des guérillas colombiennes et de la création des paramilitaires comme arme de contre-insurrection. Avec une importance basé sur « la prise en main de la population » par la terreur, l'exploitation du mécontentement et l'endoctrinement pour les différents acteurs (Wicht, 2009, p.78). La troisième période est économique, avec l'indépendance financière des groupes révolutionnaires ou contre-révolutionnaires (Wicht, 2009, p.78). Ce qui correspond exactement avec l'entrée des paramilitaires et des guérillas dans le narcotrafic et les différentes techniques de financement mises en avant dans le chapitre 3.2. Contexte qui débouche quelque peu sur l'abandon des l'idéologie et une transformation en groupe quasiment « mafieux » de ces acteurs. L'objectif est la durée, par la recherche de financement et de surplus très facilement réalisables dans le trafic de drogue.

Les organisations paramilitaires peuvent-elles être perçues comme un retour de l'importance des « organisations sans territoire » comme « des entrepreneurs militaires des Etats modernes » ? (Wicht, 2009, p.70). Deux facteurs montrent que ce n'est pas exactement le cas dans l'exemple paramilitaire colombien. D'une part car les paramilitaires et les guérillas ont essayé de dominer des territoires et sont même à certains moments plus légitimes que l'Etat central. Cependant, ceci est quelque peu problématique car ils ne sont pas légalement « souverains » de ce territoire, ils n'ont donc pas véritable de territoire légal mais sont cependant légitimes face à une partie de la population. D'autre part car ils ne sont pas vraiment des entrepreneurs de l'Etat central durant l'entièreté du processus. Malgré leur légalisation, et par là leur rôle de suppléant, les paramilitaires ont agi majoritairement dans leurs intérêts jusqu'à devenir parfois dans la période plus actuelle une sorte d'opposant à l'Etat central.

Néanmoins, la Colombie assiste quelque peu à un retour de « puissances militaro-financières sans territoire » (Wicht, 2009, p.71), qui ont une grande importance et force. En effet, les paramilitaires sont composés des trois composantes de cette notion (Wicht, 2009, p.82). Les paramilitaires sont dirigés par des « seigneurs de guerres », qui sont les chefs importants de ces groupes⁷⁹. La relation avec le crime

⁷⁹ Colombie : Les paramilitaires démobilisés ? », Santiago O'Donnell, 8 novembre 2007, <http://risal.collectifs.net>

organisé, ce qui est le cas en Colombie surtout avec le narcotrafic. Et des liens transnationaux, ceci non pas par une diaspora mais par des réseaux hérités des anciens cartels de la drogue. En outre, les paramilitaires ne tiennent pas compte des règles de la guerre, surtout celles de la communauté internationale, comme vu à maintes reprises. Il y a donc dans ce contexte une véritable guerre sans limite où l'Etat colombien a du utiliser les mêmes techniques que les guérillas pour perdurer (Wicht, 2009, p.83-84). L'Etat n'a pas créé les paramilitaires mais les a légalisé.

Car, au même titre que la guerre est antérieure à l'Etat, l'outil militaire prime sur la structure politique : c'est cette dernière qui doit s'adapter d'après les besoins définis pour faire la guerre. (Wicht, 2009, p.84)

Dans le cas colombien, l'adaptation par la création des paramilitaires a quelque peu échappée à l'Etat central et est devenue une nouvelle source de problème interne au pays. Il ne faut pas pour autant voir un retour vers un système de chevalier comme lors de la féodalité. L'Etat-nation a l'air de s'adapter et non pas de s'effondrer. M. Wicht parle d'une superstructure qui perdure en Colombie avec « l'Etat démocratique », et d'infrastructure dirigée par les seigneurs de guerres des guérillas et des paramilitaires (Wicht, 2009, p.89). Néanmoins, dans la situation plus actuelle, ceci est déjà en train de se transformer puisque les « seigneurs de guerre » qui dirigent l'infrastructure semblent quelque peu s'affaiblir. Ceux-ci sont toujours présents, mais avec l'arrivée des BACRIM et la chute de l'AUC, un plus grand nombre de groupes se combattent les uns les autres, ce qui les affaiblit finalement. De plus, ils disposent d'un moins bon contrôle sur la société et sont moins bien organisés que lors de l'apogée des paramilitaires. Et, à la différence d'avec l'AUC l'Etat combat directement une partie de ces BACRIM. Les guérillas semblent elles aussi être dans une phase d'affaiblissement par la perte de leurs dirigeants historiques et un certain nombre de défaites militaires. Cependant, comme vu à de multiples reprises, les acteurs colombiens sont très perméables et ont toujours réussi à s'adapter aux contextes en se transformant pour perdurer.

Il existe une part de « reféodalisation », dans l'idée du cadre théorique, depuis les années 60, mais il semble que l'Etat est en train de reprendre de l'importance et de la force actuellement. Le processus de défense voire de culture civile de l'autodéfense semble être existant depuis son indépendance en Colombie, et même depuis plus longtemps. Et pourtant l'Etat a toujours survécu, il n'a pratiquement jamais eu de

problème dans son système démocratique. La révolution paramilitaire semble plus s'incorporer à la « révolution en sous-sol » théorisée par M. Wicht, que d'être une RM en elle-même. Les groupes paramilitaire peuvent ainsi être perçus comme des « puissances militaro-financières sans territoire ».

De manière plus générale, les civils occupent une place toujours plus importante au sein des Etats, dans le système de sécurité du monde actuel. Peut-on donc penser que cette révolution militaire a transformé le système de l'Etat-nation par une privatisation du monopole de la violence sur son territoire ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais peut être considéré comme une piste de recherche pour le futur. Car même dans les pays où la situation interne est pacifiée, la volonté d'avoir des civils surveillants et informant contre toute action dite « subversive » pour l'Etat et sa population est présente, ceci sans forcément aller jusqu'à faire appel à des civils armés.

4.3.2 Une armée irrégulière peut-elle remplacer les fonctions régaliennes de l'Etat ?

Dans le cas colombien, c'est un échec du processus paramilitaire si il est considéré comme une stratégie de l'Etat dans la contre-insurrection. En effet, il a complètement échappée à l'Etat et même à tous ses créateurs, c'est-à-dire aux élites.

Let us see now the other side of the coin. Despite the strong bonds between the realms of 'intra-systemic activities' (both political and economic) and 'counter-insurgency', in Colombia the paramilitary never developed as a state force, exclusively dedicated to fulfill strategic tasks that were technically beyond the army's reach; nor were they in a position to claim, as the Guatemaltecan paramilitary did, that they had won the war against the guerrilla for the state. (Crisis, 2005, p.4-5)

Il est essentiel de comprendre que le processus paramilitaire est important en Colombie car il coïncide à une époque où différentes élites ont un certain nombre d'intérêts en commun. Ces élites sont très importantes en Colombie et très puissantes, qu'elles soient économiques, politiques ou criminelles, et leur but commun est de se protéger de menaces. Pour ce faire, ils se doivent de créer des groupes d'autodéfense, car l'Etat lui-même ne peut pas les aider contre tout acteur perçu comme nuisible. Cependant, les acteurs subversifs ne sont pas seulement les guérillas mais aussi tous ceux qui bloquent leurs intérêts, comme les syndicats, les

défenseurs des droits de l'homme... Ainsi le lien avec les paramilitaires leur a permis de se défendre mais aussi d'augmenter leur puissance.

“There was a confluence of interests of big landowners and cattle ranchers with leaders of narcotrafficking in the region, allied with elements of the military establishment”. This has been the standard alloy paramilitarism has been made of since the 1980s. (Crisis, 2005, p.5)

Néanmoins, pour le cas colombien, le processus paramilitaire a complètement échappé à l'Etat. Il lui est donc impossible de remplacer l'armée régulière. Ceci est aussi dû à l'aide américaine dans la fin des années 1990 qui a fortement augmenté les moyens, la formation et l'organisation de l'armée et de la police. Ce qui a permis de laisser quelque peu tomber le support et l'importance du rôle des paramilitaires par l'Etat colombien. Néanmoins, les chefs paramilitaires se sont quelque peu transformés en de nouvelles élites très influentes.

Cependant, comme vu dans le sous-chapitre précédent, ce ne sont pas les paramilitaires qui importent aujourd'hui mais les civils. En effet, ces derniers ont un rôle de surveillant, d'informateur et de dénonciateur dans le contexte plus actuel, même si « la sécurité démocratique » est quelque peu remise en question par le président Santos. Système qui se retrouve dans de nombreux pays et même dans certains ayant des situations internes pacifiées.

En réfléchissant de manière plus générale, ce processus de transformation des Etats au niveau de ses fonctions régaliennes est appliqué à beaucoup de pays et le processus des armées irrégulières a réussi à se développer dans un certain nombre d'entre eux, comme au Liban. Cependant, ceci n'est pas le cas en Colombie, et le processus paramilitaire ne semble pas y avoir d'avenir légal. Un certain nombre de chefs ont réussi à blanchir leurs ressources mais ne combattent plus militairement. Néanmoins, ils gardent une certaine importance mais en tant que nouvelle élite et non comme combattant. Les groupes ayant continué de se battre ou ayant émergés sont la plupart du temps aujourd'hui perçus par l'Etat comme des ennemis, comme les guérillas. De plus, cela ne semble pas être une volonté de l'Etat puisque celui-ci les a plus utilisés comme un suppléant de son armée et de sa police et non comme un remplaçant de celles-ci.

Conclusion

Le processus paramilitaire a été mis en avant dans ce travail à travers son histoire, son organisation, sa relation à l'Etat ainsi qu'au contexte colombien fort compliqué. Bien entendu, cette analyse n'est pas exhaustive, il aurait été intéressant d'analyser un seul bloc paramilitaire pour approfondir la recherche au niveau de leurs structurations. Néanmoins, cela n'est pas l'objectif de cette recherche qui se focalise sur le processus paramilitaire en tant que tel. Elle reste toutefois une piste d'analyse pour de futures recherches. Ce travail de mémoire est de nature qualitative, il aurait été intéressant de trouver davantage de sources quantitatives mais il est difficile d'y accéder. En effet, une des difficultés a été de trouver de véritables sources primaires, car il n'en existe pas beaucoup sur cette thématique. Ce manque n'est pas propre aux paramilitaires colombiens et se retrouve dans les recherches concernant toute organisation voguant dans l'ambiguïté entre légalité et illégalité. Néanmoins, il semble que les sources produites par les Nations Unies, les droits de l'homme et les différents rapports de groupes scientifiques sont suffisantes. Sans oublier l'apport très important des sources secondaires qui ont permis de comprendre et de mettre en avant ce processus paramilitaire. En outre, et malheureusement, il a été impossible d'effectuer un travail de terrain, de par la dangerosité de ce thème abordé.

L'Etat colombien, pouvant être considéré comme un Etat « importé », selon les termes de Badie, qui concentre un nombre important de problèmes propres à lui. En effet, comme remarqué durant ce travail, les oppositions au sein de sa société sont très importantes et trouvent leurs origines dans un passé lointain, provoquant un impact sur une longue durée. Les conflits, que nous pouvons considérer comme endémiques dans ce pays, trouvent leurs bases dans ces différentes oppositions. Conflits endémiques, qui aboutissent dans une guerre civile débutant de manière très intense à la fin des années 1940 au moment de *La Violencia*, et perdurant jusqu'à aujourd'hui à travers des moments relativement calmes et des pics d'intensité. Cependant, la violence, extrême, plane et engendre un climat des plus instables.

A plusieurs moments dans ce conflit, l'apparition des paramilitaires semble être une tentative de réponse à l'incapacité de l'Etat central, son manque de légitimité et de monopole de la coercition sur l'entièreté du territoire colombien. Il ne faut pas penser

que le processus paramilitaire n'est qu'une réponse intrinsèque au problème des guérillas : il touche plutôt le manque de sécurité général sur le territoire et plus particulièrement pour les différentes élites de ce pays. Ceci sans pour autant laisser de côté l'importance de cette confrontation qui permet aux groupes paramilitaires d'augmenter leur puissance et de s'améliorer. Néanmoins, ce processus paramilitaire n'a pas réussi à résoudre ce problème et a d'ailleurs majoritairement échappé au contrôle de l'Etat. Comme exposé dans la théorie des économies de guerres civiles, cela semble être un résultat évident, surtout depuis le rapprochement entre les paramilitaires et les narcotrafiquants. L'Etat, qui se revendique comme un Etat de Droit, ne peut continuer d'avoir des relations avec un acteur comme les paramilitaires qui utilisent l'économie criminelle, à travers la prédation, l'économie locale et surtout le trafic de drogue, comme source de revenu.

Toute stratégie qui repose sur une alliance avec des organisations criminelles pour encourager la résolution d'un conflit interne risque fort d'échapper à ses initiateurs. Un tel pronostic repose sur l'étude des modalités de centralisation et de division du travail, caractéristiques de l'économie criminelle... (Jean et Rufin, 1996, p.458)

L'Etat colombien semble être en perpétuelle transformation pour trouver des solutions à ses propres carences, mais sans trouver jusqu'à aujourd'hui de véritables résultats positifs.

Pour conclure, il est difficile de définir un seul rôle propre au processus paramilitaire car il a fortement évolué avec le temps. Cette évolution trouve ses origines dans le climat d'insécurité du pays depuis son indépendance, provenant du grand nombre d'oppositions au sein de sa société. La population colombienne a toujours été habituée à s'armer et s'organiser en groupes pour sa propre défense. Il existe donc une base au sein de la population pour la future création de groupes armés, comme les paramilitaires et les guérillas. L'insécurité et l'habitude des civils à être armés proviennent du fait que le gouvernement colombien n'a jamais réussi à monopoliser la violence physique et symbolique sur son territoire, facteurs propres à un Etat selon Weber. Néanmoins, la Colombie est un Etat comportant les fonctions basiques, et n'a d'ailleurs pratiquement jamais subi de coup d'Etat. Sa structure démocratique a toujours perduré. Ce n'est pas un Etat défailant mais un Etat qui se trouve en situation de guerre civile et recherche des solutions pour résoudre ce conflit interne prégnant à sa société. La définition de Weber semble être trop calquée sur les États-

nations européens et ne correspond pas complètement à la situation colombienne, mais aussi de moins en moins à la situation des Etats de manière plus générale.

Le processus paramilitaire est une création des élites économiques, majoritairement des propriétaires fonciers et des éleveurs de bétails et par la suite des narcotrafiquants, dans la volonté de protéger leurs territoires et leurs ressources. Du fait de leur importance dans ce pays, ils ont réussi à les faire légaliser dans les années 1960, puis dans les années 1990. Il faut prendre en considération le contexte des années 1960, qui voit l'émergence des guérillas, et aussi l'importance des doctrines de contre-insurrection importées des Etats-Unis. Des doctrines basées sur la stratégie paramilitaire pour résoudre le problème des insurrections. Dans ce contexte, et jusque dans les années 1980, les paramilitaires sont une véritable stratégie formelle légale de l'Etat de contre-insurrection. Cependant, ils ne le défendent que très peu lui et sa population et restent borné à la défense de leurs clients. En outre, il faut percevoir que les différentes périodes de négociation entre l'Etat et les guérillas, autre tentative de résolution du conflit, ont toujours renforcé la puissance des paramilitaires, ceci grâce à l'aide des acteurs qui redoutent la montée en puissance des guérillas, c'est-à-dire les élites économiques et les militaires (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003). L'objectif de cette alliance entre les élites économiques, l'armée, les politiciens locaux et les barons de la drogue avec les paramilitaires est de « maintenir le statu quo » et neutraliser toutes réformes des guérillas qui auraient pu aboutir lors de ces négociations (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.182). C'est l'idée « d'une contre-révolution sans révolution » permanente en Colombie (Salazar, Trujillo Boris et Lager, Élisabeth, 2012). Ceci a comme conséquence d'aboutir à des tensions entre le Président et les forces armées qui réduisent toute solution pacifique du conflit, et qui pousse l'armée à chercher appui sur les élites régionales (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.189). Cette alliance a de plus été renforcée par la décentralisation dans les années 1980 (Romero *IN* Davis et Pereira, 2003, p.190). Le rapport entre l'exécutif et l'armée se transforme avec la politique d'Uribe. Ce dernier décide de lutter frontalement et militairement contre les guérillas et peut donc quelque peu s'appuyer sur cette alliance citée précédemment. Néanmoins, cela n'a pas pour autant permis de résoudre le problème.

Pour revenir aux années 1980, elles voient émerger le marché du trafic de drogue et surtout son explosion au niveau mondial, permettant d'importants bénéfices. Les paramilitaires ont profité de celui-ci pour s'autonomiser à la suite de la prise à leur charge de ce trafic. A ce moment, ils échappent complètement à l'Etat et aux élites économiques, bien qu'ils continuent d'avoir encore certains liens avec les politiciens locaux, l'armée, la police et ces élites. Néanmoins, il y a dans les années 1990 une volonté de « re »légaliser le paramilitarisme. Une nouvelle volonté de légalisation liée à l'augmentation de la puissance des guérillas. Cependant, les groupes paramilitaires redeviennent rapidement illégaux. Dans ce contexte, ils décident de se fédéraliser pour devenir un acteur important et préparer les prémices de leur transformation. La démobilisation, minée de problèmes, leur permettent le « blanchiment » de leurs ressources et de leurs actions. Les erreurs de cette démobilisation provoquent la reformation de groupes, les BACRIM, devenus de véritables mafias recherchant les intérêts à n'importe quel prix.

La possibilité de voir les paramilitaires remplacer l'armée irrégulière ne semble pas être concevable en Colombie, surtout du fait qu'ils deviennent illégaux à la suite de la démobilisation et toujours plus opposés à l'Etat. Le moment durant lequel les paramilitaires ont complètement échappés à l'Etat se situe dans les années 1980, avec leur entrée dans le trafic de drogue. Néanmoins, à ce moment, les scandales propres à l'armée régulière quant aux cas de tortures et de corruption auraient pu faire basculer ce système. Les paramilitaires deviennent véritablement une stratégie de contre-insurrection dans ce contexte. Cependant, il faut peu de temps jusqu'à ce qu'ils provoquent eux aussi des scandales qui deviendront publics et pousseront l'Etat à s'en éloigner de manière « publique ». Il semble évident que les paramilitaires n'ont pas vraiment été pressentis pour remplacer l'armée régulière. Ils ont plutôt été conçus dans l'optique d'avoir une troisième force de défense, dans un objectif de suppléance, sur le territoire avec l'armée et la police. La Cour constitutionnelle, c'est-à-dire le troisième pouvoir, semble être le pouvoir le plus opposé à l'armement des civils, et surtout à leurs exactions qui ne semblent pas vraiment choquer les deux autres pouvoirs. En effet, c'est bien cette justice qui rend inconstitutionnelle à deux reprises la formation légale des paramilitaires, en 1989 et 1997. En outre, elle remet en cause le processus de démobilisation qui n'est autre qu'un vaste jugement d'impunité dans sa première phase.

Les paramilitaires ne sont pas créés par l'Etat mais par les élites, mais sont toutefois légalisés par le gouvernement. Néanmoins, ils finissent par s'autonomiser et échapper complètement à tous les acteurs qui les ont conçus ou influencés. Ils sont devenus autonomes face à l'Etat mais aussi face à leurs créateurs, les élites traditionnelles et les narcotrafiquants, dans un but de renforcement par la recherche de leurs propres intérêts. En outre, nous pouvons dire qu'ils n'ont pas réussi à résoudre le problème interne en Colombie et sont même devenus un sérieux problème, commettant des actes de violences sans précédent dans ce pays. Néanmoins, une évolution est perceptible depuis l'élection du président Santos, ancien bras droit de Uribe, qui a réussi à se différencier de son prédécesseur et porter une avancée dans l'idée d'un futur processus de paix. Ceci à travers des réussites militaires importantes et une volonté de négociation dans la lutte contre les guérillas mais aussi et surtout par la reconnaissance de la situation de conflit du pays. De plus, il y a une volonté de rendre enfin la terre aux victimes des déplacements qui sont nombreux. Santos en a fait une loi, le 29 juin 2011, « pour les victimes et la restitution des terres »⁸⁰. Cette prise de position est importante pour ce pays qui n'a pas eu de réforme agraire et où la terre et ses ressources sont des composantes majeures de ce conflit. La situation permet de plus à l'Etat de contrer une des revendications majeures des guérillas⁸¹.

Malheureusement, malgré le fait que tous les présidents ont apporté des changements dans la volonté de résoudre ce problème interne, aucun n'y est encore parvenu. Ceci est fortement lié à la relative adaptabilité des différents acteurs de cette guerre civile. L'avenir nous dira si le président Santos a permis la transformation de ce pays pour permettre à sa population de vivre enfin dans la paix.

⁸⁰<http://www.minjusticia.gov.co/Library/News/Files/CARTILLA%20LEY%20DE%20VÍCTIMAS%20Y%20RESTITUCIÓN%20DE%20TIERRAS70.PDF>, Site du ministère de la justice colombienne, loi sur les victimes et la restitution des terres, consulté le 26.7.2012.

⁸¹ « Les voleurs de terre colombiens démasqués », *Le Temps*, 3 juillet 2012.

Bibliographie

Sources primaires :

Rapports

ONU, Human Rights Watch (HRW) (2001). « The “SIXTH DIVISION” Military-paramilitary Ties and U.S. Policy in Colombia », United States of America.

ONU, Human Rights Watch (HRW) (2009). « Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme et rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’Homme et du secrétaire général ». *Rapport annuel de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l’homme sur la situation des droits de l’homme en Colombie*. 9 mars 2009, Conseil des droits de l’homme, dixième session, Français.

ONU, Human Rights Watch (HRW) (2010). « Paramilitaries’ Heirs, The New Face of Violence in Colombia », United States of America : 3 février.

ONU (1998). « Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies, un cahier spécial sur l’Amérique latine, Plan Colombia, passeport pour la guerre », *le Monde diplomatique*, Cinquante-quatrième session mars.

OEA (2006). « Rapport de la Commission des droits de l’homme de l’organisation des Etats américains concernant le processus de démobilisations des paramilitaires », *Informe sobre la Implementación de la Ley de Justicia y Paz : Etapas inicales del Proceso de Desmilitación de la AUC y primeras diligencias*.

RSF, Reporters sans frontières (2007). « Colombie Paramilitaires : des « Aigles noirs », prêts à fondre sur la presse », Paris : Mai.

CRISIS, Rapport Crisis States Programme development research center (2007). « Colombia's new armed groups », *Latin America Report* (20) : 10 mai 2007.

CRISIS, Rapport Crisis States Programme development research center (2005). Fransisco Gutiérrez Sanin et Mauricio Baron, IEPRI, « Re-stating the State : Paramilitary Territorial Control and Political Order in Colombie (1978-2004) », Université Nationale de Colombie, Bogota, Septembre, Working Paper no.66.

Banque mondiale (2005), « Briser la spirale des conflits. Guerre civile et politique de développement », Bruxelles, De Boeck Université « Les intelligences citoyennes ».

Centre Français de recherche sur le renseignement (2010), Note d’actualité n’231, « Colombie : Les groupes paramilitaires criminels », Alain Rodier, octobre, www.cf2r.org.

Center for international Policy (2005). Adam Isacson, « Peace – or “Paramilitarization?” Why a weak peace agreement with Colombian paramilitary groups may be worse than no agreement at all », www.ciponline.org.

Rapport de l’équipe de recherche sur le terrorisme et l’antiterrorisme, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, <http://www.erta-terg.org>, consulté le 5.1.12.

Sites

<http://insightcrime.org/criminal-groups/colombia/auc/item/974-auc>, site *About InSight - Organized Crime*, consulté le 20 avril 2012.

<http://www.crisisgroup.org/>, site du groupe *International Crisis Group*, consulté le 31 janvier 2012.

« Démobiliser les paramilitaires en Colombie : Un objectif réalisable ? » Rapport Amérique Latine (8), 5 août 2004.

« Colombie : la gangrène paramilitaire s'est répandue jusqu'au cœur de l'Etat » Alain Délétras, *le Temps*, 5 décembre 2006.

http://www.mindefensa.gov.co/irj/portal/Mindefensa_EN, site du ministère de la défense Colombienne, consulté le 23 avril 2012.

<http://www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6ab242c.html>, site de l'ONU, « texte du décret 3398/1965 », consulté le 3 janvier 2012.

<http://www.cnrr.org.co/>, site de la *Commission Nationale pour la Réparation et la Réconciliation*, consulté le 24 janvier 2012.

<http://www.cipcol.org/>, site du *Centre for International Policy's Colombie Programm*, « Plan Colombia and Beyond », consulté le 23 avril 2012.

<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35754.htm>, site du gouvernement américain, « page d'information sur la Colombie », consulté le 23 avril 2012.

<http://www.justice.gov/>, site du ministère de la justice américaine, consulté le 14 janvier 2012.

<http://www.justice.gov/dea/pubs/states/newsrel/mia051308.html>, « listes des personnes qui font partie des demandes d'extradition de la part des Etats-Unis », consulté le 14 janvier 2012.

<http://www.colectivodeabogados.org/>, site du *tribunal permanent du Peuple*.

<http://www.colectivodeabogados.org/DICTAMEN-FINAL-AUDIENCIA-TRIBUNAL>, « Rapport du Tribunal Permanent du Peuple sur les liens entre paramilitaire et les entreprises », consulté le 14 janvier 2012.

<http://www.minjusticia.gov.co>, site du ministère de la justice colombienne.

<http://www.minjusticia.gov.co/Library/News/Files/CARTILLA%20LEY%20DE%20VÍCTIMAS%20Y%20RESTITUCIÓN%20DE%20TIERRAS70.PDF>, loi sur les victimes et la restitution des terres, consulté le 26 juillet 2012.

<http://www.gwu.edu>, site de l'université *Georges Washington*.

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB217/doc08.pdf> le décret 356, qui met en place les CONVIVIR, consulté le 31.1.2010.

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB217/index.htm>, Documents déclassifiés de la NSA concernant la relation entre Chiquita Brands International, consulté le 31.1.2010.

Documents Diplomatiques Suisses

Documents diplomatiques suisses, base de données Dodis, <http://www.dodis.ch/8697>, « Rapport politique n°1. L'accord d'assistance militaire entre la Colombie et les Etats-Unis. », Rapport Politique, de la Légation Suisse au Département Politique fédéral, 26.3.1952.

Documents diplomatiques suisses, base de données Dodis, <http://www.dodis.ch/9177>, « Le nouveau régime », Rapport Politique, de la Légation Suisse au Département Politique fédéral, 21.8.1953.

Documents diplomatiques suisses, base de données Dodis, <http://www.dodis.ch/12859>, « Rapport politique N° 1. Evénements politique en Colombie. », Rapport Politique, de la Légation de Suisse au Département politique fédéral, 10.5.1957.

Sources secondaires :

Dictionnaires

Wickermann, Gabriel (sous la direction de) (2005). *Dictionnaire de Géographie*, Paris : Ellipses.

Macloed, A. ; Dufault, E. ; Dufour, F. G. et Morin, D. (sous la direction de) (2008). *Relations Internationales : théories et concepts*. Outremonts : Athéna.

Ouvrages

Badie, Bertrand et Birnbaum Pierre (1979). *Sociologie de l'Etat*. Paris : Hachette/Pluriel.

Berquist, Charles ; Penaranda, Ricardo et Sanchez G., Gonzalo (2001). *Violence in Colombia 1990-2000 Waging War and Negotiating Peace*. Wilmington : Scholarly Ressources Inc.

Davis, Diane E. et Pereira Anthony W. (2003). *Irregular armed forces and their role in politics and state formation*. Cambridge : UP.

Duclos, Natalie (sous sa direction) (2010). *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*. Paris : Karthala.

Déloye, Yves (2003). *Sociologie historique du politique*. Paris : La découverte.

Dudley, Steven (2004). *Walkin Ghosts murder and Guerrilla in Colombia*. New York : Routledge.

Elias, Norbert (1975). *La dynamique de l'occident*. Paris : Calmann-Levy.

Elias, Norbert (1985). *La société de cour*. Paris : Flammarion, Coll «Champs».

Elias, Norbert (1993). *La civilisation des mœurs*. Paris : Calmann-Levy.

Forgione, Francesco (2009). *Mafia export, comment les mafias italiennes ont colonisé le monde*. Arles : ACTES SUD questions de société.

- Gonzalo, Sánchez G. (1998). *Guerre et politique en Colombie*, Paris : L'Harmattan.
- Gurr, T. R. et Harff, B. (2003). *Ethnic Conflict in World Politics*. 2^e éd, Boulder : Westview Press.
- Hintze, Otto (1991). *Féodalité capitalisme et Etat moderne*, Paris : Maison des sciences de l'homme.
- Hylton, Forrest (2008). *Colombie les heures sombres*. Paris : Imho.
- Jean, François et Rufin, Jean-Christophe (1996). *Economie des guerres civiles*. Paris : Hachette.
- Lazzeri, Pietro (2004). *Le conflit armé en Colombie et la communauté internationale*. Paris : L'Harmattan.
- Nussio, Enzo (2011). *Understanding Ex-Combatants Central Themes in the Lives of Former Paramilitaries in Colombia*. Bamberg : Difo-Druck GmbH.
- Ospin, Hernando Calco (2008). *Colombie Derrière le rideau de fumée Histoire du terrorisme d'Etat*. Pantin : Le Temps des Cerises.
- Ray, Abrahams (1998), *Vigilant citizens : vigilantism and the state*. Oxford : Polity Press.
- Salas, Sandra. (2010). *Conceptualizing the Paramilitary power in Colombia, Military controled regions or Region States ? Study of the paramilitary power in the régions of Magdalena Medio and Córdoba-Urabá Antioqueño*. Saarbrücken : Lambert Academic Publishing.
- De Saint Victor, Jacques (2008). *Mafias l'industrie de la peur*. Monaco : Rocher.
- Sappia, Caroline et Servais, Olivier (2010). *Mission et engagement politique après 1945: Afrique, Amérique latine, Europe*. Paris : Karthala.
- Sens, A et Stoett, P (2002). *Global Politics : Origins, Currents, Directions*. 2^e éd. Scarborough : Nelson Thomson Learning.
- Singh, B et Mei Ko Wang (1971). *Theory of Modern Guerillas Warfare*. New York : asia publishing.
- Tilly, Charles (1992). *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe : 990-1990*. Paris : Aubier.
- Van Creveld, Martin (1991). *The Transformation of War*. Toronto : Collier Macmillan Canada.
- Weber, Max (1995). *Economie et société 1. Les catégories de la sociologie*. Paris : Plon (Agora/ press Pocket).

Weber, Max (1995). *Economie et société 2. L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*. Paris : Plon (Agora/ press Pocket).

Bilan

Daviaud, Sophie (2011). « République de Colombie – Bilans annuels de 1983 – 2012 ». *L'état du monde 2011*. Paris : la Découverte.

Articles scientifiques

Audet, François (2005). « Le conflit colombien : de l'idéologie au narcotrafic », *La Chronique des Amériques, Observatoire des Amériques* avril (11) : 1-7.

Audet, François (2003). « Colombie : des intérêts divergents pour une guerre sans fin », *La Chronique des Amériques, Observatoire des Amériques* avril : 1-5.

Batou, Jean (2008), « The Guerilla in Colombia. An Interview with Rodrigo Granda. », *Monthly Review* 59 (10) : 11-24.

Bon, Pierre (2001), « L'Etat en Amérique Latine », *Pouvoirs* (98) : 17-26.

Bourdieu, Pierre (1993), « Esprits d'Etat Genèse et structure du champ bureaucratique », *Acte de la recherche en science sociale*, mars (96-97).

Denissen, Marieke (2010). « Reintegrating Ex-Combatants into Civilian Life: The Case of the Paramilitaries in Colombia », *Peace & Change* avril : 328-352.

Dufort, Philippe (2007). « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *Observatoire des Amériques, La chronique des Amériques*, Octobre (17) :49-62.

Dumont, Gérard-François (2007). « Une découverte en Amérique latine : le modèle colombien de développement et de lutte contre la violence », *Outre-Terre* (18) : 351-354.

Frieman, H. Richard (2001). « Le pouvoir étatique et le crime organisé transnational » *Cultures et Conflits* (42) : 38-55.

Grabendorff, Wolf (2009). « Limited Security Sector Reform in Colombia », *IN Security Sector Reform in Challenging Environments*, Münster : Hans Born and Albrecht Schnabel : 69-86.

Hupet, Pierre et Giraldo Jimenez, Fabio Humberto (2009). « Le conflit colombien acteurs, enjeux et perspectives », *Annuaire Français de Relations Internationales X*, Centre Thucydide - Analyse et recherche en relations internationales : 1-15.

Jones, Adam (2004). « Parainstitutional violence un Latin America », *Latin American Politics and Society* 46 (4) :128-149.

Kourliandsky, Jean-Jacques (2002-2003), « Forces armées d'Amérique latine. Une situation marginalisée, en situation de recours », *La revue internationale et stratégique*, Hiver (48) : 63-72.

Labrousse, Alain ; Figueira, Daurius et Cruise, Romain (2008). « Evolution récentes de la géopolitique de la cocaïne », *L'Espace Politique* 4(1), mis en ligne le 11 mai 2009, consulté le 6 janvier 2012. URL : <http://espacepolitique.revues.org/index691.html>.

Lair, Eric (2000). « Colombie, une guerre privée de sens ? », *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, 29(3) :515-538.

Launay, Stephen (2010). « Cinéma et politique colombiens : l'évanescence de la mort », *Raisons politique*, août (39) : 63-78.

Lecombe, Delphine (2008). « Mobilisations autour d'un modèle de sortie de conflit. La commission Nationale de Réparation et Réconciliation : une « commission de vérité et de réconciliation » (CVR) colombienne ? », *Raisons politique*, février (29) : 59-76.

Munera, Luis Fernando (2007). « La Colombie face au dilemme paix / sécurité », *Etudes Internationales*, mars (4063) : 297-307.

Pécaut, Daniel (2006). « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote* 4 (123), La découverte : 9-40.

Ross, Michael L. (2003). « Oil, Drugs and Diamonds : How do Natural Resources vary in their Impacts of Civil War ? », *IN The Political Economic of Armed Conflict, Beyond Greed and Grievance*, Colorado : Lynne Rienner.

Ruano-Borbalan, Jean-Claude (1998), « La transformation de la guerre », *Sciences humaines* Octobre (87).

Salazar, Trujillo Boris et Lager, Élisabeth (2012), « Conflit et contre-révolution en Colombie : une hypothèse », *Problèmes d'Amérique latine* 1 (83) : 33-48.

Tilly, Charles (2000). « La guerre et la construction de l'Etat en tant que crime organisé », *Polix* 13 (49) : 97-122.

Trinquier, R. (1979), « les erreurs de la contre-insurrection ». *IN Chaliand G.,(dir) (1984). Stratégie de la guérilla : guerre révolutionnaires et contre-insurrections : anthologie historique de la longue marche a nos jour*. Paris : Gallimard.

Uribe, Carlos Alberto(2010). « Le corps fragmenté : la manipulation du cadavre et la terreur dans l'étude du conflit violent colombien », *Psychologie clinique* 2 (30) :182-208.

Villegas, Diana (2010), « Le pouvoir de la mafia colombienne des années 1980 et 1990 », *Pouvoirs* :77-90.

Valcarce, Federico Lorenzo (2007). « La marchandisation de la sécurité privée : Une remise en cause des « fonctions régaliennes » de l'Etat ? », p.41-52.

Véry, Phillipe et Monnet, Bertrand (2008). « Quand les organisations rencontrent le crime organisé », *Revue française de gestion* (183) : 179-200.

Wicht, Bernard (2009). « Une révolution militaire en sous-sol ? Le retour du modèle templiers », *IN Les frontières dans tous leurs Etats les relations internationales au défi de la mondialisation*, sous la direction de Pierre de Senarclens Bruxelles : Etablissement Emile Bruylant.

Sites

José Fernando Isaza Delgado et Diógenes Campos Romero (2007), *Algunas consideraciones Cuantitativas sobre la Evolución reciente del Conflicto en Colombia*, http://www.dhcolombia.info/IMG/pdf_ConflictoColombiano.pdf, consulté le 23 avril 2012.

<http://www.farc-ep.co>, *site des FARC*, consulté le 18 janvier 2012.

<http://www.verdadabierta.com>, *site colombien sur les paramilitaires*, consulté le 14 janvier 2012.

<http://www.scribd.com/doc/19492493/Colombie-cartographie-des-groupes-paramilitaires>, « Colombie : cartographie des groupes paramilitaires et de leurs réseaux de financement », Méлина Frangiadakis, 12.2.08, consulté le 6 janvier 2012.

<http://www.educweb.com/webnews>, *site d'éducation pédagogique*.

« Feared Colombian militas want political party », Reuters, 7.22.2005, consulté le 10 août 2012.

<http://risal.collectifs.net>, *site du collectifs risal* :

« La paramilitarisation de la Colombie », Rafael Ballén, 26 novembre 2004.

« Les comptes des paramilitaires Colombiens », Claude Martin, 20 novembre 2006.

« Colombie : Les paramilitaires démobilisés ? », Santiago O'Donnell, 8 novembre 2007.

« La tournure inattendue du processus de démobilisation des paramilitaires », 6 juillet 2007.

« Le chiffres de la guerres en Colombie », 2008.

<http://www.erta-tcrg.org/cr16224/2008/paramilitaires/introparamil.html>, *site du rapport de l'équipe de recherche sur le terrorisme et l'antiterrorisme*, « Les Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) : Origines, trajectoires, facteurs explicatifs et caractéristiques de la violence », Gabriela Manrique, 2008, consulté le 5 janvier 2012.

<http://www.france24.com/fr/20110329-focus-colombie-les-bacrim-les-nouveaux-narcoterroristes>, *France 24*, « émission sur les BACRIM », consulté le 5 juillet 2012.

Articles de journaux

2003

Hernando Cavalo Ospina, « Les paramilitaires au cœur du terrorisme d'Etat colombien », *Le Monde diplomatique*, avril 2003.

2006

« Ingérences étatsuniennes », *Le Monde Diplomatique*, 1 janvier 2006.

2008

« El ejército colombiano daba apoyo a las AUC », *La Jornada*, 4 août 2008.

2010

« Comment Bogota a démobilisé ses paramilitaires », *Le Figaro*, 19 juin 2010.

« Guerre d'usure dans la région andine », *l'Humanité*, 26 juillet 2010.

« Décodage ; La Colombie est-elle vraiment débarrassée des paramilitaires ? », *Le Monde*, 20 août 2010.

« Zoom ; « Tout le monde, toute la société à sa part de responsabilité, les journalistes aussi » », *Le Monde*, 20 août 2010.

« Les guerres de Colombie », *Sud Ouest Dimanche*, 26 Septembre 2010.

« Colombie : Le foot lave plus blanc », *Courrier International*, 9 décembre 2010.

2011

« Bandits « sans idéologies » : nouveau défi pour la Colombie (vice-président) », *Agence France Presse*, 21 janvier 2011.

« Héritiers des paramilitaires : Le nouveau visage de la violence en Colombie », Rapport de presses de Human Rights Watch sur leur document « Paramilitaries' Heirs : The New Face of Violence in Colombia », 3 février 2011.

« Colombie : un cousin de l'ex-président Uribe condamné à la prison », *Agence France Presse*, 22 février 2011.

« Colombie : les groupes héritiers des milices d'extrême droite, nouveau danger (ONU) », *Agence France Presse*, 24 février 2011.

« Colombie : fausse démobilisations de paramilitaires en 2003 (ex-milicien) », *Agence France Presse*, 7 mars 2011.

« Colombie : les bandes composées d'ex-paramilitaires étendent leur influence », *Agence France Presse*, 16 mars 2011.

« La Colombie n'est pas devenu un narco-Etat ; Droit de suite ; Depuis le démantèlement des grands cartels de Cali et Medellin, l'influence du trafic de drogue est moins marquée dans le pays », *La Croix*, 22 mars 2011.

« Les bandes d'ex-paramilitaires ont intensifié leur action (CICR) », *service de base français*, 15 avril 2011.

« En Colombie, la comédie de la démobilisation des paramilitaires ; Négocié entre 2000 et 2006, le désarmement a permis aux milices de s'enrichir et au gouvernement Uribe de Briller », *Libération*, 26 avril 2011.

« En Colombie, la lutte pour la terre est parfois mortelle ; Malgré les promesses de redistribution du gouvernement, de nombreux paysans colombiens continuent d'être spoliés de leurs terres par des grands propriétaires. Les milices d'anciens paramilitaires intimident ou assassinent les paysans qui résistent. Reportage dans le nord de la Colombie, auprès des familles des victimes. », *La Croix*, 3 mai 2011.

« La Colombie adopte une loi de réparation pour les victimes du conflit armé », *Le Monde*, 27 mai 2011.

« La Colombie, pays martyr de la guerre contre les drogues ; Bogotá est favorable à la « nouvelle approche » de la Global Commission. », *Libération*, 3 juin 2011.

2012

« Les plaies sanglantes de Las Palmas : Confession d'un village fantôme », *AgoraVox*, 21 janvier 2012.

« Analyse ; Amérique latine, l'armée de retour », *Le Monde*, 4 février 2012.

« Au Mexique, des groupes paramilitaires se créent face aux narco-trafiquants », *La Croix*, 8 février 2012.

« La menace des FARC plane toujours », *Le Monde*, 19 février 2012.

« La Colombie découvre la puissance des « Bacrim », *La Croix*, 21 février 2012.

« Quand il est dangereux d'être un civil », *Amnesty International*, 23 février 2012.

« Nestlé visé par une plainte en Suisse pour négligence en Colombie », *Service de base français*, 6 mars 2012.

« Nestlé est accusé d'avoir laissé faire un meurtre », *Tribune de Genève*, 6 mars 2012.

« Nestlé poursuivi dans le cadre d'un meurtre en Colombie », *Le courrier*, 7 mars 2012.

« La mobilisation sociale constitue la clef de la paix », *Le Courrier*, 24 mars 2012.

« Prisons sous influence », *Le Courrier*, 29 mars 2012.

« Colombie ; Otages libérés : vers la fin des FARC ? », *Courrier International*, 3 avril 2012.

« La guérilla colombienne des FARC libère les derniers otages politiques », *Le Monde*, 4 avril 2012.

« Quand les guérilleros renoncent à la violence ; le retour à la vie civile n'est pas simple pour les anciens guérilleros ou terroristes, mais l'espoir est là. Exemples récents en Colombie, en Ouganda et en Espagne. », *La Croix*, 7 avril 2012.

« Colombie. Et maintenant comment faire la paix ? », *Courrier international*, 17 avril 2012.

« En Colombie, l'opposition accuse le président de se montrer trop conciliant avec la guérilla », *Le Monde*, 30 mai 2012.

« Au moins 76 syndicalistes assassinés », *Le Courrier*, 6 juin 2012.

« Les voleurs de terre colombiens démasqués », *Le Temps*, 3 juillet 2012.

Films

Impunity, Jorge Jose Lozano et Hollman Morris, Suisse, France, Colombie, 2010.
Site du Film : <http://www.impunitythefilm.com>.

El Baile Rojo, Documentaire sur le massacre de l'Union Patrotica,
<http://www.youtube.com/watch?v=AMQng34vHJc>.

Témoin Indésirable, Juan José Lozano, 2008. Site du film : <http://www.temoinindesirable-lefilm.com/index.html>.

Pablo Escobar, King of Cocaine (1998), Steven Dupler, Colombia : Parco Film.

The true story of killing Pablo (2002), David Keane, Colombia : History.

Radio

RSR, *Histoire Vivante*, « retour en Colombie », 7 au 11 mars 2011, <http://www.rsr.ch/lalere/programmes/histoire-vivante/?serie=3000235>.

PHOTO PAGE DE GARDE :

Artiste Banksy, site : <http://dondevamos.canalblog.com/archives/2011/03/27/20742467.html>, consulté le 11 août 2012.